



Service canadien du
renseignement de sécurité

Canadian Security
Intelligence Service



LA CHINE À L'ÈRE DE LA RIVALITÉ STRATÉGIQUE

Points saillants
d'un atelier de
liaison-recherche

Canada 



Pensez à recycler



Ce document est
imprimé avec de
l'encre sans danger
pour l'environnement



Publication n° 2018-05-02 de la série *Regards sur le monde : avis d'experts*

Le présent rapport est fondé sur les opinions exprimées par les participants et les exposants, de même que sur de courts articles offerts par les exposants à l'occasion d'un atelier organisé par le Service canadien du renseignement de sécurité dans le cadre de son programme de liaison-recherche. Le présent rapport est diffusé pour nourrir les discussions. Il ne s'agit pas d'un document analytique et il ne représente la position officielle d'aucun des organismes participants. L'atelier s'est déroulé conformément à la règle de Chatham House; les intervenants ne sont donc pas cités et les noms des conférenciers et des participants ne sont pas révélés.

www.canada.ca

Publié en mai 2018
Imprimé au Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada

REPENSER LA SÉCURITÉ

**LA CHINE À L'ÈRE DE
LA RIVALITÉ STRATÉGIQUE**

Points saillants d'un atelier de liaison-recherche

TABLE DES MATIÈRES

L'atelier et ses objectifs	1
Sommaire.....	5
Comment expliquer l'actuel antagonisme géopolitique entre l'Occident et la Chine?.....	13
Un nouveau chapitre : le Parti communiste chinois à l'issue du 19 ^e Congrès	27
Influence changeante de l'idéologie en Chine : analyse des grandes enquêtes	37
Lire la Chine de loin : le régime chinois devient-il plus opaque? ...	51
Des ambitions régionales qui prennent de l'ampleur : le programme « Une ceinture, une route »	61
Le rôle des forces armées de la Chine au-delà de la périphérie régionale : répercussions sur la sécurité mondiale.....	73
Le nez partout? La menace de l'ingérence étrangère dans les régimes démocratiques	85
<i>La Loi sur le renseignement national</i> de la Chine et l'avenir des rivalités avec le pays sur le plan du renseignement	97
Conséquences pour la sécurité des mégadonnées et du système de crédit social	107
Analyse du potentiel d'innovation de la Chine.....	117
La rivalité stratégique amène Beijing à créer sa propre architecture financière mondiale	129
Innovations militaires de l'armée chinoise dans le secteur des nouvelles technologies.....	141
Notes	153
Annexe A : ordre du jour de l'atelier	167
Annexe B : la Liaison-recherche au SCRS.....	171

L'ATELIER ET SES OBJECTIFS

Le 6 mars 2018, le programme de liaison-recherche du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a tenu un atelier au cours duquel un groupe multidisciplinaire d'experts d'Amérique du Nord, d'Asie et d'Europe se sont penchés sur les répercussions, à l'échelle internationale et pour le Canada, de la transformation éventuelle de la Chine en puissance mondiale.

Tenu selon la règle de Chatham House, l'atelier a donné l'occasion aux conférenciers et aux participants d'aborder la direction dans laquelle le Parti communiste chinois (PCC) entraîne le pays, le vaste éventail d'outils déployés par Beijing pour promouvoir ses intérêts, ainsi que les conséquences sécuritaires qui en découlent. Les conférences données à l'atelier composent l'essentiel du présent rapport. Les opinions qui y sont exprimées appartiennent à ces experts indépendants et ne sont pas celles du SCRS.

Lancé en 2008, le programme de liaison-recherche du SCRS a pour objectif de favoriser un dialogue entre des professionnels du renseignement et d'éminents experts aux origines culturelles variées qui œuvrent dans différentes disciplines au sein d'universités, de groupes de réflexion, d'entreprises privées ou d'autres établissements de recherche, au Canada et à l'étranger. Il se peut que certains spécialistes invités défendent des idées ou tirent des conclusions qui ne concordent pas avec les points de vue et les analyses du SCRS, mais c'est précisément ce qui rend utile la tenue d'un tel dialogue.

SOMMAIRE

Se préparer à dominer

Le président Xi Jinping pilote une stratégie multidimensionnelle visant à amener la Chine à asseoir sa domination sur le monde. Cette stratégie combine une diplomatie très active, des ententes économiques asymétriques, de l'innovation technologique et des dépenses militaires toujours plus importantes. Déjà, une bonne partie de l'architecture sur laquelle repose la montée de la Chine est en place, et d'autres éléments apparaissent. L'essor de la Chine renforce l'autorité du Parti communiste chinois (PCC) sur la scène intérieure et, aux yeux des dirigeants, redonne au pays son statut historique d'empire du Milieu.

Sous la direction de Deng Xiaoping, la Chine a conçu un modèle capitaliste autoritaire qui a favorisé une croissance forte et soutenue de son produit intérieur brut (PIB). L'économie était dynamique, mais aussi entachée par des institutions de crédit laissant à désirer, des entreprises d'État sous-optimales et une grande vulnérabilité à la corruption. Des efforts constants sont déployés pour corriger ces faiblesses internes. Xi Jinping s'intéresse personnellement à la campagne anticorruption, qui est un des éléments de la mainmise croissante qu'il exerce sur le PCC.

Le partenaire rusé

La Chine a mis en place diverses stratégies de commerce extérieur afin de stimuler sa performance économique.

- Alléchées par le potentiel de marché du pays et sa main-d'œuvre peu coûteuse, mais qualifiée, des sociétés d'économies avancées ont investi en Chine. Une fois installées, cependant, elles ont été obligées de créer des coentreprises avec des partenaires chinois. Beaucoup estiment avoir perdu le contrôle de leur entreprise, et de leur propriété intellectuelle, et avoir été évincées par ce partenaire sur les marchés chinois et étranger.
- La Chine s'est servie de son énorme potentiel à titre de marché d'importation pour négocier des ententes commerciales asymétriques avec des pays développés. Elle revendique avec

obstination des droits en matière d'investissement dans le pays partenaire qu'elle n'accorde pas à celui-ci sur son territoire.

- Pour les pays en développement, Beijing a élaboré et financé le programme « Une ceinture, une route », qui le positionne au centre de six corridors économiques, ce qui lui permettra d'importer des matières premières et d'exporter des produits manufacturés. Ce programme, pour lequel la Chine a investi dans la construction de routes, de chemins de fer, de ports et de réseaux de fibres optiques, englobera en fin de compte des pays représentant les deux tiers de la population mondiale.
- La Chine a mis sur pied un système de paiement international (le Cross Border Interbank Payment System) afin de favoriser l'utilisation de sa devise, le renminbi, et de réduire la domination du dollar américain dans les échanges commerciaux à l'échelle internationale.

Le partenaire envahissant

Les partenaires commerciaux de la Chine ont rapidement découvert qu'elle utilise son statut commercial et ses réseaux d'influence pour servir les objectifs du régime.

- Qu'il s'agisse d'une société d'État ou d'une entreprise privée, un partenaire chinois entretiendra des liens étroits et de plus en plus explicites avec le PCC.
- À moins que les ententes commerciales aient été soigneusement passées au crible afin de déceler toute répercussion sur la sécurité nationale, Beijing se servira de sa position commerciale pour obtenir accès aux entreprises, aux technologies et aux infrastructures qu'il lui sera possible d'exploiter pour atteindre ses objectifs sur le plan du renseignement ou, éventuellement, pour compromettre la sécurité d'un partenaire.
- La Chine est prête à avoir recours à la menace et à la séduction pour amener les élites commerciales et politiques de son côté, et pour les pousser à défendre son point de vue dans des

dossiers controversés, comme ceux du statut de Taïwan ou de la mer de Chine méridionale.

- Beijing travaille activement à influencer les personnes d'origines culturelles chinoises à l'extérieur de ses frontières, ainsi que les étudiants chinois et les entreprises étrangères appartenant à des Chinois d'outre-mer, réduisant souvent leur liberté d'expression pour mettre de l'avant un discours favorable à ses opinions. En outre, il achète souvent le contrôle d'organes de presse locaux en langue chinoise.
- Les universitaires et les journalistes qui remettent en question les activités de la Chine se font harceler par les diplomates chinois et les médias contrôlés par Beijing.

Renforcer l'autorité du Parti

Les pressions exercées sur les partenaires commerciaux pour les empêcher de critiquer la Chine n'ont rien à envier aux efforts intensifs déployés en Chine pour renforcer le contrôle du PCC.

- En Chine, les structures gouvernementales sont subordonnées au Parti. Les fonctionnaires travaillent souvent en vase clos dans leurs ministères et en savent moins sur l'orientation globale que les cadres du PCC.
- Le gouvernement mène des activités de collecte de données importantes et invasives sur le territoire chinois. Cet outil peu coûteux lui permet de connaître en détail les activités individuelles et collectives et ainsi d'exercer un contrôle social sur la population.
- Comme ses relations économiques à l'étranger lui procurent des données de plus en plus détaillées, la Chine est également bien informée sur les personnes qui entrent sur son territoire. Ses projets d'établir des centres de données et des serveurs dans les pays participants au programme « Une ceinture, une route » permettront au PCC d'accroître encore cette influence.

- Il est précisé dans la nouvelle *Loi sur le renseignement national* de la Chine que tous les citoyens chinois ont le devoir de faire respecter l'autorité du PCC et de communiquer de leur propre chef des informations sur tout ce qui pourrait menacer cette autorité.
- Les citoyens chinois ont accès à certains sites Internet étrangers, mais le gouvernement a réussi à leur refuser l'accès aux informations sur les événements controversés.
- Le PCC jouit toujours d'une grande légitimité en Chine, mais l'intérêt pour la théorie marxiste et la participation aux séances d'étude semblent décliner avec l'amélioration du statut économique des Chinois. L'élite commerciale a des intérêts disparates et pragmatiques, tandis que les paysans semblent, dans une large mesure, indifférents à l'idéologie officielle.

La Chine et l'ordre international

La Chine exerce une influence économique qui transparaît dans sa politique étrangère et ses programmes de défense. Elle persiste à contester les règles mondiales mises en place par des puissances qu'elle considère comme en déclin.

- La Chine est à la fois un partenaire commercial et un rival stratégique des États-Unis. Pour le moment, Beijing ne cherche pas à supplanter Washington dans le rôle de police mondiale, mais il regarde avec attention les États-Unis débordés se démener pour maintenir leur influence.
- L'armée chinoise grossit constamment et dispose de toujours plus de moyens. Elle contribue régulièrement à des missions de maintien de la paix, mais elle le fait davantage pour acquérir de l'expérience des opérations que pour atteindre des objectifs humanitaires. Elle a aussi besoin de se professionnaliser davantage et de pouvoir compter sur des soldats plus instruits et des dirigeants plus forts.
- L'armée chinoise investit des sommes considérables dans la technologie, innovant afin de rivaliser avec les États-Unis dans

les applications militaires de l'intelligence artificielle, les systèmes d'armes téléguidés, l'informatique quantique et les armes à énergie dirigée.

À l'horizon

La Chine a déjà fait des progrès considérables en réorganisant les chaînes d'approvisionnement mondiales. Elle est consciente des faiblesses de sa base économique nationale et semble déterminée à les corriger. Xi Jinping a renforcé l'emprise du PCC sur la vie des citoyens et vise la diaspora chinoise comme moyen d'accroître son influence à l'échelle internationale. Étant donné la diminution des contacts entre les citoyens chinois et les chercheurs étrangers, il est de plus en plus difficile de saisir les subtilités de la politique chinoise.

L'influence croissante de la Chine est un casse-tête délicat pour la communauté internationale, qui doit faire bon accueil à une puissance transformée sans consentir à la destruction de l'infrastructure diplomatique mondiale. La diplomatie très active de la Chine et son insistance sur le commerce asymétrique sont particulièrement difficiles à accepter pour des pays comme le Canada, qui cherchent à entretenir des relations commerciales mutuellement avantageuses.

Beijing a encore des obstacles considérables à surmonter. Maintenant qu'il a fait abolir la limite de deux mandats à la présidence, Xi Jinping guidera la Chine pour l'avenir prévisible. Un régime autoritaire facilite la prise de mesures décisives, mais peut se traduire par une diminution de la sensibilité aux critiques, une vulnérabilité à la corruption et une circulation restreinte des informations essentielles à la prise de décisions éclairées. L'entremêlement des entreprises économiques privées et publiques a entraîné une baisse d'efficacité et une corruption qui persistent. L'essor continu de la Chine est une des nombreuses variables qui définissent le nouveau système mondial, mais il n'est pas inévitable. La communauté internationale peut encore décider d'agir pour limiter et satisfaire ses ambitions. Pour le moment, toutefois, la stratégie de domination de la Chine semble implacable et irrésistible.

CHAPITRE 1

COMMENT EXPLIQUER L'ACTUEL
ANTAGONISME GÉOPOLITIQUE ENTRE
L'OCCIDENT ET LA CHINE?

Grâce à son essor économique, la Chine peut remettre en question la structure du pouvoir à l'échelle planétaire et les règles de l'ordre mondial. L'idéologie socialiste est importante pour consolider le pouvoir du Parti communiste chinois, mais c'est la volonté de Beijing de revendiquer le statut de grande puissance et sa détermination à exercer un pouvoir autoritaire qui orientent la politique étrangère. Alors que la Chine s'élève contre la domination des États-Unis et qu'un nouvel ordre mondial bipolaire se dessine, d'autres acteurs peuvent s'opposer au type de pouvoir exercé par la Chine et à sa teneur.

Le pouvoir et l'idéologie semblent être les deux principaux fondements de l'antagonisme géopolitique entre la République populaire de Chine (RPC) et l'Occident et de leur peur réciproque. Les personnes qui ont une vision réaliste des relations internationales affirmeraient que l'essor de la RPC et, dans certains cas, le déplacement du pouvoir en sa faveur expliquent à eux seuls la rivalité croissante entre les deux principales économies mondiales, tandis que celles qui ont une vision libérale du monde verraient plutôt l'explication dans les différences entre les systèmes politiques, les idéologies et l'appréciation du monde.

Sans vouloir réconcilier ces deux écoles de pensée, il est juste de dire que la rivalité découle du pouvoir croissant de la Chine sur la scène internationale et des particularités de son système politique, à savoir un régime unipartite et de plus en plus dictatorial. Le discours politique anti-occidental que tiennent les autorités chinoises sur diverses tribunes dans le monde alimente également cette rivalité.

Les autorités chinoises invoquent souvent les différences culturelles pour expliquer l'antagonisme entre l'Orient et l'Occident, ce qu'elles préfèrent qualifier d'« incompréhension ». Le bien-fondé d'une telle

explication incite toutefois à la réserve, car bon nombre de pays orientaux et même de pays confucianistes tels que le Japon et la Corée du Sud éprouvent une anxiété semblable à l'égard de la RPC. Cette forme de culturalisme, dont il sera question plus bas, est en fait l'un des arguments idéologiques que le Parti communiste chinois (PCC) avance régulièrement.

Pouvoir

La RPC a vu croître son pouvoir économique, diplomatique et militaire au cours de la dernière décennie, ce qui a fortement ébranlé les fondements mêmes de l'ordre mondial et de la politique à l'échelle planétaire. Son essor a changé considérablement la donne dans la période d'après-guerre froide, beaucoup plus que ne l'a fait l'émergence de nouvelles puissances économiques comme l'Inde et le Brésil. La RPC a tiré profit non seulement de la fin de la guerre froide et de la chute de l'Union soviétique, mais aussi de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce en 2001 et, de façon générale, de son intégration dans l'économie mondiale et de la mondialisation continue de l'économie.

La Chine - qui a accédé au rang de deuxième économie mondiale en importance en 2010 et qui entend devancer les États-Unis d'ici 2040 et peut-être même 2030 - a commencé en toute logique à revendiquer un rôle accru dans les affaires internationales. Mise de côté graduellement pendant le règne de Hu Jintao, la diplomatie discrète (*taoguang yanghui*) que Deng Xiaoping avait commencé à pratiquer après les événements de Tiananmen pour réduire l'isolement du régime chinois a été abandonnée pour de bon lorsque Xi Jinping a pris le pouvoir en 2012. Aujourd'hui, Beijing souhaite accroître sa présence sur l'échiquier mondial, élargir son influence au sein des organisations internationales multilatérales, intensifier sa participation dans les affaires mondiales et augmenter le nombre de ses responsabilités à l'échelle internationale.

Depuis 1978, la RPC a réformé son économie dirigée, s'est ouverte sur le monde et a connu une évolution sans précédent. De tels changements ont jeté les bases d'une participation accrue dans le

système des Nations Unies, d'une implication croissante dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, d'une hausse de la quote-part dans le Fonds monétaire international et d'une participation enthousiaste aux sommets du G20. Ces mêmes changements ont aussi ouvert la voie à des initiatives internationales, dont le programme « Une Ceinture, une route » en 2013 et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures en 2014.

Grâce à son essor économique, la RPC a également pu moderniser rapidement son armée, ce qui a grandement modifié l'équilibre des forces en Asie de l'Est et, en général, dans la région indopacifique. Cet essor permet en outre à Beijing de déployer davantage d'efforts pour réaliser ses ambitions de longue date, c'est-à-dire exercer un contrôle complet sur le bassin maritime qu'il revendique (un legs du régime politique précédent, la République de Chine), assurer la réunification avec Taïwan et offrir une meilleure protection à ses ressortissants à l'étranger. Bref, tout gouvernement chinois nationaliste disposant de moyens militaires semblables, peu importe sa nature ou son orientation politique, serait tenté de poursuivre les mêmes objectifs. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que l'Armée populaire de libération (APL) - aujourd'hui en mesure de faire la démonstration de son pouvoir même à grande distance des côtes du pays - tente d'imposer une nouvelle réalité par différents moyens : renforcement de sa présence navale et construction de plusieurs îles artificielles en mer de Chine méridionale; multiplication des opérations de ses forces aériennes et navales à des fins d'intimidation autour de l'île dans le détroit de Taïwan; contestation du contrôle par le Japon des eaux entourant les îles Senkaku (Diaoyu) en mer de Chine orientale; établissement d'une nouvelle zone d'identification de défense aérienne qui chevauche celle du Japon (et de la Corée du Sud). De même, la logique de grande puissance explique pourquoi la Chine a décidé en 2015 d'établir une base navale à Djibouti et peut-être une autre à Gwadar, au Pakistan, un projet que Beijing niait catégoriquement jusqu'à tout récemment.

À de nombreux égards, la Chine semble fixer ses objectifs en s'inspirant des réalisations des États-Unis et vouloir ainsi s'attribuer elle-même les caractéristiques de l'ancienne « hyperpuissance » et

aujourd'hui seule superpuissance du monde¹. La Chine est le seul pays qui peut envisager de surpasser les États-Unis grâce à son poids économique et à son influence diplomatique, même si l'APL aura probablement du retard sur l'armée américaine à long terme. Par son comportement, la Chine contribue à accroître la bipolarité structurelle de l'ordre mondial, bipolarité dont elle subit aussi les effets. Beijing préconise l'idée d'une transition pacifique du pouvoir, souhaitant éviter le piège de Thucydide et les autres obstacles évoqués dans les différentes théories en la matière. Toutefois, nombre d'analystes en Chine et à l'étranger doutent sérieusement que la transition se concrétise.

Beaucoup de dirigeants et d'experts chinois estiment que ce sont les grandes puissances (et les vainqueurs des guerres mondiales) qui fixent les normes internationales et les imposent aux autres pays. Selon eux, il est temps pour Beijing de modifier ces normes afin qu'elles favorisent les intérêts du pays. La Chine a d'ailleurs une interprétation révélatrice du droit de la mer (convention de Montego Bay). En effet, elle entend interdire à tout navire étranger les zones économiques exclusives qu'elle revendique et refuse de reconnaître la légitimité des mécanismes d'arbitrage établis conformément à ce droit.

En d'autres mots, l'antagonisme croissant entre la Chine d'une part et les États-Unis et l'Occident en général d'autre part est une conséquence directe et logique de l'essor économique, diplomatique et militaire de Beijing, de ses ambitions croissantes ainsi que de sa rivalité structurelle, bien qu'asymétrique, avec Washington.

La RPC ne veut toutefois pas projeter la même image que les États-Unis. Elle soutient qu'elle sera une grande puissance beaucoup plus juste que ses prédécesseurs et que ses compétiteurs et qu'elle ne versera jamais dans l'hégémonie ni dans l'impérialisme, compte tenu de son passé douloureux et de sa nature socialiste. À titre d'État socialiste moderne, d'économie méridionale en développement et de pays d'Asie, la Chine compte démontrer qu'elle saura faire mieux. Les paragraphes qui suivent abordent l'autre particularité importante de l'antagonisme entre la RPC et l'Occident : l'idéologie.

Idéologie

Dans quelle mesure la nature de son régime politique dicte-t-elle à la RPC ses objectifs et ses comportements à l'étranger? Il est moins facile qu'il n'y paraît de répondre à cette question. Il existe un précédent dans l'histoire. L'antagonisme de l'Union soviétique envers l'Occident était profondément ancré dans le projet socialiste, le régime unipartite, la nationalisation des modes de production ainsi que la volonté d'étendre le communisme à l'échelle planétaire et de vaincre le capitalisme occidental. L'Union soviétique jouissait par ailleurs du statut de grande puissance et disposait d'un impressionnant armement nucléaire et traditionnel.

En revanche, la Chine semble entretenir des objectifs très différents à de nombreux égards. Beaucoup plus diversifiée, sa structure économique permet aux entreprises privées de prospérer aux côtés d'un secteur public puissant. Son économie, nullement isolée de l'Occident, est de plus en plus intégrée à l'économie mondiale. Qui plus est, le PCC s'est grandement éloigné de ses objectifs initiaux, remplaçant le communisme par la prospérité commune et le marxisme-léninisme par le nationalisme et le confucianisme. Beijing a cessé de vouloir révolutionner le monde depuis un certain moment déjà. Les autorités maintiennent le régime unipartite, mais n'hésitent pas à interagir avec d'autres types de régimes, dont des démocraties libérales, et coexistent en paix avec eux.

Cela dit, le PCC ne peut pas renoncer entièrement à ses principes idéologiques ni cesser de croire au socialisme ou de vouloir à tout prix demeurer le seul parti permettant de gravir les échelons politiques. Il doit donc réprimer toute voix dissidente qui préconise le constitutionnalisme et la démocratie au pays. Il privilégie le secteur public et tente de diriger le secteur privé, et il continuera vraisemblablement de restreindre l'accessibilité des marchés chinois aux étrangers. Le pouvoir croissant de la Chine permet au PCC non seulement de mieux protéger le régime, mais aussi de redoubler de vigueur sur la scène internationale. Depuis la tenue du 19^e Congrès du Parti en octobre 2017, les réflexions de Xi Jinping et son propre

statut témoignent clairement des ambitions de Beijing, ce qui amplifie directement l'antagonisme entre la Chine et l'Occident.

En conséquence, le principal objectif du PCC en matière de politique étrangère doit être de neutraliser toute force étrangère qui pourrait menacer sa stabilité, sa légitimité et sa longévité. Toute organisation non gouvernementale ou tout gouvernement occidental qui tenterait d'influencer la politique intérieure de la Chine et de l'inciter à se démocratiser se heurterait à un fort mouvement de résistance et de répression. Bon nombre des initiatives de Beijing à l'étranger consistent à étayer le discours du régime et, pour ce faire, à promouvoir la « démocratie socialiste », les particularités culturelles de la Chine ou son « exceptionnalisme », à critiquer la « démocratie occidentale » ou ce que les autorités appellent communément la « démocratie bourgeoise », à prétendre accorder la priorité aux droits économiques et sociaux plutôt qu'aux droits politiques, comme le faisait l'URSS, ainsi qu'à promouvoir activement le principe de « non-ingérence » dans les affaires intérieures des autres pays.

Si la Chine soutient aussi fermement un ordre mondial westphalien où la souveraineté est intouchable et ne saurait être remise en question au nom des droits de la personne ou même de la responsabilité de protéger, c'est en grande partie parce que le PCC doit se défendre lui-même contre toute ingérence étrangère malvenue, d'où la « complicité » qu'entretiennent les régimes autoritaires que sont la Chine et la Russie dans un grand nombre de dossiers, notamment les crises en Libye et ailleurs dans le monde.

Beijing profite de son pouvoir croissant sur les plans économique, diplomatique et militaire ainsi que des différents signes du déclin de l'Occident - crises financières, démocraties dysfonctionnelles et montée du populisme - pour élargir ses visées et redoubler d'ardeur dans sa bataille idéologique. Comme le pouvoir et l'idéologie sont liés de façon intrinsèque, Beijing et les intellectuels favorables au gouvernement préconisent sans relâche le modèle de croissance et de gouvernance de la Chine dans le but d'amener l'Occident et les pays de l'hémisphère Sud à se distancier des valeurs occidentales et

des normes internationales fixées par l'Occident, tout particulièrement lorsqu'il s'agit des droits de la personne, des libertés individuelles et du respect de la vie privée.

Depuis 2008, et de façon encore plus marquée depuis 2012, la Chine emploie une stratégie offensive qui comporte une forte dimension idéologique. Par exemple, elle insiste continuellement sur les échecs et les vicissitudes des démocraties libérales, surtout dans les pays en développement, et salue toujours les réussites économiques des régimes autoritaires en voie de se moderniser, comme l'Éthiopie et le Rwanda. Autrement dit, tout Occidental qui ose critiquer le régime politique de la Chine se voit reprocher sa mentalité d'après-guerre froide, tandis que Beijing mène ouvertement une guerre idéologique planétaire contre l'Occident afin d'affaiblir et de délégitimer la démocratie libérale.

*(...) Beijing mène ouvertement une guerre
idéologique planétaire contre l'Occident afin
d'affaiblir et de délégitimer la démocratie libérale.*

Il existe manifestement une tension entre, d'une part, l'exceptionnalisme de la Chine et son désir d'exporter ses « solutions » et, d'autre part, sa volonté de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale et d'aider à gérer et à résoudre les crises internationales. Cela dit, le PCC a, somme toute, réussi à empêcher que sa diplomatie s'emprenne d'idéologie, les comportements ou les gestes de ses diplomates étant souvent présentés comme l'expression des intérêts des pays de l'hémisphère Sud ou, si possible, de la majorité de la communauté internationale.

Cependant, plus que l'idéologie, c'est la crainte d'être isolé et l'obligation de présenter un front uni qui ont convaincu le gouvernement chinois de faire preuve de souplesse par rapport aux enjeux internationaux qui ne compromettent pas ses principaux intérêts. Le fait qu'elle souscrive partiellement au principe de la responsabilité de protéger - pour autant que les autorités du pays où ce principe est mis de l'avant l'appuient également - est un bon

exemple d'un changement dans la politique étrangère de la Chine qui contribue à atténuer l'antagonisme géopolitique entre elle et l'Occident.

En outre, un régime dictatorial permet au PCC de mieux contrôler le nationalisme chinois. S'il est vrai que le Parti nourrit activement l'animosité envers les États-Unis et le Japon lorsqu'il en ressent le besoin, comme il l'a fait après le bombardement de l'ambassade de la RPC à Belgrade en 1999 et à la suite de la décision du Japon de renforcer son alliance avec les États-Unis en 2005, il s'avère aussi que les autorités chinoises se montrent plus efficaces que beaucoup de gouvernements démocratiques lorsqu'il s'agit de contenir et, dans l'ensemble, de prévenir les incidents nationalistes violents et les gestes d'animosité envers les étrangers, ce qui contribue également à réduire ou, du moins, à gérer les tensions de la Chine avec les pays limitrophes et l'Occident.

Est-ce l'idéologie qui a incité la RPC à déplacer ses pièces sur l'échiquier avec plus de soin ou dans un plus grand secret? Des analystes ont invoqué des arguments culturels pour expliquer la propension de Beijing à recourir à la tromperie et sa réticence à déployer des moyens militaires contre Taïwan ou dans les mers de Chine orientale et méridionale. Or, il peut aussi être allégué que tous les stratèges emploient la tromperie de toute façon et que le « réalisme culturel » a déjà incité la Chine à entrer en guerre à des époques où elle se sentait suffisamment puissante. Grâce au PCC, la Chine peut manifestement allonger les périodes où elle peut cacher son jeu et manœuvrer en silence, comme lorsqu'elle a décidé d'installer une base navale à Djibouti. La Chine agit à l'instar de toutes les grandes puissances, à savoir établir des bases militaires partout sur la planète afin de favoriser ses propres intérêts. Aussi, elle tâche d'éviter toute confrontation directe avec un État plus puissant qu'elle et cherche à isoler l'Occident en entretenant des relations étroites avec tous les pays intéressés (comme la Russie), qu'ils soient développés ou en développement, une façon de faire qui s'inspire manifestement de l'ancien stratège militaire chinois Sun Zi (Sun Tsu). Les actions de Beijing en mer de Chine méridionale répondent à la même logique :

bâtir des îles artificielles au lieu de déloger les autres États qui revendiquent leurs propres îles (à l'exception de l'atoll de Scarborough), utiliser les navires de la garde côtière plutôt que la Marine de l'APL et tolérer les opérations de libre navigation des États-Unis dans le secteur. La façon dont Beijing perçoit son propre pouvoir et anticipe la réaction des autres pays oriente ses actions. En d'autres mots, les décisions de la Chine à ces égards n'ont ni dimension culturelle ni dimension idéologique forte et convaincante.

Pour résumer, à mesure que la Chine gagne en force, son idéologie contribue de plus en plus à aiguïser sa rivalité politique et géostratégique avec l'Occident. Toutefois, c'est en se distanciant de ses principes idéologiques que le gouvernement chinois a le plus de chance de trouver un terrain d'entente avec l'Occident pour résoudre ou, à tout le moins, gérer certaines crises internationales dans le monde.

Renversement des rôles

La RPC a longtemps semblé craindre l'Occident beaucoup plus que l'inverse. Ce n'est plus le cas. Il est vrai qu'elle estime toujours que les idées libérales de l'Occident, son influence politique, les alliances des États-Unis et le déploiement militaire à venir dans la région de l'Asie-Pacifique visent à l'affaiblir et à la tenir en échec. Cependant, l'Occident a commencé à redouter le pouvoir croissant de la Chine, son influence économique et militaire, ses ambitions à l'échelle internationale, sa volonté de modifier les normes internationales en sa faveur, son projet d'exporter, si ce n'est son modèle, du moins les solutions offertes par son régime autoritaire ainsi que sa capacité à influencer d'autres sociétés et à s'ingérer dans la vie politique d'autres pays. Cette anxiété est beaucoup plus marquée aux États-Unis et parmi les alliés de Washington dans la région de l'Asie-Pacifique - le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande - que dans l'Union européenne, même si l'Allemagne et la France ont commencé à se préoccuper davantage des intentions de la Chine au cours des dernières années. Cette même anxiété a incité des alliés de Washington dans la région de l'Asie-Pacifique à renforcer leur alliance avec les

États-Unis et à trouver de nouveaux partenaires stratégiques comme l'Inde ou le Vietnam afin de contrebalancer le pouvoir croissant de Beijing, ce qui alimente l'antagonisme entre la Chine et l'Occident.

Cela dit, il faut éviter de surestimer l'essor de la RPC et de croire que cette dernière a toute confiance en elle-même. L'exceptionnalisme chinois et l'exceptionnalisme américain se distinguent principalement du fait que, outre le Vietnam et la Corée du Nord, peu de pays dans le monde partagent les valeurs politiques de Beijing. Qui plus est, le pouvoir accru dont dispose Xi Jinping peut être considéré à la fois comme un signe de faiblesse et comme un symbole de force, la Chine n'étant pas parvenue dans les deux dernières années à atteindre les objectifs de réforme qu'elle avait fixés en 2013. En d'autres mots, les doutes de plus en plus forts que l'Occident entretient à propos de beaucoup de décisions et d'actions de Beijing en matière de politique étrangère préoccupent peut-être plus la Chine que ce qu'elle laisse paraître.

(...) les doutes de plus en plus forts que l'Occident entretient à propos de beaucoup de décisions et d'actions de Beijing en matière de politique étrangère préoccupent peut-être plus la Chine que ce qu'elle laisse paraître.

Conclusion

Le sentiment de peur et l'esprit de compétition qui opposent la RPC et l'Occident font désormais partie intégrante de la politique internationale. Une bipolarité asymétrique d'un genre nouveau se dessine entre Washington et Beijing, ce qui intensifie l'antagonisme géostratégique sino-occidental déjà alimenté par le pouvoir croissant de la Chine et son idéologie antidémocratique. Cet antagonisme structurel devrait persister tant et aussi longtemps que la Chine se caractérisera par un régime unipartite, même s'il est vrai qu'un changement de régime ou mouvement de démocratisation ne saurait mettre fin à la lutte de pouvoir. À supposer que de tels changements aient lieu, la rivalité prendrait des formes moins aiguës, et les secteurs

de collaboration entre la Chine et l'Occident pourraient se multiplier. Cependant, la Chine souhaiterait probablement toujours accéder au statut de grande puissance et, sur l'échiquier mondial, Beijing continuerait vraisemblablement de jouer un rôle correspondant à son pouvoir économique, diplomatique et militaire. Tout gouvernement chinois, quelles que soient ses convictions, resterait tout à fait conscient de son pouvoir ainsi que des points forts et des points faibles des autres grandes puissances, et saisirait toutes les occasions possibles pour protéger ou renforcer son propre statut de grande puissance.

CHAPITRE 2

UN NOUVEAU CHAPITRE :
LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS
À L'ISSUE DU 19^E CONGRÈS

Le 19^e Congrès national du Parti communiste chinois a confirmé la suprématie de Xi Jinping. Le Parti a enchâssé la pensée de Xi dans sa charte et a appuyé sa vision d'une Chine qui dominera les relations internationales dans 30 ans. Cet objectif, qui ne peut être atteint que si la Chine conserve son taux de croissance économique très élevé, n'est peut-être pas réaliste compte tenu de certaines lacunes structurelles persistantes de l'économie. Le leadership autoritaire de la Chine et sa vision irréaliste fondée sur des hypothèses douteuses pourraient entraîner la mise en œuvre de politiques mal avisées.

Xi Jinping a annoncé le début d'une nouvelle ère pour la Chine au 19^e Congrès national du Parti communiste chinois (PCC), qui a eu lieu en octobre 2017. Sous Mao, la Chine a connu le totalitarisme puis, sous Deng, une période d'ouverture et de réforme. Xi a mis le point final à la stratégie de Deng, qui consistait à dissimuler les moyens de la Chine et à attendre le bon moment afin que la République populaire de Chine (RPC) puisse effectuer les réformes nécessaires et rattraper les autres pays. Xi ouvre pour la Chine une ère nouvelle, dans laquelle il s'efforcera de faire du PCC un mécanisme de contrôle léniniste efficace. Même s'il ne décourage pas le culte de sa personne, il ne cherche pas à faire renaître l'ère maoïste. À ses yeux, Mao était un mauvais léniniste qui a causé des ravages au sein du parti. Xi entend procéder de la façon inverse. C'est donc au Parti lui-même qu'il a confié le rôle principal de direction de la RPC, et il exige de ses membres qu'ils deviennent de bons léninistes en corrigeant leurs actions et en développant une solide discipline de parti. Son approche ressemble à celle adoptée par Liu Shaoqi, l'adjoint de Mao, de 1945 jusqu'à ce qu'il soit écarté pendant la Révolution culturelle en 1967. Xi refuse toutefois de reconnaître cette similitude.

Dans la nouvelle ère de Xi, le PCC a pleine confiance en son modèle de développement socialiste. Il ne se tourne plus vers des sources d'inspiration extérieures. La Chine est toujours ouverte au commerce avec les pays étrangers, mais pas à leurs idées. Au contraire, elle rejette vigoureusement tous les modèles démocratiques ou occidentaux. Xi croit maintenant que la Chine léniniste doit s'affirmer. Au cours de la période qu'il a amorcée, il entend faire passer les intérêts de la Chine en premier, lui rendre sa grandeur et exiger des autres pays qu'ils témoignent à la RPC le respect qu'elle mérite.

L'aspect le plus marquant du 19^e Congrès a été l'aplomb affiché par Xi. Il était confiant d'avoir bien en main tant l'appareil du Parti que l'avenir de la Chine, même s'il n'est toujours pas pleinement convaincu de l'ascendant exercé par le Parti sur le peuple. C'est pour cette raison qu'il a mis l'accent sur la mise en œuvre d'un système de crédit social qui permettra au Parti de maintenir la population sous son emprise. En mars 2018, Xi n'était pas encore venu à bout de toutes les résistances au sein de la classe dirigeante, mais il n'a pas eu à faire de concessions importantes pour accommoder les récalcitrants.

Nouvelle ligne politique à la tête du gouvernement de la Chine

Xi a réussi à faire en sorte que le Comité permanent du Bureau politique soit composé des sept membres de son choix. La composition de ce comité est habituellement un secret jalousement gardé jusqu'à la fin du Congrès, puisque la nomination d'un membre peut faire l'objet de négociations de dernière minute. Cette fois, il en est allé tout autrement. La liste définitive s'est retrouvée dans au moins deux médias à l'extérieur de la Chine continentale plusieurs jours avant l'annonce officielle. Le fait que personne n'a été puni pour cette fuite confirme que Xi a certainement, à tout le moins, donné son aval.

Cette liste donne à penser que, même si Xi avait d'abord envisagé de nommer son protégé Chen Min'er au Comité permanent, ce qui l'aurait désigné comme successeur possible, il a préféré mettre un terme aux spéculations à ce sujet. Or, en évitant de désigner un dauphin éventuel, Xi laisse entendre qu'il ne renoncera pas au pouvoir lors du 20^e Congrès, qui aura lieu en 2022. Il a réduit la question de

la succession à une question théorique, faisant fi des efforts déployés par le Parti depuis la fin de l'ère de Deng pour institutionnaliser le processus de succession. Il est évident qu'une partie de la classe dirigeante n'a pas vu cette démarche d'un bon œil, mais aucun dirigeant n'a osé mettre la tête sur le billot en manifestant son désaccord publiquement.

Même si Xi cherche à établir une solide emprise sur le Comité permanent du Bureau politique, il n'a pas jugé nécessaire d'y nommer uniquement ses protégés. Ainsi, la nomination de Wang Yang, qui a été étroitement lié à la Ligue de la jeunesse, et de Han Zheng, de Shanghai, laisse entrevoir que même des personnes qui n'ont pas déjà collaboré étroitement avec Xi peuvent espérer faire partie du cercle des initiés. Xi a cependant indiqué clairement que leur maintien en poste dépendait uniquement de son bon vouloir, et Han a tout de suite dû quitter son fief de Shanghai pour s'installer à Beijing. Quoiqu'ils en pensent réellement, Wang et Han n'ont d'autre choix que d'adhérer de façon stricte à la ligne politique tracée par Xi. Comme celui-ci s'est arrangé pour humilier le premier ministre Li Keqiang en faisant circuler, avant le Congrès, une rumeur selon laquelle il se verrait retirer ses fonctions, le fait que Li reste en poste ne changera rien à l'ascendant exercé par Xi. Soulignons par ailleurs que Li a lui aussi entretenu des liens étroits avec la Ligue de la jeunesse.

Les autres membres du Comité permanent du Bureau politique sont Li Zhanshu, Wang Huning et Zhao Leji, tous des fidèles de Xi. Li est un partisan de longue date de Xi, qui l'a choisi personnellement tout de suite après son arrivée au pouvoir en 2012 pour occuper le poste de chef du Bureau général du PCC. Quant à lui, Wang est un universitaire qui a gravi les échelons jusqu'à devenir le principal rédacteur fantôme de Xi sur les sujets idéologiques, même s'il avait d'abord été choisi par Jiang Zemin et qu'il a aussi servi sous Hu Jintao. Comme il n'a pas de fief indépendant, il ne peut compter que sur sa loyauté envers Xi pour accéder à des postes élevés. Il ne fait aucun doute que Zhao, qui a été chef du Département de l'organisation du Parti pendant le premier mandat de Xi, a gagné la confiance de ce dernier. S'il n'avait pas pleinement confiance en lui, Xi n'aurait pas fait de Zhao son principal homme de main en remplacement de Wang

Qishan, en le mettant officiellement à la tête de la Commission centrale de contrôle de la discipline. La répartition des portefeuilles garantit que chacun des responsables travaille au bon fonctionnement de l'appareil du parti léniniste et demeure loyal envers Xi.

Xi a changé la dynamique du pouvoir au sein du Comité permanent du Bureau politique. Contrairement à son prédécesseur Hu Jintao, Xi n'est pas premier parmi ses pairs, mais bien chef suprême. Comme Xi a fait en sorte que les six autres membres du Comité soient les hommes du secrétaire général, ceux-ci se retrouvent dans une position où il leur est impossible de remettre Xi en question, à moins qu'il ne commette une erreur stratégique monumentale dont il ne pourrait rejeter la responsabilité sur personne d'autre et qui mettrait son autorité en très grave péril.

La « pensée » de Xi Jinping

Xi a aussi réussi quelque chose que personne n'était encore arrivé à faire : il est parvenu à enchâsser sa « pensée » dans la constitution du Parti, même si la formulation n'est pas exactement celle qu'il aurait privilégiée. Il est presque certain que la phrase intégrée dans la constitution, à savoir « La pensée de Xi Jinping sur l'économie socialiste à la chinoise de la nouvelle ère » est le résultat d'un compromis. Il s'agirait de la seule victoire importante remportée par les opposants de Xi. La modification de la constitution du Parti laisse croire que Xi occupe maintenant un rang inférieur à celui de Mao Zedong, mais supérieur à celui de Deng Xiaoping. Pour que Xi atteigne le niveau de Mao, il aurait fallu que la constitution fasse simplement état de « La pensée de Xi Jinping » sans y joindre une longue explication. Même si, avec le temps, tout le monde finira par parler seulement de « La pensée de Xi Jinping », c'est la forme longue qui sera utilisée dans les occasions et les documents officiels, ce qui ne manquera pas de rappeler au reste du Parti et à la Chine que Xi a dû faire cette concession au Congrès.

Néanmoins, comme son nom est maintenant enchâssé dans la constitution et qu'il est toujours au pouvoir, Xi est désormais en position d'accuser toute personne qui s'oppose à lui d'être un ennemi

du Parti. De plus, même si sa puissance est maintenant supérieure à celle de Deng, il n'aura d'autre choix, pour conserver cette puissance, que d'exercer un contrôle plus serré sur le Parti. À titre de leader suprême, Xi suscite plus de peur que d'amour ou d'admiration au sein du Parti, même s'il bénéficie d'un appui bien plus grand à l'extérieur du PCC. Il est donc probable qu'il poursuive la rectification du parti, plus souvent décrite comme une campagne de lutte contre la corruption, qui a été l'un des principaux outils qu'il a utilisés pour renforcer sa position et son pouvoir pendant son premier mandat.

Quiconque parcourt attentivement la « Pensée de Xi Jinping » ne peut que constater qu'elle manque nettement de substance. Xi est un homme ambitieux qui est déterminé à laisser sa marque, ce qu'il entend faire en adoptant une réforme approfondie dont la nature exacte demeure cependant floue et qui n'a pas encore été énoncée clairement. Il semble que Wang Huning aura fort à faire au cours de la prochaine décennie pour mettre de la chair autour de l'os et étoffer la « pensée de Xi Jinping ».

Un aplomb renouvelé

L'aplomb dont Xi a fait preuve au Congrès du Parti a atteint des proportions inégalées lorsqu'il a présenté sa vision pour la RPC. Il a déclaré que dans 30 ans, l'augmentation spectaculaire de la puissance de la Chine en aura fait un pays moderne, évolué et magnifique. En d'autres mots, elle sera la plus grande puissance du monde et n'aura aucun égal.

Il s'agit d'une vision grandiose, qui ne peut se concrétiser que si la RPC poursuit la croissance rapide qu'elle a connue ces 30 dernières années, quitte à ce que ce soit à un rythme un peu moins effréné. La Chine a vu son PIB croître d'environ 10 % chaque année pendant les 30 dernières années, ce qui représente déjà une réalisation sans précédent. Pour réaliser les aspirations ambitieuses de Xi, la RPC devra conserver un taux de croissance annuel composé d'environ 6 à 7 % pendant 30 années de plus. Pour y arriver, la Chine devra éviter le moment Minsky², trouver une solution à l'augmentation rapide du fardeau de la dette, échapper au piège du revenu intermédiaire, gérer

les conséquences du déficit démographique qui se dessine (contraction de la population active conjuguée au vieillissement accéléré de la population) et s'adapter au ralentissement de la croissance économique mondiale. La réalisation de ce rêve n'est peut-être pas impossible, mais il s'agit sans l'ombre d'un doute d'un projet extraordinairement ambitieux.

Xi semble croire qu'il saura surmonter toutes ces difficultés en revigorant la nature léniniste et l'efficacité du Parti. Xi est convaincu qu'il permettra ainsi au PCC d'exercer son leadership et son contrôle dans l'ensemble du pays et dans toutes les sphères, de sorte qu'aucun obstacle ne pourra lui résister. Xi ne perçoit aucune contradiction inhérente entre la mondialisation économique et le resserrement du contrôle exercé par le Parti. En adoptant cette approche, il tente d'ouvrir la porte aux forces du marché pour leur permettre de jouer un rôle crucial, mais il exige aussi que les forces du marché aillent dans le sens des efforts du Parti pour qu'il atteigne son objectif.

L'ambition et la confiance dont témoigne Xi sont des plus impressionnantes. A-t-il donné à la Chine les assises solides dont elle a besoin pour atteindre les objectifs qu'il a fixés?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord prendre acte du fait que la puissance de Xi est maintenant telle que même ses lieutenants n'osent plus lui prodiguer des conseils en toute franchise, de crainte qu'il y voie un affront. La vision stupéfiante que Xi a décrite dans son discours d'ouverture était superflue, et son manque de réalisme pourrait exposer Xi au ridicule dans l'avenir. De plus, ce discours a sonné l'alarme dans la région et chez les autres grandes puissances. Il semble que les conseillers les plus hauts placés de Xi, qui comprennent la politique étrangère, l'économie, les données démographiques et l'histoire, ne soient pas arrivés à le convaincre de modérer ses ambitions visionnaires pour les 30 prochaines années, ou qu'ils aient renoncé à l'en dissuader; c'est un constat inquiétant. Si les conseillers de Xi et ses collègues du Comité permanent n'osent pas le contredire, il existe un risque grandissant que soient lancées de nouvelles politiques chinoises mal avisées, fondées sur des

suppositions ou des calculs fautifs, qui bénéficieront pour leur mise en œuvre de l'appui de toute la force du Parti et de son aile militaire, l'Armée populaire de libération.

Répercussions dans le monde entier

Une Chine pleine d'assurance menée par un Xi Jinping tout-puissant s'attendra à ce que le reste du monde lui rende hommage. Xi insistera pour que le programme « Une ceinture, une route » soit au cœur de la politique étrangère de la Chine dans ses rapports avec les régions stratégiques de son arrière-pays et avec le reste du monde. Le gouvernement chinois, guidé par sa nature léniniste, souhaite plus que tout faire preuve de puissance douce, ce qui, ironiquement, ne manquera pas d'exacerber son penchant pour les méthodes coercitives.

Même si le gouvernement chinois a adopté une politique claire selon laquelle il n'entend pas exporter « le modèle chinois », il ne manquera pas d'appuyer les pays qui cherchent à reprendre la formule autoritaire qui a valu ses réussites spectaculaires. Plutôt que de se tourner vers l'étranger pour trouver des sources d'inspiration pour guider ses réformes et renforcer la Chine, comme dans l'ère de Deng, la RPC cherche maintenant, sous la gouverne de Xi, à être l'artisan de son propre destin et à croire en sa propre façon de faire. L'adoption de l'approche du front uni signifie que, même si les formulations employées par la Chine laissent croire que tout le monde sortira gagnant, son objectif est en fait d'éliminer un par un tous ses concurrents, en cherchant à convaincre le plus grand nombre d'observateurs indécis à la fois.

CHAPITRE 3

INFLUENCE CHANGEANTE DE
L'IDÉOLOGIE EN CHINE : ANALYSE DES
GRANDES ENQUÊTES

Le président Xi a intensifié la campagne visant à susciter de l'enthousiasme à l'égard de l'idéologie socialiste, facteur essentiel du contrôle exercé par le Parti. Des sondages donnent à penser que l'adhésion au socialisme et la volonté de participer à des programmes d'éducation et d'endoctrinement dépendent de la proximité des structures du pouvoir, du statut économique, de l'âge et du contact avec des informations qui ne sont pas contrôlées par les autorités chinoises. Comme il fallait s'y attendre, les représentants du Parti embrassent le socialisme. Les gens d'affaires et les étudiants ont des opinions plus variées, tandis que les paysans voient dans l'idéologie officielle quelque chose qui est sans rapport avec eux.

Le contrôle et l'endoctrinement idéologiques sont d'importants outils politiques que le Parti communiste chinois (PCC) utilise pour se maintenir au pouvoir. L'État-parti fournit des efforts considérables pour conserver son contrôle idéologique sur la société chinoise : programmes éducatifs du primaire à l'université, propagande politique dans les médias et activités d'endoctrinement pour les Chinois issus de tous les milieux. Le cadre idéologique repose sur le marxisme, le léninisme, la pensée de Mao, la théorie de Deng Xiaoping, les « trois représentativités », le « concept de développement scientifique » et la pensée de Xi Jinping sur le socialisme aux caractéristiques chinoises pour la nouvelle ère. D'autres concepts sont également importants dans le discours idéologique chinois : le socialisme aux caractéristiques chinoises, les valeurs socialistes fondamentales, le collectivisme et le sentiment d'un idéal commun (*gongtong lixiang*).

De l'avis général, le PCC aurait perdu de son influence idéologique en Chine durant la période de réforme amorcée par Deng, d'où une érosion importante de sa légitimité. Depuis son arrivée au pouvoir

en 2012, Xi Jinping a intensifié la promotion du discours idéologique dans toutes les sphères de la société chinoise. En outre, sous sa direction, l'État-parti orchestre une attaque véhémente contre la démocratie et les valeurs occidentales. La présente étude porte sur l'efficacité de l'endoctrinement idéologique de l'État-parti. À cette fin, nous recensons les principaux résultats de diverses enquêtes et sondages menés par des chercheurs chinois au cours des dernières années auprès de différents groupes, notamment des représentants du Parti et du gouvernement, des professionnels, des paysans, des étudiants universitaires et des propriétaires d'entreprise privée.

Quelques conclusions peuvent être tirées de ces enquêtes. Premièrement, le travail idéologique demeurera une priorité pour le Parti, qui est peu susceptible de diminuer l'intensité de ses efforts de propagande et d'endoctrinement idéologiques dans un avenir prévisible. Dans différents secteurs, respecter le cadre idéologique du Parti se traduit encore par des occasions politiques, des emplois ainsi que des possibilités d'avancement ou de réseautage commercial. Pour ceux qui œuvrent au sein du système et dans certains domaines, soutenir le discours idéologique directeur et y croire, peu importe la sincérité du sentiment, est encore considéré comme une condition d'emploi essentielle. Dans une certaine mesure, ce discours sert toujours de point de référence en matière de rectitude politique dans la société chinoise.

Pour ceux qui œuvrent au sein du système (...) soutenir le discours idéologique directeur et y croire, peu importe la sincérité du sentiment, est encore considéré comme une condition d'emploi essentielle.

Deuxièmement, l'influence de l'idéologie en Chine est, dans une grande mesure, plutôt superficielle. La plupart des sympathisants de l'idéologie officielle ont seulement tendance à souscrire à des énoncés fourre-tout du genre « le marxisme devrait être l'idéologie directrice de la Chine » et « la Chine devrait continuer d'adhérer au socialisme aux caractéristiques chinoises ». Peu de gens croient véritablement

à la teneur du cadre idéologique du pays, à l'exception partielle du groupe des cadres du Parti et du gouvernement. En général, ces représentants tendent à soutenir l'idéologie officielle de manière plus vive et plus sincère que tous les autres groupes de partisans, qui privilégient le pragmatisme et l'utilitarisme et qui font simplement mine de souscrire à l'idéologie officielle afin de favoriser leurs intérêts personnels.

Troisièmement, il est possible d'observer des obstacles importants à l'efficacité des programmes de propagande. Il existe en effet un vaste écart entre la réalité socioéconomique du pays et les principes de l'idéologie officielle. La disparité grandissante des revenus, la corruption, l'injustice sociale, les abus de pouvoir des institutions gouvernementales et la hausse du prix des maisons viennent contredire la véracité du message idéologique pour la grande majorité des Chinois. La popularité grandissante d'Internet et des divers médias sociaux réduit considérablement l'efficacité des activités d'endoctrinement idéologique. L'accès à des informations de sources étrangères, en particulier de pays occidentaux, vient aussi atténuer l'attrait de l'idéologie officielle.

En bref, la société chinoise voit ses valeurs se diversifier et, dans l'ensemble, se désintéresse des questions idéologiques.

Représentants de l'État-parti

Dans un premier temps, il y a lieu de se pencher sur les représentants de l'administration chinoise. Une enquête réalisée auprès de 1 300 cadres dans la province d'Anhui révèle des faits intéressants sur l'incidence de l'idéologie parmi les représentants de l'État-parti. Ce groupe comprenait 1 067 membres du Parti, qui occupaient pour la plupart des postes de directeur et de directeur-général. Selon l'enquête, 67 % des répondants avaient consulté des sites Web parrainés par le gouvernement pour y trouver des informations sur les orientations stratégiques et la politique chinoises. La plupart d'entre eux comptaient également sur la télévision centrale chinoise (CCTV), les émissions télévisées locales ainsi que sur les journaux et les revues du Parti pour se tenir au courant de l'actualité. En général, ils ne faisaient

guère confiance aux informations venant de sources et de sites Web étrangers accessibles par des réseaux privés virtuels. Manifestement, les grands organes de presse officiels ont toujours une grande incidence sur ce groupe. Fait surprenant, de 20 % à 25 % de ces représentants comptaient aussi sur les médias étrangers pour obtenir de l'information.

Interrogés sur ce qu'ils pensaient des « valeurs universelles », 46 % des répondants ont répondu qu'elles pouvaient être interprétées différemment selon les pays et les sociétés, tandis que 359 répondants en ont nié l'existence. Pour ce qui est des opinions étrangères en ligne critiques à l'égard de la Chine, 35 % estimaient qu'elles s'expliquaient par une propagande inefficace, tandis que 60 % les attribuaient à la jalousie que l'essor de la Chine suscite en Occident. En outre, environ 32 % des répondants ont mentionné que ces opinions découlaient de certaines politiques chinoises inappropriées; 45 % estimaient que la corruption de certains représentants constituait un facteur, tandis que 30 % étaient d'avis que la Chine devait lutter contre les voix critiques des pays occidentaux. D'après l'enquête, près de 80 % des répondants ont indiqué le marxisme comme système de croyances.

À 79,95 %, les répondants ont qualifié de très intenses et de très graves les luttes idéologiques avec lesquelles la Chine est aux prises, et 58,2 % des répondants ont affirmé que l'infiltration de l'idéologie et des valeurs occidentales les touchait de près ou de très près. Quelque 52 % des répondants ont mentionné que l'infiltration culturelle par des forces occidentales adverses et la menace qu'Internet fait peser sur la sécurité idéologique de la Chine représentaient désormais de graves problèmes pour le pays. Plus de 63 % des répondants ont indiqué que le cyberspace était devenu un champ de bataille important de la lutte idéologique entre la Chine et l'Occident, tandis que 61 % ont convenu que les jeunes étaient la principale cible de ces luttes idéologiques en ligne.

Par ailleurs, 90 % des cadres de ce groupe « soutenaient entièrement » ou « soutenaient » les idéaux, les objectifs, les exigences, les concepts et les mesures stratégiques mis de l'avant par le Parti depuis la tenue, en 2012, de son 18^e congrès, notamment « les quatre objectifs globaux »,

« la modernisation de la gouvernance de l'État », le programme « Une ceinture, une route » et la nouvelle norme économique. De plus, 70 % des répondants estimaient que le rêve chinois allait se réaliser, tandis que 63,3 % et 24 % avaient respectivement confiance ou quelque peu confiance dans le socialisme aux caractéristiques chinoises. Plus de 59 % des répondants appuyaient le régime socialiste et s'en disaient satisfaits, tandis que 30,2 % le soutenaient, mais se sentaient quelque peu insatisfaits.

À 17 %, les répondants se sont dits tout à fait d'accord avec l'énoncé selon lequel les questions de subsistance (éducation, soins médicaux, emploi, logement, pension et assurance sociale) et la corruption étaient plus menaçantes que les luttes idéologiques tandis que 43 % étaient d'accord dans une certaine mesure et que 25 % étaient en désaccord. À l'énoncé selon lequel le prix élevé des maisons dans les villes de premier et de deuxième rangs avaient eu des effets profonds sur les valeurs et les attitudes des gens à l'égard de la richesse, 30 % des répondants se sont dits tout à fait d'accord, tandis qu'environ 43 % se sont dits d'accord dans une certaine mesure. Interrogés sur le principal facteur qui nuit à la réceptivité aux valeurs socialistes fondamentales, 31 % ont répondu « la corruption et l'abus de pouvoir », 24 % « le grand contraste entre la réalité sociale et les valeurs socialistes fondamentales », 16 % « l'inefficacité des programmes éducatifs sur les valeurs socialistes fondamentales » et 15 % « l'insuffisance des mesures prises pour régler les questions de subsistance ».

Manifestement, l'idéologie officielle continue d'avoir une influence assez forte sur ces représentants de l'État-parti³.

Chefs d'entreprise du secteur privé

Une hypothèse veut que l'idéologie occupe une importance moindre dans le secteur privé que dans d'autres secteurs de la société chinoise. Une enquête réalisée en 2015 sur les attitudes politiques de 278 chefs d'entreprise du secteur privé à Wuhan peut donner un aperçu du degré d'influence idéologique dans ce secteur. Interrogés sur les différences entre le socialisme aux caractéristiques chinoises et le capitalisme, 58,7 % des répondants ont indiqué qu'il existait des

différences fondamentales entre les deux systèmes. De plus, 45 % des répondants ont indiqué qu'ils étaient disposés à adhérer au PCC, alors que 31,4 % ont indiqué qu'ils ne l'étaient pas. D'après les données de l'enquête, 51,4 % des répondants ne faisaient partie d'aucune organisation sociale ou politique. Parmi ceux qui faisaient partie d'une organisation de ce genre, 35,5 % étaient affiliés à une fédération syndicale, 25,2 % à une conférence consultative politique du peuple et 8,4 % à une assemblée populaire locale. Selon l'enquête, près de la moitié des chefs d'entreprise qui avaient décidé d'assumer des fonctions de représentant politique avaient été fortement motivés par diverses considérations utilitaires. Ainsi, 25 % voyaient dans ces organisations des canaux pour leurs propres préoccupations commerciales, 16,1 % cherchaient à faire mieux connaître leur entreprise et eux-mêmes et 8,9 % cherchaient des occasions de réseautage avec des dirigeants gouvernementaux et les élites d'autres secteurs. Les résultats de cette enquête laissent aussi entrevoir des différences dans la conception idéologique selon les groupes d'âge. Le contact avec l'étranger avait aussi une importance. En effet, les chefs d'entreprise ayant un contact avec l'étranger tendaient à se montrer moins favorables que les autres à l'idéologie officielle.

Opinions parmi la population rurale

D'après une étude de 2016 sur les attitudes politiques et idéologiques dans la région de Yangling au Shanxi, les paysans ont généralement une compréhension suffisante de l'idéologie dominante. Les chercheurs ont fondé l'étude sur 150 questionnaires remplis dans six villages de la région de Yangling. En ce qui concerne le système de croyances des villageois, 20 % des ménages avaient un symbole bouddhiste, 90 % avaient des images de religions populaires et 10 % avaient des images de Mao Zedong, de Zhou Enlai ou d'autres anciens dirigeants du PCC. Dans le cadre d'entrevues, les villageois ont indiqué qu'ils accrochaient des images de dirigeants du PCC pour témoigner de leur admiration et de leur respect à leur égard. À 14,5 %, les répondants (surtout des cadres) ont affirmé qu'ils assistaient aux séances d'étude sur le marxisme organisées par les autorités du village; 21 % ont répondu que cela leur arrivait à l'occasion, tandis que 64,5 % n'avaient jamais entendu parler de ces séances. Interrogés sur les

principaux obstacles qui les empêchaient de croire au marxisme, 56,25 % ont répondu que les théories marxistes étaient trop éloignées de leur réalité, 27,1 % ont indiqué qu'il leur était difficile de croire au marxisme en raison de l'écart de richesse important dans la société et 43,75 % ont mentionné qu'ils n'avaient aucune raison ni aucun besoin intrinsèque d'étudier l'idéologie marxiste. D'après l'enquête, même les paysans qui sont membres du Parti ne souhaitent pas étudier l'idéologie marxiste, car ils estiment que l'écart entre le marxisme et la réalité est trop grand et que les théories idéologiques sont trop abstraites et trop difficiles à comprendre⁴. Il n'est guère possible de tirer de grandes conclusions de cette petite enquête, mais ces chiffres offrent un rare aperçu de la situation au sein de la population rurale.

Étudiants universitaires et diplômés

D'après une enquête menée auprès de 1 800 étudiants dans neuf universités, ces derniers se servent énormément d'Internet et des médias sociaux pour obtenir de l'information, et il existe une véritable diversification des valeurs au sein de ce groupe. Quelque 61,5 % des répondants ont mentionné que l'enseignement de l'idéologie dans les universités restait peu attrayant et que le contenu demeurait sans intérêt⁵. La conception idéologique des diplômés semble encore moins favorable. Une enquête réalisée auprès de diplômés de dix universités à Xian a révélé que 37 % d'entre eux avaient décidé de se joindre au Parti pour les possibilités d'emploi et d'avancement professionnel⁶.

Une enquête réalisée en 2015 auprès de 200 étudiants de trois universités à Hefei, capitale de l'Anhui, révèle d'autres faits intéressants. Interrogés sur l'influence qu'exercent sur eux les valeurs idéologiques occidentales, 65 % ont répondu qu'ils en ressentaient l'influence dans leur vie quotidienne et dans le secteur du divertissement et de l'éducation, tandis que 35 % ont répondu que ces valeurs n'avaient aucune influence sur eux ou qu'ils n'avaient pas porté attention à ces questions. À 67 %, les étudiants ont répondu avoir remarqué une certaine infiltration idéologique américaine dans la culture chinoise, mais ne trouvaient pas cela alarmant, tandis que 31 % ont indiqué

que le phénomène était important et la situation très dangereuse. Interrogés sur ce qu'ils pensaient des luttes idéologiques du pays avec l'Occident, 16 % ont répondu qu'ils y avaient rarement porté attention et 38 % ont affirmé qu'ils en avaient entendu parler, mais qu'ils ne comprenaient pas vraiment l'enjeu. Par contre, 22 % ont répondu qu'ils comprenaient à peu près l'enjeu, tandis que 25 % estimaient que les luttes de ce genre durent longtemps, en plus d'être intenses et compliquées. Les chercheurs chinois à l'origine de l'enquête ont conclu de ces données que la plupart des étudiants universitaires ne comprenaient pas le mal causé par l'infiltration idéologique occidentale et qu'ils manquaient de vigilance.

Par ailleurs, 68 % des étudiants estimaient que le marxisme devrait être l'idéologie dominante. Interrogés sur leurs attitudes à l'égard des croyances marxistes, 59 % ont répondu qu'essentiellement, ils y souscrivaient et les soutenaient, tandis que 14 % ont déclaré ne pas s'en soucier. De plus, 38 % ont mentionné que le système démocratique occidental et un régime multipartite pourraient être mis à l'essai en Chine⁷.

Une autre enquête menée auprès d'étudiants dans quatre universités au Hunan met en évidence les difficultés auxquelles le Parti est confronté. Des 756 étudiants interrogés, 87,3 % ont dit ne guère porter attention à la politique, tandis que 96,4 % ont été incapables d'expliquer exactement en quoi consistaient « les quatre objectifs globaux ». À 71,2 %, ils étaient d'accord avec l'énoncé selon lequel le PCC joue un rôle prépondérant dans le socialisme aux caractéristiques chinoises, tandis que 28,8 % ont indiqué n'avoir aucune opinion à ce sujet. Seulement 55,3 % ont été capables de dire en quelle année le PCC avait été fondé. Par ailleurs, 39,5 % ont dit ne pas comprendre l'énoncé suivant : « Le PCC a joué un rôle déterminant dans la guerre contre le Japon. » Interrogés sur ce qu'ils faisaient pendant les cours sur la politique et l'idéologie, 35 % ont répondu qu'ils voulaient faire la sieste et 25,4 %, qu'ils faisaient des devoirs pour d'autres cours; 10,9 % utilisaient en secret leur téléphone cellulaire et 28,7 % écoutaient l'enseignant⁸.

D'autres chercheurs ont mené une enquête auprès de 111 étudiants (131 questionnaires ont été distribués) de l'Université des relations internationales⁹, l'une des universités de langue étrangère les plus connues en Chine. Plus de 92 % des étudiants étaient d'accord pour dire que la Chine socialiste avait réalisé un progrès énorme, tandis que 76,6 % et 82 % étaient respectivement d'accord (*rentong*) avec le rôle moteur (*zhidao*) du marxisme en Chine et avec les politiques de l'État-parti. Les chercheurs ont conclu qu'il fallait encore améliorer la compréhension de l'idéologie dominante chez ces étudiants universitaires. En général, ces derniers ont une attitude patriotique, mais lorsqu'il s'agit de leur identité politique, ils tendent à être moins disposés à soutenir le caractère socialiste de leur pays.

Une autre enquête réalisée auprès de membres du Parti qui étudient à l'université révèle une idéologie plus affirmée, mais laisse aussi entrevoir des opinions variées. Parmi les 296 étudiants membres du PCC au Collège de Xinyu qui ont pris part à l'enquête, 46,9 ont affirmé qu'ils portaient régulièrement attention aux discours en série de Xi Jinping et à la 5^e séance plénière du 18^e Comité central du Parti, tandis que 58 % ont dit s'y intéresser à l'occasion. De plus, 94 % ont convenu que le PCC était la force essentielle du socialisme aux caractéristiques chinoises, tandis que 95,9 % ont dit soutenir le marxisme comme idéologie dominante de la Chine. Environ 77,6 % ont affirmé croire au marxisme.

Toutefois, ces jeunes membres faisaient une évaluation très différente de l'engagement des autres membres du Parti. Seulement 6 % ont affirmé qu'ils avaient une morale idéologique et politique très élevée, tandis que 56,4 % ont indiqué que cette morale était assez élevée. Environ 20,4 % ont mentionné n'avoir porté aucune attention à l'influence idéologique occidentale. Fait surprenant, 16,4 % ont dit aussi croire en la religion.

Il est intéressant de mentionner que les étudiants qui ne font pas partie du PCC font une évaluation très différente de ceux qui en sont membres : 59,3 % ont affirmé que les membres du Parti autour d'eux portaient attention à l'actualité à l'occasion seulement, tandis que 51,2 % estimaient que les étudiants membres du Parti faisaient toujours

preuve de désinvolture lorsqu'ils écoutaient les discours idéologiques et politiques et semblaient manquer d'intérêt (*da bu qi jingshen*). Quelque 70,4 % des étudiants réguliers ont qualifié de médiocre la ferveur politique et idéologique de leurs camarades membres du Parti. Plus de 66 % ont affirmé que les membres du Parti autour d'eux aimaient les films américains, les chaînes de restauration rapide et la NBA. À 53,7 %, les étudiants ont répondu qu'ils n'étaient pas certains que des membres du Parti proche d'eux pouvaient jouer un rôle influant dans des dossiers politiques et idéologiques ou ont simplement répondu par la négative¹⁰.

Une enquête menée auprès d'étudiants membres du Parti fréquentant des universités privées au Liaoning dresse un portrait différent. Parmi ces étudiants, 59,7 % ont affirmé qu'ils croyaient fermement au communisme, 25 % étaient sceptiques et 15,3 % n'y croyaient pas. Dans 70 % des universités privées, les étudiants membres du Parti représentent moins de 5 % de la population étudiante. De plus, 15 % de ces universités comptent moins de 2 % d'étudiants liés au PCC. Les étudiants réguliers ont une opinion plutôt mauvaise de leurs camarades membres du Parti : 55 % estimaient que ces derniers avaient des notes dans la moyenne et 34,8 % qu'ils n'étaient même pas aussi bons que les étudiants réguliers¹¹.

Conclusion

L'analyse de diverses enquêtes réalisées en Chine dans les dernières années donne à penser que les campagnes et les activités d'enseignement idéologique de l'État-parti n'ont pas permis de renforcer l'idéologie et la morale de la grande majorité de la population chinoise. Les représentants du Parti et du gouvernement reçoivent une éducation politique plus efficace, mais il est difficile de savoir si ces représentants et ces fonctionnaires croient vraiment en la teneur du discours idéologique officiel. Toutefois, la structure politique de la Chine a pour conséquence que ces principes idéologiques sont un critère obligatoire de leur état d'esprit. En outre, en raison de la propagande constante réalisée au moyen d'activités d'étude politique, il se pourrait très bien que ces représentants aient à tout le moins un assez fort penchant pour l'idéologie officielle.

Les autres groupes en Chine affichent tous des orientations politiques pluralistes. Les programmes d'enseignement idéologique ne semblent pas avoir été très efficaces. Sur le plan idéologique, les paysans chinois demeurent indifférents. Dans le secteur privé, les Chinois portent attention aux activités politiques et idéologiques, mais leur participation et leur intérêt à cet égard semblent avoir un caractère plus symbolique que concret. Les étudiants chinois présentent des différences marquées dans leurs opinions et leurs attitudes idéologiques à l'égard de l'éducation politique. De nombreux étudiants affichaient des considérations pratiques, et leurs activités avaient un caractère utilitaire. En cette ère de l'information, les cadres du Parti chargés de la propagande idéologique devront relever des défis de taille pour exercer une influence sur la société chinoise.

CHAPITRE 4

LIRE LA CHINE DE LOIN : LE RÉGIME
CHINOIS DEVIENT-IL PLUS OPAQUE?

Bon nombre de réformes du président Xi Jinping ont énormément compliqué la tâche des observateurs étrangers qui cherchent à comprendre la situation en Chine. Les mesures de contrôle du Parti, les changements institutionnels et les contraintes auxquelles doivent se plier les Chinois pour discuter avec des étrangers ont rendu le pays plus opaque qu'il ne l'était déjà. Les fonctionnaires, les citoyens et les membres du Parti eux mêmes éprouvent de la difficulté à connaître les décisions et à en comprendre les raisons. Les observateurs étrangers ont tout intérêt à recourir à des sources à l'extérieur de la Chine et à faire des voyages périodiques là-bas.

Depuis 2012, il est particulièrement difficile d'analyser la politique intérieure en Chine. À la veille du 18^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC) et de la nomination de Xi Jinping au poste de secrétaire général du Parti, les observateurs se demandaient quel type de dirigeant il serait. Les rares informations disponibles publiquement à son sujet et la stratégie de communication soigneusement coordonnée et surveillée de près ont soulevé une multitude de questions. Xi serait-il de nature conservatrice ou réformiste? À l'époque, tout semblait possible. Il était plus ardu encore d'analyser son idéologie ou de dresser son profil psychologique. En quoi la Révolution culturelle avait-elle forgé ses opinions politiques et idéologiques? Certains observateurs affirmaient qu'il serait un dirigeant « modéré » parce qu'il avait subi personnellement les contrecoups de l'extrémisme idéologique. En revanche, d'autres soutenaient qu'il était devenu « plus rouge que rouge » (selon un message diplomatique américain résultant d'une fuite) lors de la Révolution, alors qu'il avait dû adhérer à la ligne du Parti pour survivre.

La vitesse à laquelle Xi a restructuré les institutions et consolidé son pouvoir personnel après sa nomination ainsi que l'ampleur de sa campagne anticorruption ont suscité l'étonnement et sont allées à l'encontre des opinions de nombreux analystes, dont d'éminents spécialistes de la Chine. Il est beaucoup plus facile aujourd'hui d'analyser l'orientation politique et idéologique de Xi. Ses actions à titre de président témoignent de son conservatisme, une orientation qui devrait rester la même dans les années à venir. Quoi qu'il en soit, des difficultés importantes subsistent. Par exemple, il était extrêmement ardu de prévoir les nominations avant le 19^e Congrès du Parti (octobre 2017) et la séance annuelle de l'Assemblée populaire nationale (mars 2018).

Un manque de transparence croissant

Le manque de transparence du régime politique est beaucoup plus marqué depuis l'accession au pouvoir de Xi. Outre la crainte de longue date du PCC d'être infiltré par ce qu'il qualifie de forces occidentales hostiles, au moins trois facteurs expliquent ce manque de transparence croissant. Premièrement, étant donné la vitesse à laquelle Xi a restructuré bon nombre d'institutions centrales (civiles et militaires), il est difficile de se tenir au fait des tout derniers changements, de comprendre leurs répercussions sur le processus décisionnel et de déterminer les responsabilités propres à chaque institution. Deuxièmement, le renforcement de la discipline du Parti - qui prévoit des mesures de surveillance humaine mutuelle et de surveillance technologique - a accru considérablement le contrôle des communications individuelles et institutionnelles.

Le renforcement de la discipline du Parti passe notamment par le mouvement anticorruption, troisième facteur qui contribue pour beaucoup à l'opacité du régime politique. Ce mouvement a entraîné la prise de sanctions contre plus de 1,3 million de fonctionnaires depuis 2013, d'après les chiffres publiés par le gouvernement de la République populaire de Chine (RPC) en octobre 2017 (Commission centrale de contrôle de la discipline), et a semé la crainte parmi les cadres du Parti de même qu'au sein de l'Armée populaire de libération, des médias d'État, des sociétés d'État, des administrations locales et

du gouvernement central. Le mouvement anticorruption a aussi eu une incidence sur les établissements de recherche, les universités et les think-tanks en Chine. Les chercheurs semblent plus prudents dans leurs communications qu'ils ne l'étaient à l'époque où Hu Jintao était au pouvoir et cherchent plus souvent à faire approuver les concepts, expressions et points de discussion officiels. Tous les acteurs affiliés au Parti et au gouvernement, dont les chercheurs, sont vivement encouragés à lire plusieurs fois les principaux discours et écrits de Xi (notamment son livre *La gouvernance de la Chine*) et à les apprendre, conformément au slogan « étudier deux fois, appliquer une fois » (两学一座). La tendance n'est pas nouvelle, mais elle a certainement gagné en force en 2014, quand Xi a dit préconiser l'émergence d'un nouveau type de think-tank adapté à la Chine qui, sous la direction du PCC, devrait suivre l'orientation appropriée et renforcer le pouvoir discret de la Chine (*Xinhua*, 27 octobre 2014).

Nombreux sont ceux qui, en RPC, préfèrent user de prudence à la suite de ces changements. En général, les Chinois sont moins enclins à prendre des risques et à communiquer avec des étrangers et même avec leurs compatriotes.

Recul de la transparence à plusieurs égards

Le recul de la transparence est manifeste à plusieurs égards. Il va sans dire que le régime politique chinois est opaque pour les observateurs étrangers, mais il l'est tout autant pour la population en général, pour qui l'accès à l'information est difficile depuis le renforcement du contrôle des médias (tant traditionnels que sociaux) au pays. Qui plus est, les fonctionnaires ont eux aussi de la difficulté à accéder à l'information, compte tenu de la hiérarchie rigide entre le Parti et le gouvernement. Par exemple, les diplomates du ministère des Affaires étrangères - une institution qui, parmi de nombreuses autres, est chargée d'appliquer la politique étrangère du pays - ont certainement moins d'informations à leur disposition et un aperçu plus restreint du processus décisionnel dans le secteur que les représentants des institutions affiliées au Parti, comme le Département international du PCC (中联部). Dans des dossiers comme celui du programme « Une ceinture, une route », le Département dispose toutefois

d'informations moins détaillées que la Commission d'État pour le développement et la réforme, l'institution supra-départementale qui supervise le programme. Aussi, très peu de fonctionnaires chinois peuvent prétendre bénéficier d'une vue d'ensemble des processus décisionnels en matière de politique intérieure ou étrangère puisque les institutions gouvernementales se caractérisent encore aujourd'hui par un cloisonnement strict. Enfin, il faut rappeler que l'accès à l'information est également difficile pour les membres du Parti, même s'ils occupent un poste de haut rang. Les décisions de Xi ces dernières années ont étonné tant les gouvernements et les observateurs étrangers que de nombreux cadres du Parti. En effet, beaucoup de cadres haut placés ne se doutaient pas de l'ampleur du mouvement anticorruption et ont été pris au dépourvu par tous les nouveaux règlements qui touchaient directement leur travail.

Les décisions de Xi ces dernières années ont étonné tant les gouvernements et les observateurs étrangers que de nombreux cadres du Parti.

Les restrictions provoquent des échanges tendus avec les étrangers

Les mesures susmentionnées ont eu une grande incidence sur les analystes chinois et étrangers. En Chine, par exemple, l'intensification de la censure limite de beaucoup l'accès à l'information étrangère pour les diplomates et les chercheurs des think-tanks affiliés à l'État. Ainsi, un analyste de la politique étrangère qui s'intéresse à la France n'aura pas accès aux principaux médias français à partir de son lieu de travail.

En outre, il est maintenant beaucoup plus difficile pour les chercheurs étrangers de communiquer avec leurs collègues chinois. Les mesures anticorruption limitent les échanges et les dialogues avec des représentants d'autres pays lorsqu'il est question de politique étrangère. La durée et la fréquence des voyages des délégations chinoises à l'étranger sont dorénavant soumises à un contrôle. Dans le cas des conférences internationales ou d'autres types de rencontres

à l'étranger, la procédure administrative d'autorisation des voyages est beaucoup plus stricte et beaucoup plus longue que sous le règne de Hu Jintao, ce qui entraîne souvent l'annulation ou le report des déplacements. Qui plus est, les membres des délégations occupent un rang hiérarchique moins élevé que par le passé, car ce sont les cadres de haut niveau qui subissent le plus de contraintes. Il y a souvent peu d'informations à tirer des échanges qui ont lieu malgré tout, car les représentants de la Chine ont tendance à répéter le même discours suivant une politique de diplomatie publique de mieux en mieux coordonnée.

Comprendre la Chine aujourd'hui

Peut-on réaliser une analyse approfondie et éclairée de la RPC dans la donne actuelle? Dans l'affirmative, comment faut-il s'y prendre?

Il est maintenant plus facile d'analyser la RPC de l'étranger que de l'intérieur même du pays. Le travail de terrain est toujours essentiel, mais il peut être contre-productif de rester en Chine en tout temps puisqu'il est plus facile de trouver des sources depuis l'extérieur du pays. Dans le contexte actuel, un analyste peut avoir tout intérêt à s'y rendre périodiquement pour mener ses recherches.

Bien que les déclarations des représentants de la RPC soient truffées de jargon socialiste et de phrases vides, il y a lieu d'étudier avec soin les livres blancs, les plans d'action et les discours des grands dirigeants. Tant le style que la teneur de ces déclarations peuvent fournir des indices quant aux ambitions et aux intentions de Beijing. Par exemple, la reprise d'expressions populaires de l'ère maoïste (« campagne de ligne de masse » ou « dictature démocratique du peuple ») aide à interpréter les influences idéologiques de Xi. Pour ce qui est de la teneur des politiques, un examen approfondi de l'ouvrage officiel des autorités chinoises intitulé *La Ceinture et la Route : conception et vision de la coopération maritime* (paru en juin 2017) donne une idée des objectifs de la Chine dans le secteur maritime et de sa volonté de fixer les normes et d'établir les règles en la matière.

Le travail de terrain, les conférences et les échanges avec des think-tanks et des universités en Chine peuvent s'avérer des compléments utiles à une analyse détaillée des déclarations officielles, mais il convient de discuter à l'avance des attentes de chacun afin de permettre un véritable échange d'informations et d'idées. Pour l'heure, les membres de la plupart des délégations chinoises insistent pour que leurs collègues de l'étranger formulent en premier des commentaires et des suggestions sur les politiques, ce qui peut finalement alimenter leur propre réflexion stratégique, mais sont de plus en plus réticents à faire connaître eux-mêmes leurs opinions.

L'analyse des documents officiels et les interactions avec des représentants de la RPC aident également à déterminer les grandes orientations que doivent suivre les politiques intérieures et étrangères de la RPC en raison du rôle central du Parti, de la coordination du processus décisionnel et de la nature très bureaucratique de celui-ci. Dès qu'ils sont établis par le gouvernement, les concepts et les politiques sont mis en application sans relâche dans un certain nombre de pays et de secteurs. Comme Beijing a décidé d'investir dans les mécanismes de coopération régionale au début des années 2000, ces mêmes mécanismes ont donc été appliqués dans la plupart des régions du globe; il suffit de penser au forum sur la coopération sino-africaine (2000), au forum sur la coopération sino-arabe (2004), au forum sur la coopération entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale (aussi appelé « 16+1 ») (2012), au forum de la Chine et de la communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (2015) et au cadre de coopération Lancang-Mékong (2015). L'analyse de ces mécanismes est certainement utile pour mieux connaître les grandes orientations et la méthodologie de la diplomatie chinoise ainsi que pour prévoir les nouvelles orientations que la Chine pourrait tenter d'appliquer ailleurs en Europe (notamment dans le Sud et le Nord de l'Europe) dans les années à venir.

Des approches pragmatiques de la sorte peuvent donner lieu à une analyse originale de la Chine malgré le peu de transparence des autorités, transparence qui pourrait diminuer encore davantage sous la présidence de Xi Jinping. Elles pourraient aussi permettre d'obtenir

des informations plus détaillées sur le rôle central du Parti dans le processus décisionnel. Parce qu'ils sous-estiment souvent le rôle du Parti, les acteurs étrangers importants des sphères politique et économique qui connaissent mal la situation en Chine ont tendance à sous-évaluer les contraintes avec lesquelles leurs homologues chinois doivent composer.

DES AMBITIONS RÉGIONALES QUI
PRENNENT DE L'AMPLEUR :
LE PROGRAMME « UNE CEINTURE,
UNE ROUTE »

Le programme « Une ceinture, une route » de la Chine est un plan exhaustif de construction d'infrastructures terrestres et maritimes qui vise à placer la Chine au cœur du commerce international. Le réseau prévu englobera six corridors commerciaux et comprendra des installations portuaires, des autoroutes, des chemins de fer, des pipelines et des réseaux de fibre optique. Ces projets permettront à la Chine d'obtenir les ressources brutes dont elle a besoin et faciliteront l'accès de ses produits aux marchés. À l'instar d'autres initiatives financières et technologiques, le programme « Une ceinture, une route » vise à renforcer la position de la Chine à titre de grande puissance.

L'essor de la République populaire de Chine (RPC) représente l'un des enjeux les plus importants de notre époque. Plus elle se développe et gagne en prospérité, plus elle se taille une place prépondérante sur l'échiquier international. Par contre, le rôle que les dirigeants de la Chine souhaitent confier à leur pays sur la scène internationale reste à déterminer. Pendant bien longtemps, les instances dirigeantes de la Chine ont appliqué les conseils de Deng Xiaoping, qui soutenait qu'au chapitre des affaires étrangères, il était préférable que la Chine « évite de se faire remarquer, dissimule ses moyens et attende son heure ». À son arrivée au pouvoir à la fin de 2012, Xi Jinping a manifestement choisi d'adopter une tout autre approche. À peine quelques jours après sa nomination à la tête du Parti communiste chinois (PCC), Xi a annoncé publiquement l'objectif de la Chine : d'ici 2049, le PCC réaliserait le « rêve de la Chine, un grand renouveau de la nation chinoise ». Bref, il entend faire en sorte que la Chine retrouve la place qu'elle a déjà occupée à titre de puissance la plus importante de la région et qu'elle étende son rayonnement partout dans le monde.

Sous la direction de Xi Jinping, le régime chinois a instauré toute une série de politiques nationales et étrangères pour favoriser l'atteinte de cet objectif. Le programme « Une ceinture, une route » constitue la pierre angulaire de ce que Xi Jinping décrit comme « le projet du siècle¹² ». Depuis le 19^e Congrès du Parti (en octobre 2017), ce projet a été enchâssé dans la charte du PCC, tout comme la « pensée de Xi Jinping sur l'économie socialiste à la chinoise de la nouvelle ère », qui met en lumière l'engagement à long terme du régime dans la réussite du projet.

À l'occasion d'une présentation devant le Comité des forces armées du Sénat des États-Unis, Henry Kissinger a défini le programme « Une ceinture, une route » comme la « quête [de la Chine] visant à repositionner le centre névralgique du monde¹³ », ce qui laisse entendre que la Chine souhaite que l'Asie (et elle-même) occupe le devant de la scène aujourd'hui dominée par les nations du Pacifique et d'outre-Atlantique. Une lecture attentive du programme « Une ceinture, une route » donne un bon aperçu de l'ambition de Beijing de redéfinir l'ordre mondial.

Des promesses et des projets

Le programme « Une ceinture, une route » n'a pas été dévoilé d'un seul coup : il a plutôt été annoncé par l'entremise de deux discours distincts de Xi Jinping. Le président chinois a d'abord prononcé un discours au Kazakhstan, en septembre 2013, dans lequel il expliquait que la Chine voulait créer « de nouvelles routes de la soie » qui relieraient la Chine et l'Europe. Dans le cadre du deuxième discours, prononcé en Indonésie un mois plus tard, le président a annoncé que la Chine avait l'intention de lancer un projet équivalent axé sur les voies maritimes, qui deviendraient les routes de la soie du XXI^e siècle. Rapidement, les deux propositions ont été regroupées et désignées par l'abréviation 一带一路 (*yidai yilu*), dont la première traduction en anglais a été « One Belt, One Road » (une ceinture, une route). En 2015, cette traduction a officiellement été remplacée par « Belt and Road Initiative » (le projet La Ceinture et la route) afin de faire ressortir que la Chine entend faire bénéficier le reste du monde de ce projet.

Les nouvelles routes de la soie continentale et maritime suivent deux tracés dessinés sur une carte publiée par l'agence de presse Xinhua¹⁴. La première serpente à travers l'Eurasie, de Xi'an jusqu'à l'Europe de l'Ouest en passant par l'Asie centrale et méridionale, le Moyen-Orient, la Russie et l'Europe centrale; la seconde longe la mer de Chine méridionale, le golfe du Bengale et l'océan Indien, puis traverse la mer Rouge jusqu'à la Méditerranée. D'un bout à l'autre du continent, ces routes de la soie couvrent une vaste région de l'Eurasie qui comprend principalement des pays en développement et émergents qui représentent les deux tiers de la population mondiale et la moitié du PIB mondial actuel. Selon la vision de Beijing, six « corridors économiques » relieront cette région à la Chine, ce qui formera un réseau en étoile. Au cours des dernières années, la Chine a également intégré l'Amérique latine, l'Afrique et l'Arctique à son programme « Une ceinture, une route ». Ces nouvelles routes de la soie s'étendraient même à l'univers numérique et à l'espace.

Le programme « Une ceinture, une route » est principalement caractérisé par toute une série de projets d'infrastructure. Certains sont nouveaux, tandis que d'autres ont été mis en branle avant 2013, mais ont ensuite été intégrés au programme. Ils relèvent autant du volet continental que du volet maritime (chemins de fer, autoroutes, pipelines, installations portuaires et réseaux de fibre optique). Pour soutenir ces projets, des investissements d'une valeur d'environ un billion de dollars américains ont été promis en Chine. Ils proviendront surtout de banques publiques (Banque chinoise de développement, Eximbank) et de mécanismes financiers créés par Beijing expressément à cette fin (Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, Fonds d'investissement de la Route de la soie). Officiellement, le programme « Une ceinture, une route » vise à améliorer les relations de la Chine avec la grande région de l'Eurasie grâce à diverses mesures réparties dans cinq catégories : la coordination de la politique, la construction d'infrastructures, l'accroissement des échanges commerciaux, l'intégration financière et l'établissement de relations interpersonnelles. Le fait de renforcer les liens dans ces cinq domaines permettra, avec le temps, de créer une « communauté [paisible et prospère] fondée sur des intérêts, des responsabilités et un destin communs¹⁵ ». Dans l'esprit de ses architectes, le programme

« Une ceinture, une route » n'est qu'un outil : l'objectif ultime consiste à créer une région unifiée dont la Chine sera la plaque tournante.

(...) le programme « Une ceinture, une route » n'est qu'un outil : l'objectif ultime consiste à créer une région unifiée dont la Chine sera la plaque tournante.

Le discours officiel sur le programme « Une ceinture, une route » est formulé très soigneusement et parsemé d'allusions à la légendaire route de la soie. Le nom donné au projet manque sans doute de raffinement, mais il faut savoir que ce dernier n'a pu être officiellement baptisé « Nouvelle route de la soie » parce qu'un projet mené en Afghanistan par les États-Unis en 2011 portait déjà ce nom¹⁶. Un nom comme « Relier l'Asie : Objectif 2050 » n'aurait pas fait l'affaire non plus, puisqu'il ne tirait pas parti du symbole historique choisi. La référence aux anciennes routes de la soie n'a rien d'anodin : elle évoque une époque faste et prospère, marquée par des échanges commerciaux pacifiques, une époque où la civilisation chinoise était au sommet de sa puissance et de sa richesse et où son influence s'étendait bien au-delà des frontières de son propre empire. C'est précisément ce que Xi Jinping promet de redonner à la Chine lorsqu'il parle de réaliser le rêve chinois : la gloire dont elle a déjà été couronnée.

Au-delà de la campagne de propagande

Depuis un moment, la Chine déploie des efforts très soutenus et travaille avec de hautes instances pour établir des relations diplomatiques avec l'ensemble de la grande région qui l'entoure ainsi qu'avec le reste du monde en vue d'obtenir des appuis pour son projet. Elle a lancé une campagne de propagande particulièrement énergique pour faire savoir au monde entier que ses intentions sont nobles. Des organismes d'État chinois ont parrainé la tenue d'un grand nombre de congrès et de séminaires internationaux destinés aux universitaires et aux gens d'affaires, aussi bien en Chine qu'à l'étranger. Parallèlement, les médias d'État chinois ont produit quantité d'articles de journaux, de rapports et de documentaires, diffusés dans le monde

entier et traduits en plusieurs langues. La campagne de propagande, les vidéos léchées et le discours diplomatique soigné sont autant d'éléments qui aident la Chine à projeter l'image vertueuse d'une nation qui souhaite simplement établir une coopération mutuellement avantageuse et qui a à cœur le développement économique de l'ensemble de la région. Toutefois, la Chine a en réalité deux objectifs.

Tout d'abord, le programme « Une ceinture, une route » vise à accroître la puissance économique de la Chine en ouvrant de nouveaux marchés pour les sociétés d'État chinoises et en étendant leur présence dans le monde entier. Le soutien de l'État et des subventions aideront les conglomérats de sociétés d'État à devenir des champions nationaux capables de tirer leur épingle du jeu à l'échelle internationale. Le fait de pénétrer de nouveaux marchés aidera également la Chine à écouler une partie de ses surplus industriels (acier, béton, verre). Le gouvernement chinois a aussi l'intention d'accélérer l'internationalisation de sa devise, le renminbi, en misant sur les accords de crédit croisés, le commerce électronique et la réalisation de transactions transfrontalières en monnaie chinoise.

Ensuite, le programme « Une ceinture, une route » vise à pallier les plus importants points faibles de la Chine sur le plan stratégique. Beijing croit que le développement économique est crucial tant pour réduire le risque d'agitation sociale et d'instabilité politique que pour décourager la radicalisation religieuse, l'intégrisme et le recrutement de terroristes en Chine et ailleurs. « Une ceinture, une route » est aussi vu comme un outil pour améliorer la sécurité énergétique de la Chine, en modifiant partiellement le tracé des voies d'approvisionnement du pays en énergie de façon à éviter le détroit de Malacca.

La Chine a l'intention de se servir de sa puissance économique pour atteindre ses grands objectifs stratégiques. Au lieu de miser sur une diplomatie de la canonnière et sur la coercition militaire, elle pourra, grâce au programme « Une ceinture, une route », accéder à de nouveaux marchés, contrôler des infrastructures essentielles et faire plier d'autres pays. La Chine peut se servir de son influence économique pour inciter des États à appuyer ses intérêts et vaincre

leur résistance ainsi que comme moyen de coercition pour punir les récalcitrants.

Par ailleurs, il importe de souligner que le programme « Une ceinture, une route » témoigne de la vision que se fait Beijing du nouvel ordre mondial. Depuis peu, les dirigeants chinois se sont mis à dénoncer plus ouvertement l'ordre mondial actuel, qu'ils jugent injuste et biaisé à l'égard des puissances émergentes. La RPC a dû évoluer dans un monde dominé par l'Occident. Il lui a fallu composer avec des valeurs universelles susceptibles de mettre en péril son régime politique et conclure des alliances qui nuisaient à ses intérêts. Elle a désormais la puissance et l'aplomb nécessaires pour transformer l'ordre mondial de façon à légitimer son régime politique et à lui donner plus d'avantages stratégiques. Le modèle de la Chine constitue maintenant une « nouvelle option pour les autres pays et les autres nations désireuses d'accélérer leur développement tout en préservant leur indépendance¹⁷ ». Le groupe des « tenants d'un avenir commun pour l'humanité », dont Xi Jinping fait la promotion dans le cadre du programme « Une ceinture, une route », est censé émerger d'un vaste territoire où l'Occident n'exerce que peu d'influence et où les pratiques rattachées à la démocratie ne sont pas solidement établies. L'influence croissante de la Chine dans cette région pourrait renforcer les états qui sont déjà autoritaires et corrompre ceux qui s'étaient engagés sur la voie de la démocratie. Les démocraties avancées ne sont pas à l'abri de cette menace : leur grand désir d'avoir accès aux marchés pourrait accroître leur malléabilité et diminuer leur inclination à opposer de la résistance à la Chine ou à la critiquer.

À la fin de la guerre froide, plusieurs pays occidentaux ont essayé de promouvoir la connectivité de l'infrastructure et le développement économique dans l'espoir que la prospérité fasse de l'Eurasie postcommuniste une région démocratique et paisible. L'Occident a donc soutenu les réseaux de transport, le libre marché, la démocratie et la gouvernance fondée sur des règles dans cette région. Ces idéaux démocratiques libéraux étaient partie intégrante de la vision commune d'un continent eurasiatique « libre et ouvert » à l'issue de la guerre froide. Il est probable que ces idéaux seront de plus en plus remis en question au fur et à mesure que le programme « Une ceinture, une route »,

dont la Chine constitue la pierre angulaire, étendra ses ramifications dans cette vaste région et que Beijing réalisera son rêve de faire renaître la nation chinoise.

Perspectives

Le pouvoir grandissant de la Chine aura inévitablement des répercussions sur les pays voisins et sur les régions un peu plus éloignées, voire sur le monde entier. Il est certain que la route sera parsemée d'obstacles et de difficultés, et nul ne peut affirmer hors de tout doute que la Chine parviendra bel et bien à concrétiser son rêve de la façon dont elle l'entend. Néanmoins, que ce soit de manière délibérée ou accidentelle, le programme « Une ceinture, une route » changera le contexte sécuritaire de la région et aura des conséquences sur la planification stratégique des démocraties industrielles avancées. Plusieurs éléments devront faire l'objet d'une étroite surveillance :

- Quelle sera l'incidence du programme « Une ceinture, une route » sur les chaînes d'approvisionnement mondiales? Est-ce que certains secteurs industriels ou technologiques sont plus susceptibles d'être touchés? Quelles normes industrielles pourraient subir les contrecoups du poids toujours plus important des championnes nationales chinoises?
- Quelle incidence le programme « Une ceinture, une route » pourrait-il avoir sur la circulation de l'énergie à l'échelle internationale? Quelles pourraient être les répercussions sur la sécurité énergétique du reste du monde?
- Quelle sera l'ampleur des répercussions financières et du fardeau de la dette pour les pays moins forts qui pourraient être incapables de rembourser les prêts consentis par la Chine? Quelles sont les autres formes de compensation que la Chine pourrait chercher à obtenir en échange de ses capitaux (appropriation d'actifs, de terres, d'infrastructures essentielles ou de produits énergétiques de l'État)?
- Quelles conséquences aura la route de la soie maritime du XXI^e siècle pour la sécurité maritime internationale, l'accès aux

ressources communes et l'expansion du rayon d'action de l'Armée populaire de libération?

- Quelles seront les répercussions du développement d'une « route de la soie numérique » et de l'implantation, dans les pays visés par le programme « Une ceinture, une route », de stations de données connexes installées par les entreprises chinoises du secteur des technologies de l'information et des communications? Comment ce réseau pourrait-il être exploité pour reproduire la « grande muraille électronique » ailleurs ou étendre le mécanisme de contrôle social de la Chine au-delà de ses frontières?
- Quelles seront les répercussions d'une « route de la soie spatiale » en ce qui a trait à la couverture du système satellitaire Beidou? Quelle incidence cela pourrait-il avoir sur les moyens de l'Occident en matière de renseignement, de surveillance et de reconnaissance ainsi qu'en ce qui a trait au repérage des cibles?
- Dans quels pays la Chine est-elle la plus susceptible de tenter de tisser de solides liens interpersonnels? Quel sera le profil des étudiants qui obtiendront des bourses au titre du programme « Une ceinture, une route » pour étudier en Chine? Quels pays coopèrent maintenant davantage avec la Chine sur le plan de la politique et du renseignement de sécurité dans le cadre du programme? Comment le programme favorise-t-il les opérations d'ingérence politique et d'influence menées par Beijing?

Conclusions

Sous la direction de Xi Jinping, la Chine a redoublé d'efforts pour réorganiser la grande région qui l'entoure à son avantage. Le programme « Une ceinture, une route » constitue son principal outil pour arriver à ses fins. Il vise à tirer parti du poids économique de la Chine et des capitaux qu'elle exporte pour amener les régions environnantes à infléchir leurs décisions en faveur de ses principaux intérêts et de ses objectifs géostratégiques. Lorsque Xi tend la main aux pays voisins et les invite à « prendre place à bord du train à grande

vitesse qui conduit la Chine vers une nouvelle ère de développement¹⁸ », il les invite en fait à se rallier à la Chine, à se ranger à ses orientations politiques et à appuyer ses intérêts nationaux.

En plus d'afficher des progrès tangibles, comme la construction de chemins de fer et l'exportation de tonnes d'acier vers des marchés émergents, le programme « Une ceinture, une route » dirigé par la Chine a aidé à créer une impulsion qui a pour effet que la RPC passe pour un chef de file dans la lutte contre les difficultés économiques que vivent les pays en développement. Le dévouement manifeste de la Chine et son engagement politique, diplomatique et économique envers une région si complexe et tirillée par les conflits renforce son image d'authentique puissance mondiale. Par l'entremise du programme « Une ceinture, une route », Beijing tisse actuellement un réseau riche et complexe de liens politiques, économiques et sécuritaires avec les deux tiers de la population du monde. Ce faisant, il jette les bases du paysage économique et géopolitique de l'Eurasie de demain, qui ne ressemblera en rien à celui que les puissances occidentales s'efforcent de promouvoir depuis la fin de la guerre froide.

LE RÔLE DES FORCES ARMÉES DE LA
CHINE AU-DELÀ DE LA PÉRIPHÉRIE
RÉGIONALE : RÉPERCUSSIONS SUR LA
SÉCURITÉ MONDIALE

Pour accroître leurs capacités, les forces armées chinoises participent à davantage d'exercices combinés avec des partenaires régionaux et sont devenues un acteur de premier plan dans les opérations de maintien de la paix. La Chine n'a qu'une base militaire à l'étranger, à Djibouti, mais elle devrait en ajouter une autre au Pakistan. Un Bureau des opérations à l'étranger a été créé en 2016 pour planifier les déploiements. Comme elle a des millions de citoyens qui travaillent à l'étranger, la Chine pourrait devoir déployer son armée pour mener des opérations d'envergure d'évacuation d'endroits dangereux – ce qui pourrait avoir des répercussions imprévisibles sur la stabilité locale et mondiale.

Le désir croissant de la République populaire de Chine (RPC) de devenir un leader mondial a pris considérablement d'ampleur en 2017. La politique étrangère du pays d'« apporter sa contribution avec enthousiasme » (*fēnfāyouwei*) étend ses intérêts à la périphérie plus large et exige des efforts en amont pour réaliser les deux objectifs centenaires : la prospérité intérieure et un État socialiste fort et paisible¹⁹. Dans le discours sur l'état de la nation que le premier ministre Li Keqiang a prononcé au début de 2017, les mots *quanqiu* (mondial) ou *quanqiuhua* (mondialisation) sont revenus treize fois, alors qu'ils n'avaient été mentionnés que cinq fois l'année précédente²⁰. Le discours de Xi Jinping à Davos en 2017 et les deux lignes directrices sont le signe que la RPC est prête à créer et à diriger un nouvel ordre mondial et à assumer sa « responsabilité » dans un nouveau rôle plus préventif qui profite au système international dans son ensemble²¹. Au 19^e Congrès du Parti, Xi Jinping a fait observer que la Chine « se hisse au premier rang du monde en termes de puissance globale et de rayonnement international » et il a loué l'« influence de la Chine

sur le plan mondial, l'adhésion qu'elle suscite autour d'elle et son rôle dans le remodelage de la paix et du développement dans le monde²² ».

La Chine espère élargir son rôle mondial au-delà de la coopération économique pour inclure une plus grande influence dans le domaine de la sécurité et de la politique²³. La présente évaluation tente d'établir les répercussions sur la sécurité internationale de l'évolution du rôle mondial de la Chine en examinant les antécédents de la RPC dans quatre grands types d'activités liées à la sécurité : le maintien de la paix, les exercices interalliés, la présence militaire à l'étranger et les opérations militaires à l'étranger²⁴.

Exercices et échanges militaires

La Chine a intensifié ses activités de diplomatie militaire, qu'il s'agisse d'exercices interalliés ou d'échanges à l'étranger, au cours des dernières années²⁵. Selon des spécialistes chinois, les échanges sont une forme de diplomatie militaire qui permet à la RPC « d'établir et de consolider des points stratégiques chinois » et de s'assurer que les autres « s'alignent » sur son programme « Une ceinture, une route »²⁶. En 2010, Dennis Blasko, ancien attaché militaire des États-Unis en Chine, avait écrit : « Les tendances générales observées comprennent un nombre croissant d'exercices de courte durée, à relativement petite échelle, menés surtout avec les forces des voisins immédiats de la Chine, dans le cadre de missions de sécurité non traditionnelles qui appuient les objectifs généraux de la politique étrangère de Beijing²⁷. » La Chine a cependant augmenté le nombre de ses exercices interalliés au cours des presque dix ans qui se sont écoulés depuis que Blasko a fait cette remarque : Blasko avait compté qu'elle avait participé à 24 exercices combinés entre octobre 2002 et 2009²⁸; elle a effectué au moins 25 exercices bilatéraux ou multilatéraux en 2016 seulement²⁹. Selon un rapport du Département américain de la défense sur l'évolution des engagements militaires de la Chine à l'étranger, « bon nombre de ces exercices étaient axés sur la lutte contre le terrorisme, la sécurité frontalière, le maintien de la paix et le secours aux sinistrés, mais certains comprenaient un entraînement à la guerre conventionnelle sur terre, sur mer et dans les airs³⁰ ».

Par ailleurs, à l'exception d'un exercice médical réalisé de concert avec l'Allemagne, tous ces exercices ont été effectués avec des partenaires régionaux. Autrement dit, la RPC n'a pas encore commencé à participer à ce type d'activité militaire à l'extérieur de la périphérie régionale de la Chine. De plus, elle a mené très peu de missions humanitaires dans cette région. Cela donne à penser, du moins pour le moment, qu'elle n'a pas vraiment envie de supplanter les États-Unis à titre de puissance militaire mondiale assurant des services d'aide humanitaire à d'autres pays.

Maintien de la paix

Le plus souvent, c'est dans le cadre des missions de maintien de la paix des Nations Unies que la RPC a élargi ses opérations militaires à l'étranger. Au cours du Sommet des Nations Unies sur le maintien de la paix de 2015, le président Xi a promis que son pays s'engageait à maintenir la paix et a offert d'accroître les contributions de la Chine, en argent et en personnel, aux missions de maintien de la paix des Nations Unies. Au 31 janvier 2018, la Chine avait fourni un total de 2 634 Casques bleus (policiers, experts militaires des Nations Unies en mission, officiers d'état-major et soldats)³¹. En outre, les opérations de maintien de la paix figurent parmi les fonctions de base de l'Armée populaire de libération (APL) dans les documents stratégiques militaires du pays³².

Comment la participation de la Chine aux opérations de stabilité à l'étranger pourrait-elle évoluer? Premièrement, il est important de signaler que la contribution de la Chine est relativement stable en proportion de troupes déployées, avoisinant les 2 % au cours des dix dernières années, alors que sa contribution financière a augmenté régulièrement. La RPC participe aux missions de maintien de la paix surtout pour permettre à ses troupes d'acquérir une expérience opérationnelle et pour se forger une image internationale positive. C'est précisément ce que lui permet de faire ses contributions actuelles. Ainsi, les médias chinois aiment bien publier des reportages sur les « touchantes » lettres de remerciement que les Casques bleus chinois reçoivent au Soudan et sur la reconnaissance de la valeur des soldats chinois à l'étranger³³. D'autres études donnent à penser que les

missions de maintien de la paix de la Chine au Cambodge et au Libéria étaient en fait des « offensives de charme »³⁴. Il est donc possible que la contribution financière de la Chine aux Nations Unies augmente, mais la proportion de troupes risque de rester relativement la même. Si la RPC commence à fournir davantage de troupes, ce sera un indice que sa stratégie à l'égard des Nations Unies a changé.

Un indice important de l'élargissement du rôle de l'APL dans la stratégie mondiale de la Chine serait que Beijing lance ses propres missions de maintien de la paix ou de reconstruction après un conflit, c'est-à-dire des missions qui ne seraient pas sous l'égide des Nations Unies. La RPC serait très vraisemblablement poussée dans cette direction si ses intérêts et ses citoyens étaient directement pris pour cibles ou mis en danger. Si la Chine s'est dans une large mesure tenue loin des conflits civils en cours et de la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient, sa *Loi antiterroriste* de 2015 sert de fondement juridique à la participation de l'APL et de la Police armée populaire (PAP) à des opérations antiterroristes à l'étranger. L'APL n'a encore participé à aucune opération du genre, quoique des questions aient été posées au sujet de sa présence possible en Afghanistan³⁵.

Présence militaire de la Chine à l'étranger

La présence militaire de la Chine à l'étranger est actuellement assez limitée. Le pays n'a qu'une seule base militaire à l'extérieur du pays, à Djibouti, d'où il soutient la force opérationnelle d'escorte navale qui participe aux opérations de lutte contre la piraterie menées par rotation dans le golfe d'Aden. La force opérationnelle chinoise est composée de deux frégates lance-missiles et d'un navire ravitailleur. D'après les statistiques du gouvernement, elle a escorté plus de 6 400 navires chinois et étrangers en 1 109 convois depuis 2008³⁶. Elle mène la vaste majorité de ses missions d'escorte dans le contexte de ces opérations de lutte contre la piraterie.

Djibouti n'est probablement que la première de nombreuses bases chinoises à l'étranger. La prochaine pourrait être installée à Jiwani, au Pakistan (près du port de Gwadar sur la mer d'Arabie). Malgré l'absence de confirmation officielle du gouvernement que Beijing

construira une base à cet endroit, de multiples sources au sein du Parti communiste chinois (PCC) et de l'APL, ou tout près, ont soit confirmé l'emplacement de Jiwani en privé aux médias, soit publié des articles dans le *Quotidien du peuple* ou le conservateur *Global Times* dans lesquels elles soutenaient que la Chine devrait construire davantage de bases à l'étranger et qu'elle le ferait bientôt³⁷. Un reportage du *Washington Times* cite sans les nommer des représentants officiels du Pentagone qui sont préoccupés parce que les deux bases de la RPC à l'étranger « sont situées près de points de passage obligés stratégiques [pour le transport du pétrole] - Djibouti, près du détroit de Bab el-Mandeb sur la mer Rouge, et Jiwani, près du détroit d'Hormuz dans le golfe Persique³⁸ ». La base augmenterait aussi considérablement les capacités de la Chine de projeter sa puissance dans l'océan Indien et le golfe Persique. En outre, les analystes disent que la Chine compte construire des bases près des points stratégiques des nouvelles routes de la soie³⁹.

Djibouti n'est probablement que la première de nombreuses bases chinoises à l'étranger. La prochaine pourrait être installée à Jiwani, au Pakistan (...)

La présence de la RPC à l'étranger est susceptible de servir surtout des objectifs nationaux limités. Jusqu'ici, le pays refuse de se joindre aux trois forces qui unissent leurs efforts pour lutter contre la piraterie - la Force opérationnelle multinationale 151 (CTF-151) des Forces maritimes alliées (FMA) dirigées par les États-Unis, l'opération Ocean Shield dirigée par l'OTAN et l'opération Atalanta dirigée par l'Union européenne⁴⁰. Là encore, cela donne à penser que la RPC n'a pas vraiment envie de jouer un vaste rôle à l'échelle internationale, comme les États-Unis le conçoivent, mais qu'elle pourrait choisir d'accroître sa présence et ses opérations militaires en fonction de ses propres impératifs économiques.

Opérations de la Chine à l'étranger

En 2015, la RPC a reconnu qu'elle avait besoin d'un mécanisme d'intervention institutionnalisé pour faire face aux crises à l'étranger ayant une incidence directe sur des intérêts chinois ou touchant des citoyens chinois. Le Bureau des opérations à l'étranger (BOE) de l'APL a été créé en 2016 dans le but d'essayer de répondre à ces besoins. L'objectif et les principales responsabilités du BOE sont de planifier, de préparer et de mettre en œuvre les activités hors guerre à l'étranger de l'APL et de la PAP, notamment de coordonner les opérations militaires à l'étranger, les missions internationales de maintien de la paix, d'escorte et de convoi, les missions internationales de sauvetage et les opérations d'évacuation des citoyens chinois, de participer aux échanges militaires internationaux et d'assurer une coordination avec les autorités et les organismes chinois⁴¹. Situé au plus haut niveau de l'APL, le BOE s'occupe uniquement des opérations internationales de cette dernière, ce qui montre bien que la RPC met de plus en plus l'accent sur ses intérêts à l'étranger et qu'elle a l'intention d'élargir ses missions à l'extérieur du pays⁴².

Les opérations d'évacuation de non-combattants (NEO) sont un des types d'opérations auxquelles l'APL est le plus susceptible de participer. En 2013, plus de 40 millions de citoyens chinois vivaient et travaillaient à l'étranger dans 151 pays, le nombre des Chinois installés en Afrique et en Asie centrale ayant connu une hausse considérable⁴³. Ce nombre ne peut qu'augmenter étant donné que la Chine continue d'exporter des travailleurs pour le programme « Une ceinture, une route » et d'envoyer des soldats dans des zones de conflits dans le cadre de missions de maintien de la paix des Nations Unies⁴⁴. Comme davantage de citoyens chinois vont à l'étranger, Beijing est obligé de les protéger contre les « risques inhérents » à l'instabilité politique, à des conditions de travail dangereuses et à des catastrophes naturelles⁴⁵. Des sondages intérieurs ont révélé que les citoyens chinois appuient sans réserve les NEO et estiment que la protection de leurs compatriotes à l'étranger est une des fonctions de base du gouvernement. Il n'est donc pas étonnant que le plus grand succès commercial de l'histoire du cinéma chinois ait été *Wolf Warrior II*, un

film sur un agent des Forces spéciales qui se rend dans un pays d'Afrique qui n'est pas nommé pour sauver des otages chinois⁴⁶.

Des pressions politiques intérieures croissantes sont également exercées sur le gouvernement chinois pour qu'il utilise son armée pour protéger les ressortissants chinois à l'étranger⁴⁷. Selon un rapport de 2012 du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), la Chine a évacué un total de 6 000 citoyens chinois lors des crises au Tchad, en Haïti, au Kirghizistan, au Liban, aux îles Salomon, en Thaïlande, au Timor-Leste et au Tonga de 2006 à 2010. En 2011 seulement, elle en a évacué 48 000 de l'Égypte, de la Libye et du Japon. La NEO libyenne a été la première à laquelle l'armée a participé et elle a marqué le plus long déploiement connu de l'histoire de la Force aérienne de l'APL (FAAPL). Étant donné l'appui de la population et leurs expériences antérieures, si un conflit mettant en danger un grand nombre de citoyens chinois devait éclater, les forces armées chinoises iraient probablement les évacuer.

Comme ce fut le cas pour la NEO libyenne en 2011, le ministère chinois des Affaires étrangères serait le principal organisateur et pourrait compter sur une forte participation de l'APL⁴⁸. D'autres organismes, comme les ministères du Commerce et de la Sécurité publique, l'Administration de l'aviation civile et l'ambassade locale, seraient aussi susceptibles d'être mis à contribution. Des auteurs militaires chinois semblent indiquer que la Marine de l'APL (MAPL) et la FAAPL pourraient toutes les deux jouer des rôles clés sous la coordination du BOE de l'APL⁴⁹. Il est difficile d'en juger, mais si l'on se fonde sur les écrits chinois, il semble que ces deux entités ne coordonnent pas leur planification et que l'APL n'offre pas un entraînement propre aux NEO. De plus, selon des sources chinoises, le pays a encore besoin d'améliorer sa capacité d'alerte rapide, de rationaliser les procédures d'échange d'informations entre les organismes chinois et de raccourcir les délais d'intervention pour réussir à mener efficacement des NEO d'envergure.

D'après Michael Chase, spécialiste de la Chine à la RAND Corporation, la Chine a un certain nombre de plateformes dont elle pourrait tirer

parti dans le cadre d'une NEO. D'abord, les trois grands navires amphibies de catégorie Xuzhou et un porte-avions de la MAPL. Ensuite, le gros avion de transport de la FAAPL (la Chine compte actuellement sur un avion de transport importé Il-76, mais elle développe son propre gros avion de transport, le Y-20). Enfin, les vols nolisés pourraient aussi jouer un rôle crucial. En 2016, il y aurait eu 5 046 avions civils en Chine qui auraient pu être adaptés en cas d'urgence⁵⁰. Selon *Jane's Intelligence*, Air China à elle seule compte une soixantaine d'avions civils qui, réunis, pourraient transporter 18 622 personnes. Contrairement aux États-Unis, la RPC n'a pas besoin d'une approbation pour constituer quelque chose qui ressemble à la Flotte aérienne civile de réserve (CRAF).

Bien que les NEO effectuées par le passé aient compté presque exclusivement sur des capacités civiles, à l'exception notable de celle de la Libye, l'APL est susceptible de jouer un rôle plus important dans les futures NEO pour trois raisons. Premièrement, étant donné le nombre de citoyens qui ont besoin d'aide à la plupart des endroits, la Chine voudra utiliser tous les actifs à sa disposition. Elle a évacué le nombre impressionnant de 36 000 citoyens de la Libye en dix jours, mais elle compte plus de citoyens que cela dans au moins vingt autres pays⁵¹. Deuxièmement, l'APL cherche à mettre à l'épreuve et à démontrer ses compétences après les réformes. Troisièmement, une NEO réussie rehausserait l'image de l'APL tant au pays qu'à l'échelle internationale⁵².

Conséquences pour l'Occident

À l'heure actuelle, les opérations à l'étranger ont tendance à être restreintes et, du moins sur le plan de la doctrine, de nature défensive, l'accent étant mis sur la protection des intérêts politiques, économiques, sécuritaires et culturels de la Chine ainsi que sur la nécessité de « favoriser la cohésion et le patriotisme chez les Chinois locaux et d'outre-mer⁵³ ». Deux grands thèmes se dégagent du présent examen de la nature de la présence et des opérations de la Chine à l'étranger, ce qui comprend les échanges militaires, les exercices et les missions de maintien de la paix. Premièrement, le pays est surtout disposé à participer à des missions de maintien de la paix et à des

activités de lutte contre la piraterie pour acquérir une expérience opérationnelle et non pour contribuer d'une manière générale à la paix et à la sécurité dans le monde. Si Beijing projetait de contribuer plus largement, il réaliserait des exercices combinés avec des pays à l'extérieur de la région, mettrait l'accent sur les missions humanitaires autant que sur les missions de maintien de la paix et collaborerait avec d'autres pays dans les activités de lutte contre la piraterie. Bref, la RPC a pour seules aspirations mondiales de mener les types d'opérations qui appuient sa prétention à l'hégémonie régionale et qui protègent ses intérêts économiques, et elle n'ambitionne pas d'assumer un plus lourd fardeau pour le moment.

(...) le pays est surtout disposé à participer à des missions de maintien de la paix et à des activités de lutte contre la piraterie pour acquérir une expérience opérationnelle et non pour contribuer d'une manière générale à la paix et à la sécurité dans le monde.

Les scénarios les plus probables sont donc ceux où la Chine profite de la situation ou se fait justice. Dans ce dernier cas, elle prendrait des mesures qui ne concorderaient pas avec les normes internationales ou avec ses principes déclarés de non-ingérence. À titre d'exemple possible, citons le lancement par l'APL d'une opération dans le cadre de laquelle elle entrerait dans un pays étranger sans autorisation pour sauver des otages. Un autre exemple pourrait être d'empêcher de façon préventive la destruction imminente d'un oléoduc ou d'une autre ressource énergétique en territoire étranger pour éviter de graves conséquences pour des intérêts économiques chinois. Ce serait probablement le pire des scénarios pour les États-Unis si la Chine décidait de se faire justice, parce que cela dresserait Washington et ses partenaires contre Beijing. De plus, étant donné le peu d'occasions de consultation, la RPC serait plus susceptible d'agir d'une façon qui déstabiliserait encore davantage le pays en question, ce qui pourrait nuire à d'autres efforts internationaux⁵⁴.

(...) la RPC a pour seules aspirations mondiales de mener les types d'opérations qui appuient sa prétention à l'hégémonie régionale (...)

Bref, la Chine n'est guère susceptible d'élargir considérablement la majorité de ses activités militaires à l'étranger au cours des prochaines années, à l'exception peut-être de la construction d'un plus grand nombre de bases à l'étranger. En fait, elle n'a pas vraiment envie d'assumer toute la gamme des activités et des responsabilités qui incombent à une puissance mondiale. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y a pas de raisons de s'inquiéter. Lorsqu'elle disposera de plus de moyens, la Chine pourrait devenir plus susceptible d'utiliser son aile militaire pour protéger ses intérêts économiques grandissants. Faute d'expérience et de connaissances locales, elle risquerait alors de déstabiliser encore davantage le pays ou la région, obligeant les autres pays à réparer son gâchis. D'un autre côté, si ces tendances ne se maintiennent pas, et si la RPC commence à élargir ses activités à l'échelle internationale à l'égal de celles qu'elle mène dans la région, ce sera l'indice d'une réorientation importante de sa stratégie militaire.

LE NEZ PARTOUT? LA MENACE DE
L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE DANS LES
RÉGIMES DÉMOCRATIQUES

La Nouvelle-Zélande constitue un exemple frappant de la façon dont la Chine est prête à utiliser des liens économiques pour s'ingérer dans la vie politique d'un pays partenaire. Une stratégie vigoureuse a été mise en œuvre pour influencer sur le processus de décisions stratégiques, obtenir des avantages injustes dans le milieu du commerce et des affaires, éliminer toute critique de la Chine, faciliter l'espionnage et exercer une influence sur les communautés chinoises à l'étranger. Les petits États sont particulièrement vulnérables aux stratégies d'ingérence de la Chine.

Tout comme d'autres pays, la Nouvelle-Zélande est la cible d'une campagne d'ingérence étrangère concertée que mène la République populaire de Chine (RPC). Cette campagne vise à obtenir la collaboration des élites politiques et économiques afin de recueillir des appuis pour les programmes politiques et économiques du Parti communiste chinois (PCC). Elle a aussi pour but d'avoir accès à des informations et à des ressources stratégiques. Les activités des Chinois nuisent à l'intégrité du système politique de la Nouvelle-Zélande, menacent la souveraineté du pays et portent directement atteinte à la liberté de parole, d'association et de religion des Néo-Zélandais d'origine chinoise.

La RPC aspire à devenir une grande puissance et cherche à modifier l'ordre mondial. Sous la direction du secrétaire général du PCC, Xi Jinping, elle revendique désormais un rôle de chef de file dans les affaires mondiales et met en œuvre une politique étrangère ferme. Dans les années 1960, la Chine de Mao Zedong était présentée comme le centre de la révolution mondiale. Sous la direction de Xi toutefois, la RPC vise à diriger la mondialisation 2.0, c'est-à-dire créer un ordre économique axé sur la Chine, soit un nouveau bloc économique et stratégique baptisé « Une ceinture, une route ». La politique étrangère ferme de Xi Jinping consiste notamment à accroître les activités

d'ingérence politique du PCC (ces activités sont connues en Chine sous le nom de « stratégie du front uni »). La stratégie du front uni revêt actuellement une importance qui n'avait pas été observée en Chine depuis avant 1949, alors que le PCC formait l'opposition. Cette stratégie intègre la collaboration des élites, la gestion de l'information, la persuasion ainsi que l'accès à des informations et à des ressources stratégiques. Elle a aussi souvent servi à faciliter des activités d'espionnage. Influencer sur le processus décisionnel de sociétés et de gouvernements étrangers de manière à favoriser la Chine représente l'un des principaux objectifs de cette stratégie.

Sous le règne de Xi, les activités d'ingérence politique s'inspirent en grande partie des stratégies définies à l'époque de Mao ainsi que des politiques de Deng Xiaoping, de Jiang Zemin et de Hu Jintao, mais elles atteignent un nouveau sommet d'ambition. Cette situation témoigne de la confiance grandissante du gouvernement actuel en l'influence de la Chine à l'échelle internationale et met en évidence la stratégie aux enjeux élevés mise en œuvre par Xi pour préserver son régime par la stimulation de la croissance économique et le resserrement du contrôle de l'information.

Tout comme Mao, Xi insiste sur l'importance du contrôle de l'information. Dans le contexte moderne, cela touche non seulement la sphère publique chinoise, mais également la façon dont les médias et les universitaires à l'échelle internationale dépeignent la Chine et les enjeux connexes. C'est pourquoi l'antenne internationale de la télévision centrale chinoise, le China Global Television Network, diffuse en tout temps des émissions par satellite ainsi que du contenu sur les médias sociaux afin de faire connaître la ligne du PCC au reste du monde (l'accent étant mis sur le commerce et non sur la politique). Par ailleurs, Radio Chine internationale et l'agence de presse Xinhua se sont accaparées, grâce à des fusions et à des ententes de partenariat, de chaînes de radio et de télévision ainsi que de plateformes en ligne à l'étranger dans des créneaux bien précis. Le *China Daily*, le journal en anglais du PCC, a conclu des ententes avec de grands journaux partout dans le monde pour la publication de suppléments. La Chine a également annoncé des ententes de collaboration dans le domaine des médias avec des pays qu'elle qualifie de partenaires stratégiques,

comme la Russie, la Turquie et les 16+1 (pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, plus la Chine). De plus, les universités et les presses universitaires chinoises ont conclu des partenariats avec leurs équivalents à l'étranger. Par conséquent, nous pouvons régulièrement observer la censure chinoise s'immiscer dans ces secteurs.

En septembre 2014, Xi a prononcé un discours sur l'importance de la stratégie du front uni. Citant Mao, il a présenté cette stratégie comme l'une des « armes magiques » du PCC⁵⁵, les deux autres étant le renforcement du Parti et les activités militaires, qui occupent une grande place dans la Chine de Xi. En mai 2015, Xi a présidé une conférence nationale sur la stratégie du front uni (la première en neuf ans) et a formé, en juillet 2015, un petit groupe dirigeant chargé de cette stratégie⁵⁶.

Les activités d'ingérence sous le règne de Xi peuvent être regroupées en quatre catégories.

- Le renforcement des efforts pour gérer et diriger les communautés chinoises à l'étranger et les utiliser comme agentes de la politique étrangère chinoise.
- Le regain d'importance accordée aux relations personnelles, aux relations entre partis et aux relations entre entreprises chinoises et étrangères dans le but d'obtenir la collaboration d'étrangers pour soutenir et favoriser les objectifs de la politique étrangère de la RPC.
- La mise en œuvre d'une stratégie de communication multiplateforme générale.
- La formation d'un bloc économique et stratégique axée sur la Chine.

Pour les instances dirigeantes du PCC, la Nouvelle-Zélande illustre parfaitement les relations qu'elles aimeraient entretenir avec d'autres États dans l'avenir⁵⁷. Les activités d'ingérence politique de la RPC en Nouvelle-Zélande ont maintenant atteint un seuil critique.

Pourquoi la Chine s'intéresse-t-elle à la Nouvelle-Zélande?

La Nouvelle-Zélande présente un intérêt pour le Parti, l'État, l'armée et le marché de la Chine pour diverses raisons importantes.

- Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande est chargé de la défense et des affaires étrangères du pays, mais également de celles de trois territoires du Pacifique Sud, soit les îles Cook, Nioué et Tokelau, ce qui signifie quatre votes possibles pour la Chine dans des tribunes internationales.
- Depuis l'adoption, en 2011, d'une loi visant à encourager l'investissement de fonds étrangers en Nouvelle-Zélande, cette dernière a acquis une certaine réputation de centre de blanchiment d'argent mondial. Les îles Cook, Nioué et Tokelau sont aussi des endroits bien connus pour le blanchiment d'argent.
- La Nouvelle-Zélande est un État revendiquant des droits sur l'Antarctique et l'un des points d'accès les plus rapprochés de ce continent. La Chine a une stratégie à long terme en Antarctique qui nécessitera la collaboration d'États qui y sont établis, comme la Nouvelle-Zélande⁵⁸.
- La Nouvelle-Zélande possède des terres arables bon marché et a une population clairsemée. De son côté, la Chine cherche à avoir accès à des terres arables à l'étranger pour améliorer sa sécurité alimentaire.
- Vingt-quatre pour cent du lait importé par la Chine provient de la Nouvelle-Zélande. La Chine est le plus gros investisseur étranger dans le secteur laitier néo-zélandais⁵⁹.
- La Nouvelle-Zélande est utile pour la recherche sur l'espace proche, un nouveau domaine important des recherches sur les armes menées par l'Armée populaire de libération (APL).
- La Nouvelle-Zélande possède des ressources pétrolières et gazières inexplorées, tandis que la Chine élargit ses activités d'exploration pétrolière et gazière en mer.

- La Nouvelle-Zélande possède un savoir-faire utile à la Chine dans le domaine des négociations commerciales multilatérales, des affaires du Pacifique, de la recherche scientifique en Antarctique et de l'horticulture.

Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande est partie à l'entente des services de renseignement du Groupe des cinq (comme le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada et l'Australie) et aux accords de défense des cinq puissances (elle fait partie de leurs regroupements militaires non officiels), en plus d'être un État membre de l'OTAN. Sortir la Nouvelle-Zélande de ces groupements militaires et l'éloigner de ses partenaires traditionnels représenterait, pour le gouvernement Xi, un coup de maître dans l'atteinte de l'objectif stratégique, c'est-à-dire faire de la Chine une grande puissance mondiale. Du point de vue de Beijing, les relations économiques, politiques et militaires que la Nouvelle-Zélande entretient avec la RPC représentent un modèle à appliquer dans les relations avec l'Australie et les petits États insulaires du Pacifique Sud et, de manière plus générale, dans les relations avec d'autres États occidentaux. La Nouvelle-Zélande s'avère aussi utile pour la Chine, ainsi que pour d'autres États comme la Russie, car elle représente un point faible par lequel avoir accès aux services de renseignement du Groupe des cinq. Le pays constitue aussi un site stratégique possible pour les installations navales de la marine de l'APL dans l'hémisphère sud ainsi que pour une station terrestre Beidou-2. Il existe déjà plusieurs de ces stations en Antarctique⁶⁰. Pour toutes ces raisons, la Nouvelle-Zélande revêt un grand intérêt pour la RPC.

Les activités d'ingérence de la Chine en Nouvelle-Zélande prennent les formes qui suivent.

- La Chine fait des efforts ciblés pour obtenir la collaboration de membres des élites commerciales, politiques et intellectuelles néo-zélandaises de façon à ce qu'elles défendent ses intérêts en Nouvelle-Zélande et à l'échelle internationale. À cette fin, elle utilise des occasions d'affaires et des investissements, des témoignages d'honneur, des activités d'accueil politique, des

bourses d'études, des liens entre partis et des projets personnalisés.

- Elle fait des dons politiques ciblés par l'intermédiaire de gens d'affaires d'origine chinoise qui entretiennent des liens étroits avec le PCC.
- Elle réalise des efforts colossaux pour que les médias en chinois, les groupes communautaires chinois et les politiciens d'origine chinoise en Nouvelle-Zélande soient sous l'emprise du PCC, en plus de s'efforcer d'influer sur leur vote.
- Elle se sert de fusions, d'acquisitions et de partenariats avec des entreprises, des universités et des centres de recherche néo-zélandais afin de pouvoir mettre à profit des images de marque locales qui améliorent ses activités d'ingérence et pour avoir accès à de la technologie militaire, des secrets commerciaux et d'autres informations stratégiques⁶¹.

Certaines de ces activités menacent directement la sécurité nationale de la Nouvelle-Zélande, tandis que d'autres ont un effet destructeur à long terme. Les activités d'ingérence politique de la Chine ont eu de profondes répercussions sur la démocratie en Nouvelle-Zélande : effritement de la liberté de parole, de religion et d'association pour la communauté chinoise, étouffement des débats sur la RPC dans la sphère publique générale et effet corrompteur sur le système politique en raison des différences qui s'estompent entre les intérêts personnels, politiques et économiques. Les petits pays comme la Nouvelle-Zélande sont très vulnérables à l'ingérence étrangère. En effet, les médias disposent de ressources limitées et n'ont pas de concurrents. De plus, le secteur de l'enseignement supérieur est de petite taille, ce qui fait que, malgré les lois sur la liberté d'enseignement, il est facile d'en intimider les intervenants ou d'obtenir leur collaboration. Toutefois, l'ingérence étrangère (peu en importe l'origine) n'est efficace que si la population du pays visé ferme les yeux sur celle-ci ou la tolère.

La RPC n'a pas eu à exercer de pressions sur la Nouvelle-Zélande pour que celle-ci accepte les activités de puissance douce et d'ingérence politique de Beijing; des gouvernements néo-zélandais successifs ont

plutôt énergiquement cherché à obtenir ses bonnes grâces. Depuis le début des relations diplomatiques avec la RPC en 1972, les gouvernements de la Nouvelle-Zélande ont eu pour politique d'attirer l'attention et la faveur de Beijing par un soutien très médiatisé du nouveau programme économique de la Chine⁶². Les gouvernements néo-zélandais ont également encouragé la Chine à mener des activités dans la région, du Pacifique Sud à l'Antarctique, d'abord en tant que donneur d'aide et partenaire scientifique afin de contrebalancer l'influence soviétique, puis, à compter de 2014, dans le cadre de la « diversification » des liens militaires de la Nouvelle-Zélande avec d'autres pays que ceux du Groupe des cinq⁶³. En mai 2017, la Nouvelle-Zélande a accepté de promouvoir les politiques du programme « Une ceinture, une route » en Océanie, y compris sur son territoire. Elle a également été le premier pays occidental à conclure un accord de coopération avec la RPC à cet égard.

Le gouvernement du Parti national de la Nouvelle-Zélande (2008-2017) appliquait deux grands principes relativement à la Chine. Il y avait d'abord la politique du « sans surprise »⁶⁴, ce qui signifiait que le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, ses représentants ou quiconque ayant un lien avec ses activités devaient éviter de dire ou de faire quoi que ce soit pouvant offenser le gouvernement de la RPC, ce qui avait inévitablement un effet paralysant sur les discussions politiques normales. Le deuxième principe consistait à « établir une bonne relation politique ». Sous le Parti national, cela en est venu à signifier l'établissement de liens politiques étroits avec des dirigeants locaux et nationaux du PCC, leurs représentants et des acteurs connexes en Nouvelle-Zélande. Ces deux principes ont contribué au succès des activités d'ingérence politiques chinoises en Nouvelle-Zélande.

Pourtant, contrairement à l'Australie, la question de l'intensification des activités d'ingérence de la Chine n'avait encore jamais été soulevée publiquement en Nouvelle-Zélande. Dans ce contexte, la publication, une semaine avant les élections nationales du 23 septembre 2017, du rapport de recherche d'Anne-Marie Brady, intitulé « Magic Weapons: China's Political Influence Activities under Xi Jinping » [Armes magiques : Activités d'ingérence politique de la Chine sous Xi Jinping], a lancé le débat et a provoqué un tollé médiatique à l'échelle nationale

et internationale. Fait inhabituel, l'auteure a décidé de publier ce qui était au départ un document de conférence qui n'était pas destiné à être diffusé, car il contenait des informations d'intérêt public. Les questions soulevées ont touché les deux grands partis politiques de la Nouvelle-Zélande, et l'article a eu une incidence considérable au pays et sur la scène internationale.

Le nouveau gouvernement de coalition (formé par le Parti travailliste, le Parti vert et le parti Nouvelle-Zélande d'abord) se retrouve dans une position difficile en raison de l'attention portée par les médias nationaux et étrangers aux activités d'ingérence de la Chine en Nouvelle-Zélande. Pour régler ce problème, il ne peut pas se contenter d'attaquer les politiques du gouvernement précédent. Il doit également mettre de l'ordre dans ses propres affaires et prendre des mesures relativement à la participation de certains de ses politiciens haut placés dans des activités liées à la stratégie du front uni⁶⁵. La Nouvelle-Zélande doit indiquer à ses alliés qu'elle va s'attaquer au problème, et ce, sans offenser la RPC, qui surveille de très près les actions du nouveau gouvernement. Il faudra des efforts acharnés pour modifier l'orientation donnée à la Nouvelle-Zélande par le gouvernement nationaliste précédent, qui visait à resserrer encore plus la relation avec la RPC.

La Chine est le deuxième partenaire commercial en importance de la Nouvelle-Zélande⁶⁶. Les deux pays ont conclu une entente globale de collaboration en 2003 et une entente globale de partenariat stratégique en 2014. La Nouvelle-Zélande étend en ce moment ses relations avec la Chine à d'autres domaines que le commerce, comme les finances, les télécommunications, la foresterie, la sécurité et la salubrité alimentaires, l'éducation, les sciences et la technologie, le tourisme, la lutte contre le changement climatique et la coopération en Antarctique, voire la collaboration militaire. À l'inverse, le gouvernement Trump n'a pas ratifié le Partenariat transpacifique, que la Nouvelle-Zélande a contribué à mettre sur pied.

Dans le nouvel ordre mondial en évolution, la Nouvelle-Zélande, comme de nombreux autres petits États, doit travailler en partenariat avec des gouvernements de même tendance et abandonner la notion

selon laquelle elle a besoin de la protection de l'une ou l'autre des grandes puissances mondiales. Les activités d'ingérence politique de la Chine s'inscrivent dans une politique étrangère générale. Les amis et les alliés de la Nouvelle-Zélande peuvent l'aider, ainsi que d'autres petits États vulnérables, en trouvant des moyens d'établir des partenariats économiques. Ainsi, il ne s'avérera plus aussi nécessaire de devoir faire des concessions politiques à la RPC pour obtenir des avantages économiques, soit le choix faustien du précédent gouvernement néo-zélandais.

Conclusion

Tous les pays s'opposent à l'ingérence d'autres nations dans leurs affaires politiques. La RPC réprimande souvent les États-Unis et d'autres États qui, à son avis, se mêlent de sa politique nationale. En outre, elle présente la non-ingérence dans les affaires des autres pays comme un principe important de sa politique étrangère, bien que la stratégie du front uni soit toujours allée à l'encontre de cet idéal. Pour un petit État comme la Nouvelle-Zélande, ancienne colonie d'une grande puissance protégée par une autre grande puissance depuis plus de soixante ans, il n'est pas toujours facile de savoir comment se défendre contre l'ingérence politique étrangère. Pour y parvenir, il faut la volonté politique du gouvernement en place et le soutien de la population. Si la Nouvelle-Zélande trouve un meilleur moyen de gérer ses relations économiques et politiques avec la RPC, elle pourrait servir d'exemple à d'autres pays occidentaux.

LA LOI SUR LE RENSEIGNEMENT
NATIONAL DE LA CHINE ET L'AVENIR DES
RIVALITÉS AVEC LE PAYS SUR LE PLAN
DU RENSEIGNEMENT

La *Loi sur le renseignement national* de la Chine codifie des pratiques existantes et prévoit de nouveaux principes importants. Elle établit une distinction très nette entre les fonctions de sécurité civiles et militaires. Elle crée des groupes de travail géographiques et fonctionnels sur le renseignement et la sécurité nationale. Elle pose les fondements juridiques des activités des institutions responsables de la sécurité nationale en indiquant clairement que ces organismes soutiennent le régime du Parti ainsi que les intérêts économiques et sociaux de l'État. Les citoyens ont le devoir de collaborer avec les services de renseignement et de sécurité de l'État.

Le 28 juin 2017, l'Assemblée populaire nationale a adopté la *Loi sur le renseignement national* (la *Loi*) et défini pour la première fois les pouvoirs officiels des services de renseignement de la République populaire de Chine (RPC). Contrairement à ses pendants occidentaux, la *Loi* ne mentionne pas nommément les services de renseignement chinois. Elle parle plutôt des « institutions actives dans le domaine du renseignement national », des « organes de renseignement » des institutions responsables de la sécurité nationale et de la sécurité publique ainsi que des organismes de renseignement militaire. Selon la définition vague qui en est donnée dans les premiers articles de la *Loi*, le terme « renseignement » désigne à la fois les informations recueillies et les activités menées à l'appui d'une conception globale de la sécurité nationale. Les institutions actives dans le domaine du renseignement national fournissent des renseignements pour éclairer le processus décisionnel et disposent de moyens non définis pour agir afin d'assurer la sécurité nationale.

La *Loi* est un mélange de continuité et de changement dans la façon dont la Chine préserve la sécurité nationale et mène ses activités de

renseignement. Comme bon nombre des lois sur la sécurité de l'État en vigueur⁶⁷, elle décrit explicitement ce qui se fait en pratique depuis longtemps. Les changements les plus importants ont trait aux ententes entre institutions à des fins de renseignement et aux responsabilités confiées à l'« organisme dirigeant central de la sécurité nationale » qui peut définir les politiques, fixer les orientations et coordonner les activités liées au renseignement. Il faudra cependant attendre de voir les résultats pour comprendre comment les services de renseignement militaires, les institutions responsables de la sécurité nationale et de la sécurité publique et les organes du Front uni du Parti communiste chinois (PCC) conjugueront leurs efforts, en admettant qu'ils y parviennent.

Contenu et conséquences de la *Loi sur le renseignement national*

Une tendance importante et soutenue dans la structure juridique de la sécurité nationale mise en place depuis 2014 ressort clairement dans la *Loi* : la sécurité nationale est l'affaire de tous. Tant que les institutions actives dans le domaine du renseignement national respectent les pouvoirs qui leur ont été conférés dans l'exercice de leurs fonctions, elles peuvent, conformément à l'article 14, « demander aux organes, aux organisations et aux citoyens compétents de leur assurer le soutien, l'aide et la coopération nécessaires. » En vertu de l'article 16, les responsables du renseignement « peuvent entrer dans les endroits et les zones d'accès restreint présentant un intérêt, interroger les personnes, organisations et institutions compétentes et apprendre d'elles et lire ou recueillir les dossiers, documents ou articles pertinents. » Si les services de renseignement de la Chine n'ont pas le pouvoir politique du KGB à l'époque soviétique, ils ne sont certainement pas démunis à l'égard de qui ou de quoi que ce soit, sauf les hauts dirigeants du PCC et les institutions centrales.

Beijing a toujours cherché à châtier ceux qui portent atteinte à la réputation du gouvernement, dévoilent des politiques internes du Parti ou agissent à l'encontre de ses intérêts d'une quelconque façon. Ce châtiment peut revêtir de nombreuses formes, de la restitution extraordinaire de libraires hongkongais au refus de visas pour entrer

en Chine. L'article 11⁶⁸ de la *Loi* prévoit que les services de renseignement recueillent des informations afin de constituer des bases de données pouvant être consultées pour détecter les personnes ou les institutions qui posent des problèmes, les empêcher d'agir et les châtier si elles le font. Il est possible de donner à cet article une interprétation étroite selon laquelle seuls les terroristes, les espions et les dissidents sont pris pour cible. Cependant, le règlement d'application détaillé de la *Loi sur le contre-espionnage* (décembre 2017) laisse entrevoir une interprétation plus large. Par exemple, ce règlement inclut dans les infractions liées à l'espionnage « fabriquer ou déformer des faits, publier ou diffuser des dires ou des informations qui mettent en danger la sécurité nationale », surtout si la personne fautive peut être liée à un service de renseignement ou à une « organisation hostile », d'après la définition adoptée par le ministère de la Sécurité publique (MSP) ou le ministère de la Sécurité d'État (MSE). « Fabriquer ou déformer les faits », du moins selon la description des médias et du porte-parole officiel de la Chine, s'entend notamment de décrire les activités d'ingérence étrangère de la Chine, de discuter de son bilan en matière de droits de la personne ou d'affirmer quoi que ce soit sur ses revendications territoriales.

La constante principale de la récente *Loi* est la division entre renseignement civil et militaire, comme en fait foi la conclusion de l'article 3 : « La Commission militaire centrale dirige et organise uniformément les activités de renseignement militaire. » Après qu'il a été expliqué que les activités de renseignement de la Chine seront orientées par l'organisme dirigeant central de la sécurité nationale, ce passage établit clairement une distinction entre les services de renseignement de l'Armée populaire de libération (APL) et leurs pendants responsables de la sécurité publique et de la sécurité nationale. Personne à l'extérieur de la Commission militaire centrale (CMC) ne dirige le renseignement militaire, et les organes de renseignement de l'APL ne font rapport qu'à ceux à qui la CMC leur ordonne de le faire. Une version préliminaire de la *Loi* laissait entendre que ce pouvoir pourrait être diffus, mais le libellé final ne permet aucun sous-entendu. Étant donné les pouvoirs qui leur sont conférés, la façon dont les membres de la CMC décideront si les services de renseignement de l'APL doivent collaborer avec d'autres organes

décisionnels déterminera si la Chine possède un appareil de renseignement national cohésif.

Le seul changement institutionnel clair est la création probable d'un groupe de travail sur le renseignement relevant de la Commission centrale de sécurité nationale (CCSN). Ce groupe de travail serait probablement reproduit au sein des petites instances chargées de la sécurité nationale aux échelles provinciale et locale. Chaque palier de ce que la *Loi* appelle l'« organisme dirigeant central de la sécurité nationale » compte un groupe de travail pour chacun des onze secteurs qui entrent dans la conception de la sécurité globale⁶⁹ de Xi Jinping, plus un groupe de travail additionnel pour chacune des lois liées à la sécurité de l'État adoptées récemment. La CCSN et son Groupe de travail sur le renseignement assumerait les responsabilités prévues à l'article 3⁷⁰ liées à la formulation des politiques en matière de renseignement, à l'établissement de mécanismes de coordination et de répartition du travail ainsi qu'à la planification des activités de renseignement national. Les groupes de travail aux niveaux sous-nationaux se concentreraient vraisemblablement sur les fonctions de coordination et de planification prévues dans la *Loi*, laissant aux autorités centrales les politiques en matière de renseignement et l'orientation générale.

Il se peut que la CCSN ait un certain pouvoir pour influencer les activités de renseignement de l'APL. Même si elle stipule que la CMC « dirige et organise uniformément » le renseignement militaire, la *Loi* confère des pouvoirs distincts à la CCSN en matière d'orientation stratégique, de planification et de coordination pour les « institutions actives dans le domaine du renseignement national ». Ce que cela signifie en pratique n'a pas été défini publiquement. L'APL résiste à l'empiétement sur ses pouvoirs par les institutions civiles, et on ne sait pas encore qui seront les membres militaires de la CCSN.

Les organes du Front uni, tant du Parti que de l'APL, sont remarquablement absents de ces faits nouveaux ayant trait aux institutions. Les contacts que le Département du Front uni et le Bureau de liaison du Département du travail politique de l'APL entretiennent avec les Chinois d'outre-mer, les Taïwanais et d'autres

étrangers ressemblent beaucoup à des activités de direction d'agents. Le Front uni a peut-être un programme davantage axé sur l'action, c'est-à-dire étendre la portée du Parti et gérer les groupes sociaux, mais ses activités offrent nécessairement à ses responsables des occasions d'obtenir des renseignements. Il ne fallait pas s'attendre à ce que les organes du Parti soient mentionnés dans une loi nationale, mais les « autres départements compétents » bien connus sont remarquablement absents de la *Loi*. Il s'agit là d'un autre secteur à analyser pour comprendre comment la Chine intègre les renseignements et exploite les possibilités que sa portée mondiale lui procure.

Depuis 2014, les interlocuteurs chinois et taïwanais s'attendent à une quelconque réforme non définie du ministère de la Sécurité d'État (MSE). La presse étrangère de langue chinoise a laissé entendre que cette réforme pourrait même mener à une division du MSE en un service de renseignement étranger et un service de contre-espionnage intérieur. L'été dernier, des interlocuteurs chinois bien informés ont affirmé que la *Loi* présageait une réforme du ministère, mais n'ont pas pu ou voulu décrire ce que cette réforme comporterait. Les termes employés dans la *Loi* pour parler du MSE et de ses organes de renseignement donnent à penser que le gouvernement chinois établit, entre les éléments liés à la sécurité nationale, des distinctions très claires que les Occidentaux ne saisissent pas lorsqu'ils qualifient le ministère de service civil de renseignement et de contre-espionnage de la Chine. Le MSE pourrait être scindé de manière naturelle et logique, étant donné la façon dont les différentes parties du ministère contribuent à leurs systèmes d'orientation respectifs sur le renseignement, la sécurité nationale, le front uni et la cybersécurité, entre autres. Si tel est le cas, les médias étrangers de langue chinoise pourraient avoir bien compris l'essentiel des réformes possibles, mais être dans l'erreur quant au moment choisi.

Le libellé de la *Loi* offre peu de nouvelles indications sur les opérations de renseignement de la Chine. Elle autorise officiellement les services de renseignement à mener des activités qu'ils pratiquent, dans les faits, depuis longtemps : obtenir la collaboration de représentants officiels au sein d'autres organismes gouvernementaux, obliger les

citoyens de la RPC à collaborer, réquisitionner des services de transport et d'hébergement dans le cadre du soutien aux opérations, demander à être exemptés des inspections aux douanes et établir des installations ponctuelles à des fins opérationnelles. La *Loi* exige en outre que les institutions actives dans le domaine du renseignement national remettent les installations ou l'équipement dans leur état original ou dédommagent leur propriétaire.

Il est possible que la *Loi* annonce la naissance d'une méthode de direction d'agents d'une complexité accrue à la fin d'une affaire ou d'une opération. La cessation de la collaboration à la fin du cycle de recrutement d'un agent est, pour les sources ouvertes, l'étape la plus obscure. On ne sait pas au juste si cette opacité est une conséquence naturelle des activités clandestines ou si elle est due à l'inexistence de cette étape dans les opérations de renseignement de la Chine. Il n'existe pas un seul exemple public de cas où les services chinois ont laissé tomber un agent improductif. Il n'y a pas non plus d'exemple de cas où un service chinois a aidé un agent à échapper aux poursuites, en l'exfiltrant ou en lui donnant des conseils pratiques⁷¹. Habituellement, les agents sont laissés à eux-mêmes, et leur officier traitant minimise l'importance des risques ou n'en tient pas compte. Le passage suivant de la *Loi*, cependant, donne à penser que les organismes de renseignement de la Chine seront plus entreprenants ou traiteront avec plus d'égards leurs agents et les membres de leur famille à la fin d'une opération.

- Article 23 : Les ministères d'État compétents prennent les mesures nécessaires pour protéger ou secourir les employés des institutions actives dans le domaine du renseignement national, les personnes qui ont établi une relation de collaboration avec ces institutions ou leurs proches parents dont la sécurité personnelle est menacée en raison de leur contribution aux activités liées au renseignement national.
- Article 24 : L'État s'occupe de placer, au besoin, les personnes qui ont contribué aux activités de renseignement national.
- Article 25 : Conformément aux dispositions nationales applicables, des indemnités de décès et un traitement spécial

sont accordés aux personnes qui sont frappées d'incapacité, qui donnent leur vie ou qui meurent parce qu'elles ont mené, soutenu ou facilité des activités liées au renseignement national ou y ont collaboré.

Bien que son libellé ne soit pas une garantie, la *Loi* prévoit bel et bien le pouvoir d'aider ceux qui ont aidé le renseignement chinois. Ce n'est pas négligeable, étant donné la froide indifférence souvent manifestée à l'égard des agents chinois en danger. Il est possible que les agents chinois aient demandé des garanties de ce type ou qu'elles aient été accordées parce que des opérations antérieures ont porté atteinte à la réputation des officiers de renseignement chinois. Il sera important de surveiller comment les services de renseignement chinois s'occuperont de la fin d'une opération, que ce soit en offrant des possibilités d'exfiltration, en trouvant un poste à l'étranger pour l'agent ou en lui versant une pension.

L'avenir des rivalités avec la Chine sur le plan du renseignement

Depuis 2014, les lois sur la sécurité de l'État remettent l'accent sur la portée et l'ampleur des opérations de renseignement chinoises qui ont toujours posé des problèmes aux services de sécurité et de renseignement étrangers. Les ressources que Beijing peut réunir, cependant, sont beaucoup plus considérables qu'avant et intègrent des composantes humaines et techniques. Les pays qui tentent de rivaliser avec la Chine dans le secteur du renseignement devront s'adapter à certaines des nouvelles réalités de la conduite des opérations. Voici quelques caractéristiques de cette nouvelle ère.

- *Mobilisation sociale à des fins de contre-espionnage.* Le PCC ne s'est jamais fié uniquement aux moyens techniques pour exercer de la surveillance. La Journée de sensibilisation à la sécurité nationale (le 15 avril) et la propagande connexe complètent les injonctions des lois sur la sécurité de l'État à participer activement à la détection des espions. Divers mécanismes techniques visant à faciliter la participation du public ont été essayés depuis 2011 au moins, lorsque le Département de la sécurité d'État du Liaoning a rendu public un numéro auquel il était possible d'envoyer un texto relatif à la sécurité nationale.

- *Portée internationale des entreprises chinoises.* L'obligation de collaboration imposée aux sociétés a considérablement élargi la surveillance intérieure exercée par les services de renseignement chinois. Huawei n'était pas encore une société mondiale. Xiaomi n'existait pas. L'internet des objets était une vision plutôt qu'une nouvelle commodité. La portée tant humaine que technique des sociétés chinoises offre maintenant aux services de renseignement des occasions d'avoir directement accès à de nombreux gouvernements du monde développé ainsi qu'à de nombreux pays alliés et européens et, ainsi, d'étendre leur rayon d'action à d'autres sociétés.
- *Rôle explicite du renseignement dans le soutien à la croissance économique.* Le PCC n'a jamais cessé d'affirmer que le Parti doit contrôler les secteurs clés de l'économie. Les nouvelles lois laissent cependant entrevoir qu'il ira plus loin encore plutôt que d'amorcer une réforme en vue de réduire l'intervention gouvernementale. La *Loi sur la sécurité nationale* (2015) stipule que la sécurité économique est la pierre angulaire de la sécurité du pays. La nouvelle *Loi* prévoit que les services de renseignement soutiennent les intérêts économiques et sociaux. Si la première signifie un contrôle du Parti, la seconde laisse entendre que les services de renseignement continueront de jouer leur rôle dans l'espionnage économique, malgré les ententes signées par Xi Jinping avec les États-Unis, l'Allemagne et le Canada.

CONSÉQUENCES POUR LA SÉCURITÉ
DES MÉGADONNÉES ET
DU SYSTÈME DE CRÉDIT SOCIAL

Les mégadonnées permettent au Parti d'étendre son emprise déjà tentaculaire sur la vie des citoyens chinois. Le système de crédit social qu'il instaure lui permettra d'effectuer une collecte de données exhaustive pour mesurer la loyauté de chacun envers l'État. Comme des données peuvent être recueillies sur des entreprises et des individus à l'étranger, les pays qui voudront se mettre à l'abri du système de contrôle social de la Chine auront fort à faire. La stratégie de mégadonnées de la Chine pourrait renforcer le contrôle politique sans améliorer la qualité réelle de la gouvernance.

Le Parti communiste chinois (PCC) se sert de la technologie moderne pour automatiser les processus de consolidation et de renforcement de son pouvoir. Cet objectif est explicite dans le Plan d'action 2017 pour le développement des mégadonnées, qui établit un lien entre les progrès réalisés dans le domaine des mégadonnées et la « gouvernance sociale », processus utilisé par le PCC pour assurer la sécurité nationale en amont. Grâce aux progrès réalisés dans le domaine des mégadonnées, le PCC est mieux en mesure de prévenir, d'identifier et d'évaluer les risques qui pèsent sur la sécurité de l'État-parti. Les applications pratiques des métadonnées devraient aussi améliorer l'intégration, l'échange et l'utilisation des données entre les entités de l'État-parti. Le tout nouveau système de crédit social⁷², qui mise sur la technologie pour contraindre et inciter les gens à participer à leur propre gestion, s'inscrit dans le processus de gouvernance sociale du PCC. Les mégadonnées et le crédit social ne remplacent toutefois pas le Parti à titre d'autorité centrale. Les progrès réalisés dans ces domaines renforcent les processus actuels de contrôle social et politique, qui sont hébergés de façons visibles et invisibles dans les activités économiques et sociales de tous les jours. Il ne s'agit pas ici de créer de nouvelles méthodes de contrôle, mais plutôt

d'installer des *composants matériels et logiciels à niveau* pour améliorer l'efficacité du système politique de la République populaire de Chine (RPC).

Les mégadonnées et le crédit social dans la stratégie de sécurité de la Chine

Le processus de « gouvernance sociale » du PCC, aussi appelé « gestion sociale », est la méthode qui sous-tend la façon dont le Parti s'autogère et gère ses relations avec la société⁷³. La gouvernance sociale exige une adaptation constante aux circonstances toujours changeantes et est conçue pour renforcer la stabilité. Cette dernière n'est pas l'absence absolue de problèmes ou de menaces, mais plutôt la capacité de gérer les problèmes et les menaces afin qu'ils ne s'aggravent pas au-delà de la faculté du Parti d'en venir à bout.

La gouvernance sociale mobilise une grande quantité des ressources du Parti. La stabilité est un concept dynamique. La gouvernance sociale doit donc l'être aussi et pouvoir s'attaquer à des problèmes souvent contradictoires. La technologie est considérée comme susceptible d'aider à renforcer ce processus de contrôle en automatisant les objectifs de gouvernance sociale qui autrement accaparent énormément de ressources du Parti, à savoir : a) corriger et prévenir les erreurs, b) optimiser les opérations quotidiennes et c) atténuer et contrer les menaces éventuelles et réelles.

La gouvernance sociale est un système autogéré : elle peut s'adapter automatiquement pour aider le Parti à consolider et à renforcer son pouvoir. Les dirigeants du Parti doivent être souples pour superviser le développement de la Chine dans la mesure où ils ont la haute main sur l'ensemble du processus. Le pouvoir de coercition d'une armée solide ou de services de sécurité publique puissants ne sont qu'une partie du système de gouvernance sociale. D'autres organismes y participent également, comme le ministère du Commerce, le ministère de la Culture, le ministère des Affaires civiles et le ministère de l'Industrie et de la Technologie de l'information.

Le processus de gouvernance sociale vise à assurer ce qui maintient le PCC au pouvoir : le régime de sécurité nationale. Le concept de la « sécurité nationale holistique » de la RPC (mis en évidence, mais pas nouveau, sous Xi Jinping) combine sécurité intérieure et extérieure. La façon dont Beijing conçoit la sécurité nationale n'est pas totalement différente de celle d'Ottawa. Elle s'en distingue cependant parce que les termes intérieur et extérieur ne renvoient pas exclusivement aux frontières géographiques de la Chine, ni simplement à la politique de sécurité nationale et étrangère. En RPC, les termes intérieur et extérieur renvoient aussi à la composition même du PCC. Le Parti protège un espace d'idées qu'aucune frontière géographique ne limite. La sécurité nationale ne protège pas la Chine à l'extérieur du Parti communiste, elle la protège uniquement sous la direction du Parti. La loyauté envers les dirigeants du Parti est nécessaire, et les idées qui offrent une solution de rechange à son discours doivent être récusées. Du point de vue du PCC, c'est pour cette raison que la gouvernance sociale en amont est essentielle.

La sécurité nationale ne protège pas la Chine à l'extérieur du Parti communiste, elle la protège uniquement sous la direction du Parti.

Voici comment les progrès réalisés dans les domaines des mégadonnées et du système de crédit social consolident et renforcent le pouvoir du PCC.

- Ils optimisent les ressources de l'État-parti et synthétisent une grande quantité d'informations et de ressources (du marché et des sources gouvernementales) pour imposer l'intégration verticale et horizontale des entités gouvernementales.
- Ils réduisent l'exposition de l'État-parti aux risques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières géographiques de la Chine.
- Ils transforment les exigences de développement économique et de gestion urbaine en principaux moyens de renforcer le rôle de l'État dans la vie économique et sociale de tous les jours.

- Ils améliorent l'intégration logistique et les capacités d'atténuation et de règlement des crises.
- Ils orientent et gèrent les exigences et les attentes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières géographiques de la Chine, face aux dirigeants de l'État-parti.
- Ils créent des moyens de pression, grâce aux relations du marché et du gouvernement, sur des entités et des gouvernements étrangers, augmentant de ce fait la portée de l'espace idéologique du PCC.

Dans le projet d'appliquer les mégadonnées à la gouvernance sociale, la priorité est accordée aux progrès réalisés dans le développement du cybergouvernement et des villes intelligentes. Dans ces deux concepts, l'utilisation des mégadonnées améliore la circulation des informations. En fait, le cybergouvernement crée l'architecture sur laquelle les villes intelligentes pourront compter. De leur côté, les villes intelligentes combinent l'analytique des mégadonnées avec les dispositifs de l'Internet des objets pour soutenir le processus décisionnel en temps réel. Si les villes intelligentes sont bien conçues, l'intégration croissante du cybergouvernement entraîne une certaine décentralisation. Cela peut sembler contradictoire, mais ce système vise à réduire les pressions excessives exercées sur les ressources des dirigeants de l'État-parti tout en renforçant leur contrôle sur l'ensemble du système et du processus.

Même à ses tout débuts, lorsque le cybergouvernement était habituellement décrit comme une ressource qui améliorerait la responsabilisation officielle, il était sous-entendu que le Parti à tous les niveaux serait tenu de rendre compte des priorités et des exigences aux hauts dirigeants. En Chine, le cybergouvernement n'a pas été conçu pour assurer la transparence et la responsabilisation des organismes gouvernementaux. Au départ, il visait à améliorer l'intégration des ministères. Les Projets d'or, lancés officiellement en 1993, prévoyaient des efforts en plusieurs étapes, comme le Bouclier d'or intégrant le ministère de la Sécurité publique et ses bureaux au niveau local. De même, les Douanes d'or assuraient l'intégration électronique des douanes. Les activités de ces cybergouvernements

existants ont soutenu l'intégration des ministères et organismes. Le Parti a décrit le perfectionnement futur des mégadonnées comme une façon d'imposer une intégration verticale et horizontale plus complète.

Les villes intelligentes sont une façon de renforcer visiblement et invisiblement le pouvoir du Parti. Ce concept, qui a été piloté dans plus de 800 villes en Chine, est un moyen d'identifier les forces et les faiblesses d'un secteur défini géographiquement. Ici, le terme « risques » englobe tout, des problèmes de circulation aux risques environnementaux en passant par l'agitation sociale. Les technologies mêmes que le gouvernement utilise pour suivre et contrôler les individus sont aussi conçues pour soutenir le processus décisionnel gouvernemental et optimiser l'utilisation des ressources.

Les technologies mêmes que le gouvernement utilise pour suivre et contrôler les individus sont aussi conçues pour soutenir le processus décisionnel gouvernemental et optimiser l'utilisation des ressources.

Ce n'est pas parce que le cybergouvernement et les villes intelligentes ont des objectifs politiques que leur rôle dans l'accélération du développement économique est secondaire. Le développement économique est une source de légitimité, mais aussi un moyen pour l'État-parti de s'immiscer dans la vie économique et sociale de tous les jours. En fait, les plans du gouvernement d'utiliser les ressources technologiques pour exercer un contrôle politique et social simultanément stimulent la demande de recherche et de développement en technologies qui assurent le maintien du développement économique de la Chine.

Dans la méthode de gestion du PCC, le rôle du crédit social est d'automatiser la « responsabilité individuelle », concept selon lequel il incombe à chaque citoyen de défendre la stabilité sociale et la sécurité nationale. Le crédit social automatiserait la responsabilité en utilisant la technologie pour perfectionner les méthodes de

coopération et de coercition que l'État-parti utilise pour exercer un contrôle politique et social. La mise en œuvre de la responsabilité individuelle ne vise pas simplement à détecter l'« irresponsabilité » et à la punir, par exemple au moyen d'une liste noire du crédit social. Elle vise aussi à prévenir la prise de décisions irresponsables en encourageant, par la coopération ou la contrainte, la prise de décisions responsables. Plus précisément, le crédit social est conçu pour bâtir la « confiance ». Dans ce cas-ci, il ne s'agit pas uniquement d'améliorer la fiabilité des transactions sociales et commerciales des individus et des entreprises, mais aussi de déterminer si une personne ou une entreprise est digne de continuer de soutenir le Parti communiste chinois. La récompense, en termes simplifiés, est le maintien de la participation au développement économique et social de l'État-parti avec les avantages que cela comporte.

*Le développement économique est (...) un moyen
pour l'État-parti de s'immiscer dans la vie
économique et sociale de tous les jours.*

Les exigences de localisation des données associées à la *Loi sur la cybersécurité* qui est entrée en vigueur en 2017 sont un avertissement clair. À mesure que le système de crédit social se développe et que la participation augmente, les firmes qui sont engagées dans des coentreprises avec des sociétés chinoises, les compagnies qui font des affaires en RPC ou les individus qui vivent dans des entités chinoises ou qui travaillent avec elles pourraient être tenus ou obligés de prendre part au système. Les pressions politiques n'ont rien d'inédit, il suffit de penser aux entreprises qui ont été contraintes de désavouer l'indépendance de Taïwan ou du Tibet après avoir été accusées d'avoir manqué de respect à l'égard de la souveraineté ou de l'intégrité territoriale de la Chine par exemple. Le système de crédit social élargirait néanmoins la capacité du gouvernement d'orienter leurs processus décisionnels. Il lui permettrait aussi d'exercer un contrôle accru sur ses citoyens qui vivent et voyagent à l'étranger.

Un examen de la « solution chinoise » en matière de gouvernance et de développement mondial aide à décrire l'incidence des progrès technologiques sur les pays autres que la Chine. Les écrits chinois sur le programme « Une ceinture, une route », par exemple, donnent à penser que les données recueillies de sources à l'étranger peuvent soutenir le processus décisionnel en matière d'économie et de sécurité. Les mégadonnées sont considérées comme une ressource stratégique directement liée à la sécurité nationale. Il a été avancé explicitement que les Instituts Confucius, le commerce électronique et les services de transport, entre autres, peuvent être des sources de données. Si on ne sait pas au juste comment les données seraient utilisées et recueillies à l'étranger, on sait pourquoi : pour atténuer les risques et intervenir en cas d'urgence. Sur la scène intérieure, les applications technologiques dans des secteurs comme la gestion du réseau électrique sont également conçues pour mobiliser la société et les forces de sécurité sur les plans de l'idéologie et de la logistique à titre de méthodes d'atténuation et d'intervention en cas d'urgence. À l'échelle internationale, les mégadonnées pourraient aider le gouvernement à mieux comprendre les enjeux et soutenir la prise de décisions dans un contexte opérationnel.

Conséquences

- Les progrès réalisés dans les domaines des mégadonnées et du crédit social renforcent la conception chinoise de la sécurité nationale qui intègre les ressources utilisées dans la vie économique et sociale de tous les jours. Les analystes devraient apprendre à appliquer la conception chinoise de la sécurité nationale à l'élaboration des politiques, surtout dans le domaine technologique, afin d'apporter des réponses stratégiques crédibles aux efforts de la Chine pour accroître sa puissance.
- Les citoyens chinois au Canada et ailleurs continueront d'être jugés en fonction de leur crédit social. Leurs données personnelles ne sont pas nécessairement toujours protégées lorsqu'ils sont à l'étranger.
- Il sera essentiel de comprendre l'incidence des progrès facilités par la technologie sur les individus et les entreprises qui

entretiennent des relations avec la Chine. Le processus décisionnel des entreprises canadiennes et étrangères pourrait être perturbé si elles étaient jugées au moyen de systèmes comme le crédit social. Autrement, elles risqueraient de perdre leur accès aux services offerts en Chine ou au marché chinois.

- Les économies développées doivent accorder une attention soutenue aux technologies stratégiques et nouvelles qui pourraient être utilisées pour renforcer le contrôle social et la sécurité nationale en Chine, et pour perfectionner les contrôles connexes. Les compagnies chinoises qui investissent dans des entreprises de technologie canadiennes ou étrangères ne sont pas toutes des extensions de l'État, mais elles sont en concurrence pour contribuer aux objectifs auxquels le PCC accorde la priorité.

Perspectives

Les progrès réalisés dans les domaines des mégadonnées et du crédit social sont mis en œuvre sous la forme de matériel informatique et de logiciels qui améliorent l'efficacité du système politique de la RPC. La technologie ne résout pas les problèmes de l'État-parti : elle en atténue certains et en aggrave d'autres. Les progrès dans les domaines des mégadonnées et du crédit social ne permettront pas d'atteindre les objectifs de la sécurité nationale si le système sous-jacent ne fonctionne pas efficacement (tel que défini par les dirigeants de l'État-parti). Il est donc important de se demander si le Parti peut suffisamment s'autogérer pour permettre à la technologie d'automatiser et de faciliter l'exercice de ses fonctions quotidiennes. Les mégadonnées n'amélioreront pas la mise en commun des ressources si les représentants officiels au niveau des gouvernements locaux responsables de leur intégration utilisent mal le système. Pour le PCC, les progrès technologiques rendent plus indispensables que jamais des tâches fondamentales comme la propagande et la confirmation de la loyauté envers le Parti.

CHAPITRE 10

ANALYSE DU POTENTIEL D'INNOVATION
DE LA CHINE

La Chine a augmenté de façon spectaculaire son budget d'innovation et sa participation aux partenariats de recherche bilatérale à l'échelle internationale. Sa stratégie met l'accent sur l'innovation indigène, les coentreprises avec les compagnies étrangères et la modification de technologies occidentales existantes. Toutes ces façons de procéder comportent souvent des risques pour les partenaires. Les coentreprises entraînent une diminution progressive du rôle des entreprises étrangères. Les partenaires chinois reprennent les technologies étrangères et les mettent en marché séparément. Il faut que les entreprises étrangères qui concluent de tels partenariats agissent avec circonspection et conviennent de règles du jeu claires.

La République populaire de Chine (RPC) est-elle une nouvelle superpuissance technologique, comme certains observateurs le laissent entendre? Évidemment, les dirigeants chinois aimeraient bien qu'il en soit ainsi, mais que disent les faits? En réalité, le pays a encore beaucoup de chemin à faire, mais s'il maintient son taux actuel d'investissement dans l'innovation, il se rapprochera de ce statut au cours de la prochaine décennie. Dans l'Indice mondial de l'innovation pour 2017, la RPC occupe la 22^e place, alors que les États-Unis sont à la 4^e et le Canada à la 18^e. Elle est toutefois dans la bonne direction : elle a avancé de trois places par rapport à 2016. Dans son propre indice national de l'innovation 2016-2017, Beijing classe la RPC au 17^e rang, soit un rang plus haut que l'an dernier.

La Chine ne figure donc certainement pas parmi les trois premiers, ni même les dix premiers, mais ses dépenses en recherche et développement (R-D) dépassent celles de tous les pays sauf les États-

Unis. Elles ont augmenté de 11,6 % en 2017, pour atteindre les 280 milliards de dollars américains. Son objectif est que le ratio des dépenses brutes en R-D au produit intérieur brut (PIB) soit de 2,5 % d'ici 2020, et elle en est maintenant à 2,12 %. D'après les statistiques les plus récentes, le même ratio est de 2,7 % pour les États-Unis et de 1,67 % pour le Canada. Des entreprises et des chercheurs étrangers ont noté les énormes investissements effectués récemment dans les laboratoires, les programmes de détection de talents, les travaux de R-D réalisés par l'industrie et les entreprises en démarrage : ils considèrent une Chine innovante comme une collaboratrice souhaitable à l'heure actuelle, mais qui pourrait devenir une concurrente à moyen ou long terme. C'est pour cette raison qu'il est crucial de déterminer comment nouer le dialogue avec la Chine.

Viser le sommet

Les stratégies et plans exhaustifs de Beijing tracent clairement un avenir dans lequel la Chine se retrouve en tête de l'innovation mondiale. Les grands objectifs qu'elle s'est fixés dans sa stratégie de développement axé sur l'innovation sont décrits ci-après.

- 2020 : être un pays innovant doté d'un système d'innovation national complet;
- 2030 : être un leader mondial de l'innovation;
- 2050 : être un important pôle mondial en sciences, l'innovation étant le facteur clé dans la prise de décisions et la planification institutionnelle.

Le 13^e Plan quinquennal pour la science, la technologie et l'innovation de Beijing est un plan exhaustif qui traite de certaines technologies et priorités sectorielles. Il fournit des orientations claires et détaillées à tous les acteurs du système d'innovation chinois. Ces stratégies descendantes, tout comme la stratégie « Fabriqué en Chine 2025 » et le Plan de développement de la prochaine génération d'intelligence artificielle, fournissent des orientations stratégiques aux organismes de financement, aux entreprises et aux chercheurs. Dans leurs messages, le président et le premier ministre de la Chine mettent

constamment l'innovation au premier plan du programme du gouvernement.

En plus de ses objectifs ambitieux et de ses dépenses faramineuses, la RPC a entrepris une réforme majeure de tous les aspects de son système d'innovation, en commençant par les programmes de R-D qui font maintenant l'objet de concours au pays. Au cours des trois dernières années, tous les ministères et organismes chinois qui finançaient les travaux de R-D de l'industrie ont mis fin à ces activités et ont été remplacés par cinq secteurs de programmes et sept organismes professionnels indépendants qui gèrent le nouveau processus d'examen par les pairs. Le système de prise de décisions qui en a résulté est beaucoup plus juste et transparent.

Le comité pangouvernemental de coordination de ces énormes changements est dirigé par le vice-ministre Wang Zhigang du ministère des Sciences et de la Technologie (MST) et est soutenu par la puissante Commission nationale de développement et de réforme (CNDR) et le ministère des Finances. En plus de ses responsabilités ministérielles, le vice-ministre Wang est secrétaire du groupe dirigeant du Parti communiste chinois et secrétaire général du Parti au MST, ce qui montre bien l'importance que le Parti accorde à ces réformes.

Des réformes ont aussi été engagées dans les universités et les laboratoires nationaux. Les salaires des scientifiques ont été majorés, le plagiat est réprimé plus énergiquement et les programmes de détection de talents ont été mis à niveau pour attirer les chercheurs les meilleurs et les plus brillants partout dans le monde avec des promesses de nouvelles installations étincelantes et d'équipes composées d'une pléthore de talentueux chercheurs postdoctoraux. Parmi les réformes figurent également l'ouverture de trois tribunaux spéciaux pour les affaires liées aux droits de propriété intellectuelle à Beijing, Shanghai et Shenzhen, et une gamme complète d'incubateurs et d'accélérateurs pour les jeunes entreprises.

Tous ces signaux descendants très ciblés seront-ils repris et mis en œuvre par la base du système d'innovation? Il est certain que la culture de l'innovation n'est pas profondément ancrée dans les organisations

chinoises, notamment les universités. Ainsi, bien qu'elles aient reçu l'ordre d'autoriser leurs professeurs à lancer des entreprises « start-up » fondées sur leurs recherches et à revenir à leur poste d'enseignants plus tard s'ils le désirent, les facultés universitaires pourraient être réticentes à approuver l'utilisation d'innovations universitaires dans le secteur privé de crainte de se faire reprocher ultérieurement d'avoir gaspillé les ressources de l'université.

Il est clair que Beijing prend des mesures importantes pour mettre ses chercheurs et ses entreprises en position de bien contribuer à l'économie axée sur l'innovation de la Chine. De plus, il a rendu obligatoire une collaboration internationale accrue, notamment la participation à des projets de recherche conjoints un peu partout dans le monde et à des centres conjoints de R-D. Il cherche aussi à intervenir et à assumer un rôle de leadership dans les grands projets internationaux de normalisation, notamment dans les domaines de l'espace, des régions polaires et d'Internet. L'ouverture de la RPC à la science internationale offre également des occasions aux chercheurs occidentaux. Par exemple, la Chine investit dans des projets de « mégascience » de calibre mondial qui sont plus gigantesques que ceux des autres pays. Elle a de brillants scientifiques qui entreprennent des recherches en sciences fondamentales dans des laboratoires de pointe dans des secteurs qui pourraient leur valoir le prix Nobel qu'ils convoitent. Des chercheurs de partout dans le monde devraient participer aux travaux menés dans ces installations.

L'Australie a approfondi et élargi ses relations d'innovation avec la Chine au cours de la période qui a mené à la conclusion de son accord de libre-échange avec elle et depuis. Il a été prouvé, cependant, qu'une partie du financement de la R-D du gouvernement de l'Australie a servi à de la recherche associée à l'Armée populaire de libération (APL). Comme la nouvelle politique de la RPC rend obligatoire l'intégration des travaux de R-D civils et militaires, il s'agit d'une dynamique qui risque de s'installer dans d'autres pays au cours des prochaines années à mesure que leurs chercheurs multiplieront les collaborations avec ceux de la Chine. L'Australie a également constaté que, la plupart du temps, les projets conjoints de R-D ne sont pas

commercialisés chez elle, les chercheurs australiens d'origine chinoise préférant retourner en RPC et commercialiser leurs innovations là-bas.

(...) la nouvelle politique de la RPC rend obligatoire l'intégration des travaux de R-D civils et militaires (...)

Sérieux défis stratégiques pour les entreprises étrangères

Quels résultats les entreprises étrangères obtiennent-elles dans ce nouveau marché chinois dynamique? Une des plus importantes politiques ayant une incidence sur les entreprises occidentales est celle visant à stimuler l'innovation indigène, dont l'objectif est de réduire de 30 % la technologie étrangère sur le marché chinois d'ici 2025. Cette stratégie à trois volets prévoit le développement de l'innovation indigène chinoise, l'intégration de la technologie des entreprises étrangères dans des sociétés chinoises au moyen de coentreprises, de fusions et d'acquisitions, ainsi que la « ré-innovation », c'est-à-dire la modification de la technologie occidentale pour la rendre chinoise.

Les entreprises étrangères voient les compagnies chinoises faire de plus en plus d'efforts pour acquérir leur technologie, de façons qui pourraient menacer leur viabilité même à plus long terme. Des compagnies comme Hewlett-Packard, Cisco et Microsoft, qui ont par le passé connu un grand succès en Chine grâce à des entreprises 100 % sous contrôle étranger, ont été obligées de vendre une participation majoritaire de leurs affaires en Chine à un partenaire chinois ou de sortir complètement du pays. Il y a eu des cas de transfert forcé de technologies à une entreprise chinoise ainsi que de « ré-innovation » de technologies occidentales pour le marché chinois et même certains cas de vente dans des marchés étrangers : CRRC, le partenaire chinois de Siemens et de Bombardier, vend maintenant leurs modèles de rails en Europe et en Amérique du Nord. De plus, des investissements massifs peuvent fausser des secteurs technologiques, par exemple les 150 milliards de dollars américains

que la Chine a annoncé qu'elle investirait entre 2016 et 2025 dans le secteur des semiconducteurs afin de ramener sous la barre des 30 % la part étrangère du marché chinois qui est actuellement de 91 %.

Les entreprises étrangères voient les compagnies chinoises faire de plus en plus d'efforts pour acquérir leur technologie, de façons qui pourraient menacer leur viabilité même à plus long terme.

Les coentreprises représentent un cas intéressant. Tout en continuant de parler d'ententes commerciales gagnant-gagnant, Beijing a adopté depuis 2016 un modèle dans lequel les entreprises chinoises qui concluent des partenariats avec des entreprises étrangères doivent être propriétaires à plus de 50 % de la coentreprise. La participation chinoise peut souvent atteindre les 70, 80 ou 90 %. Il existe encore de vieilles coentreprises appartenant à parts égales à des compagnies occidentales qui sont en Chine depuis des années ou qui sont actives dans un secteur technologique dont la Chine a clairement besoin. Les nouvelles coentreprises, cependant, appartiennent majoritairement à des intérêts chinois et sont souvent assujetties à d'autres conditions : la fabrication doit être faite en RPC; la marque doit être chinoise; la coentreprise chinoise peut vendre à des tiers pays; le produit vendu comporte des pièces de moindre qualité (ce qui peut entacher la réputation de qualité du partenaire étranger); les droits de propriété intellectuelle de base de la compagnie occidentale doivent être partagés, mais pas ceux du partenaire chinois.

Que deviendront ces ententes à moyen ou long terme? Il y a eu des cas dans lesquels le partenaire chinois a exercé des pressions pour détenir une participation toujours plus grande de la coentreprise, jusqu'à ce que la compagnie étrangère n'ait plus de fonds propres ou presque dans l'entente, mais où la coentreprise chinoise continue d'utiliser ses technologies et d'empocher les profits. Ce problème est particulièrement grave dans le cas des entreprises technologiques en raison de la politique de l'innovation indigène, mais une dynamique semblable a été constatée dans d'autres secteurs, dans lesquels la compagnie étrangère ne possède plus qu'une fraction de ce qui a déjà

été une entreprise contrôlée à 100 % par des intérêts étrangers en Chine. Par exemple, la chaîne de restauration rapide McDonald's ne possède plus que 20 % de son entreprise en Chine continentale, à Hong Kong et à Macao.

Dans certains cas, la compagnie étrangère a négocié des arrangements spéciaux. Il peut s'agir de la fabrication en Occident d'une composante clé qui est ensuite expédiée en Chine pour être insérée dans le produit technologique fabriqué là-bas, ou d'un « super droit de vote de l'actionnaire minoritaire » au conseil de la coentreprise afin qu'il puisse davantage avoir son mot à dire dans les décisions importantes, si on parvient à s'entendre sur ce qui est *important*. Les entreprises, particulièrement les petites et moyennes, ont besoin de conseils pour comprendre comment elles peuvent avoir accès aux promesses du marché chinois sans être victimes de négociations agressives. Elles doivent avoir une vue d'ensemble de ce à quoi elles peuvent s'attendre et de la meilleure façon de réussir à court terme et de se protéger pour être présentes à plus long terme en Chine.

Les entreprises (...) ont besoin de conseils pour comprendre comment elles peuvent avoir accès aux promesses du marché chinois sans être victimes de négociations agressives.

Les entreprises technologiques américaines plus particulièrement n'ont pas hésité à dénoncer les pressions exercées sur elles dans le marché chinois. L'enquête de la Section 301 du représentant au Commerce des États-Unis visant à déterminer si les politiques et les pratiques de la Chine en matière de transferts de technologies et d'innovation sont déraisonnables et discriminatoires et si elles écrasent ou restreignent le commerce américain constitue un pas important. Reste à voir quelles mesures seront prises à la lumière de ses conclusions.

Les gouvernements étrangers doivent décider s'ils interviennent ou non, et dans l'affirmative quand, face aux investissements chinois dans des entreprises technologiques étrangères, qui apportent des

capitaux très nécessaires, mais peuvent avoir des répercussions sur les emplois et sur la sécurité nationale à plus long terme. La vente de Kuka Robotics à des intérêts chinois pour la somme de 3,7 milliards de dollars américains a été un avertissement pour l'Allemagne et l'Europe en général, surtout parce qu'elle a donné accès aux données de tous les clients de Kuka partout dans le monde. Des craintes ont aussi été exprimées en Europe au sujet de l'acquisition par des intérêts chinois de la Suédoise Silex Microsystems, fabricante de puces électroniques, et de l'Allemande Aixtron Semiconductors. De leur côté, les États-Unis ont bloqué la vente de Lattice Semiconductors à des intérêts chinois.

Certains ont demandé que le principe de réciprocité serve de guide de l'investissement dans le secteur technologique, compte tenu surtout de la liste négative de la Chine, publiée par la CNDR et le ministère du Commerce. Cette liste donne le détail des « industries dans lesquelles l'investissement étranger est restreint », notamment l'exploration et l'exploitation pétrolière et gazière, les télécommunications, l'automobile, la construction navale et les assurances. Les investissements étrangers dans certains de ces secteurs ne sont permis que si la compagnie non chinoise est une coentreprise contractuelle et que le partenaire chinois est majoritaire. Une liste distincte porte sur les secteurs dans lesquels l'investissement étranger est carrément interdit, comme l'amélioration génétique des cultures, le développement de cellules souches, le diagnostic génétique, la prospection et l'exploitation de nombreux minéraux, la production de combustibles nucléaires, la fabrication d'armes, l'arpentage sous toutes ses formes, tous les aspects de la publication de livres, de la production audio, vidéo, radio et télévisée, de la production de satellites, de la réalisation de films, de la publication en ligne et des nouvelles sur Internet ainsi que les « instituts de recherche en sciences humaines et sociales ». Il y a au total 63 secteurs restreints ou interdits.

Malgré les préoccupations susmentionnées, de multiples mécanismes permettent aux chercheurs et aux entreprises de collaborer en toute sécurité avec la Chine dans les secteurs des sciences, de la technologie et de l'innovation. L'établissement de relations de confiance à long terme, des paramètres de collaboration clairs, la participation

d'employés sinophones dignes de confiance ainsi que des conseils juridiques et stratégiques d'experts sont autant d'éléments essentiels. Les gouvernements peuvent soutenir le tout en élaborant des règles claires de participation aux négociations commerciales et aux ententes bilatérales et multilatérales.

LA RIVALITÉ STRATÉGIQUE AMÈNE
BEIJING À CRÉER SA PROPRE
ARCHITECTURE FINANCIÈRE MONDIALE

La Chine a créé le Cross-Border Interbank Payment System (CIPS) pour faciliter l'utilisation du renminbi dans les opérations commerciales sur la scène internationale. Ce faisant, elle rationalise ses propres relations financières et commerciales, réduit les transferts illicites et assure une certaine protection contre les sanctions. Le nombre d'adhérents et de sous adhérents au CIPS a augmenté considérablement en peu de temps. La Chine espère qu'avec le développement du système et l'augmentation du volume des opérations en renminbi, la domination mondiale du dollar américain diminuera.

Émergence d'un pilier financier

Le 8 octobre 2015, la Chine a lancé un nouveau système de paiement international - le Cross-Border Interbank Payment System (CIPS) - dans lequel les opérations sont effectuées dans la devise chinoise, le renminbi (RMB). Beijing a également annoncé la création de la China International Payment Service Corporation (CIPS Corp.) Limited chargée d'exploiter le CIPS. La CIPS Corp. relève de la banque centrale.

Ce nouveau système de paiement et l'infrastructure électronique financière connexe offrent aux banques des services de compensation et de règlement des dépenses en capital pour les opérations transfrontalières et extraterritoriales libellées en RMB. La plupart des observateurs le considèrent comme une étape importante dans le projet de la Chine de faciliter et d'encourager l'utilisation de sa devise à l'échelle internationale. Le jour du lancement du CIPS, la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) à Singapour a effectué une première opération de règlement d'une valeur de 35 millions de RMB (7,8 millions de dollars américains) entre la Raffemet Pte Ltd de Singapour et la Baosteel Resources à Shanghai. Le même jour, la

Banque de Chine (BoC) à Sydney a réalisé une première opération en RMB au moyen du CIPS - un transfert de 37 millions de RMB à la Chine pour le compte d'une entreprise australienne -, et la Standard Chartered a pris en charge une première opération en RMB, facilitée par le CIPS, de la Chine vers le Luxembourg pour le compte d'IKEA. La Standard Chartered (Hong Kong) a qualifié le CIPS d'élément susceptible de « changer la donne » et a laissé entendre que sa puissance « ne doit pas être sous-estimée ».

Selon le vice-gouverneur de la Banque populaire de Chine, Fan Yifei, le CIPS constitue un « jalon important » dans l'internationalisation du RMB. D'après lui, le CIPS « stimulera l'utilisation mondiale du RMB en réduisant les coûts et les délais de traitement » et joue un rôle important dans la « consolidation de l'économie réelle de la Chine » en plus d'« encourager les entreprises chinoises à “se tourner vers l'étranger” ». Dans une déclaration écrite, la banque centrale a affirmé que le CIPS est un « jalon » dans le développement de l'infrastructure du marché financier de la Chine et marque un « progrès important » dans l'établissement d'un système de paiement moderne qui appuie « les paiements tant nationaux que transfrontaliers » en RMB.

Les raisons qui le sous-tendent

Pourquoi le CIPS a-t-il été créé? La banque centrale de la Chine fait remarquer que, depuis 2009, Beijing a adopté des politiques et des programmes pour faciliter l'utilisation transfrontalière du RMB dans le commerce et l'investissement et favoriser l'« acceptation internationale du RMB ». Avant le CIPS, la majorité des compensations transfrontalières en RMB étaient effectuées par l'entremise des banques de compensation extraterritoriales en RMB que la banque centrale de Chine avait désignées pour servir Hong Kong, Singapour, Londres et, depuis mars 2015, Toronto et Vancouver (par l'entremise d'ICBC Canada à Toronto). Il était également possible de passer par une banque mandataire en RMB à l'intérieur de la Chine continentale, mais cette voie était utilisée moins fréquemment. Les banques de compensation extraterritoriales demeurent essentielles parce que le système de règlement et de compensation interbancaire national de

la Chine, le China National Advanced Payment Systems, n'est pas lié *directement* aux réseaux de paiement internationaux de soutien.

Le système de compensation double en place depuis juillet 2009 facilitait l'utilisation du RMB à l'échelle internationale, mais les ententes de compensation étaient limitées avant le CIPS. Selon le *Financial Times*, il était lent et coûteux d'effectuer des paiements en RMB à destination et en provenance de la Chine, et le système national de paiements de la Chine ne prenait en charge que les caractères chinois, ce qui le rendait incompatible avec le système de messagerie de la SWIFT utilisé par les banques pour échanger les détails des paiements. Des analystes bancaires ont attiré l'attention sur le fait que des malentendus se produisaient de temps en temps dans les systèmes de compensation qui ont précédé le CIPS, en raison du codage différent et de l'utilisation de langues différentes.

D'après les observateurs, le CIPS a réalisé une percée et amélioré l'efficacité en offrant une plateforme unique. Reuters laisse entendre que le lancement du CIPS « éliminerait un des plus gros obstacles à l'internationalisation du yuan et devrait augmenter considérablement l'utilisation de la devise chinoise à l'échelle mondiale en réduisant les frais de transaction et les délais de traitement. » Avec le lancement du CIPS, une « autoroute mondiale de paiements pour le yuan remplacera l'ensemble disparate des réseaux existants » qui a fait du traitement des paiements en RMB un processus lourd. La mosaïque de réseaux et de banques de compensation existants suscite aussi des craintes de pratiques frauduleuses : les organismes de réglementation chinois ont déjà surpris des succursales de banques chinoises (des banques de compensation en RMB) à utiliser leurs mécanismes internes pour recycler des RMB extraterritoriaux en Chine à des fins illicites.

La Banque populaire de Chine a reconnu implicitement les lacunes des doubles ententes existantes : « Comme le RMB est en voie de devenir la deuxième devise de paiement transfrontalier en importance en Chine et la quatrième devise de paiement la plus utilisée à l'échelle mondiale, il est absolument nécessaire de créer une infrastructure [améliorée] pour en favoriser l'utilisation. » Le CIPS est conçu pour

permettre aux entreprises à l'extérieur de la République populaire de Chine (RPC) de compenser des opérations en RMB directement avec leurs équivalentes chinoises et, de ce fait, réduire le nombre d'étapes nécessaires dans un paiement. Le responsable des finances d'une grande multinationale européenne établie à Hong Kong a affirmé que la compensation directe au moyen du CIPS constitue un fait nouveau d'importance pour les petites et moyennes entreprises actives en Chine, parce que leurs banques respectives ont maintenant accès à un réseau élargi pour les paiements de compensation en RMB, ce qui réduit les coûts. En outre, le CIPS supprimerait les pratiques inefficaces des grandes multinationales sur le plan opérationnel parce qu'elles n'auraient plus à s'assurer que les opérations en RMB ne sont traitées qu'à certaines heures de la journée.

Raison d'État et stratégie

Si les points abordés ci-dessus donnent à penser que la mise sur pied du CIPS a été motivée principalement par des considérations techniques, il convient de rappeler que le système a aussi été créé en fonction d'objectifs de politiques stratégiques et résulte de la rivalité stratégique avec les États-Unis. La banque centrale souligne que le Comité central du Parti communiste chinois et le Conseil des affaires d'État de la Chine accordent « énormément d'importance au projet ». Dans le *Rapport d'activité du gouvernement* qu'il a soumis à la session de l'Assemblée populaire nationale et à la Conférence consultative politique du peuple chinois en mars 2015, le premier ministre, Li Keqiang, a affirmé qu'« afin de promouvoir la libre convertibilité du yuan pour les opérations en capital et d'élargir son utilisation au niveau international, nous accélérerons la mise en place d'un système de paiement transfrontalier en yuan; nous perfectionnerons le système de services de règlement en yuan à l'échelle mondiale... » La Banque populaire de Chine a donné aux instructions du premier ministre l'interprétation suivante : « nous devons accélérer la mise en place du CIPS et améliorer le système de compensation mondial en RMB », afin de réussir à favoriser une utilisation accrue du RMB à l'échelle internationale.

La création du CIPS montre bien que les hauts dirigeants du Parti en Chine ont changé d'avis et décidé de soutenir la **diversification des devises et des réserves** à l'échelle internationale et d'encourager l'utilisation de la monnaie chinoise partout dans le monde. Ils appuient également la prise de mesures graduelles pour ouvrir davantage le compte de capital, renforcer le rôle du marché dans le secteur financier de la Chine et laisser les forces du marché intervenir davantage dans la détermination du taux de change. Depuis le début des années 2000, la RPC demande instamment à la communauté internationale de diversifier les possibilités de monnaies internationales et de monnaies de réserve, ce qu'elle fait depuis 2009. Ses gestes les plus directs à cet égard ont été de promouvoir l'utilisation internationale du RMB. Lorsqu'il sera totalement opérationnel, le CIPS facilitera les opérations de commerce et d'investissement libellées en RMB en tout temps et les échanges en RMB 24 heures sur 24. L'actuel système de compensation double ne permet pas de telles opérations en permanence.

(...) le système a (...) été créé en fonction d'objectifs de politiques stratégiques et résulte de la rivalité stratégique avec les États-Unis.

En facilitant et en soutenant le recours accru au RMB, Beijing affaiblit aussi la suprématie du dollar américain, cherchant à provoquer une **dédollarisation** de fait. En 2014 et en 2015, la RPC a réussi à convaincre les membres du Fonds monétaire international (FMI) d'ajouter le RMB au panier de monnaies qui constitue l'outil de gestion de la réserve du FMI, les droits de tirage spécial. En octobre 2016, le RMB s'y est donc retrouvé aux côtés du dollar américain, de l'euro, du yen japonais et de la livre britannique. Le CIPS est le fruit des efforts que consacre Beijing à créer de nouvelles technologies et de nouveaux systèmes qui facilitent une utilisation accrue du RMB dans le monde ainsi que l'essor et l'acceptation du RMB au moyen d'un système de paiement international amélioré.

Le CIPS fournit la plateforme de paiement électronique de l'autre grande politique stratégique de la RPC, le **programme « Une ceinture,**

une route », qui a été annoncé par Xi Jinping en 2013 et inscrit dans la constitution du Parti communiste chinois en novembre 2017. Selon les dirigeants du Parti, ce programme soutient la croissance inclusive dans les pays situés le long des nouvelles routes de la soie et l'augmentation du commerce international à l'intérieur de la région. Ils le voient aussi comme une occasion en or d'encourager l'utilisation internationale du RMB dans la majeure partie de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe. Le CIPS est donc considéré comme un outil qui fera baisser les coûts de transaction, accroîtra la compétitivité globale, atténuera les risques financiers et accélérera l'intégration commerciale, la coopération économique et l'intégration des monnaies dans toute la région visée par le programme « Une ceinture, une route ».

Beijing est aussi préoccupé par la vague croissante de **sanctions financières imposées par les États-Unis sur la scène internationale**. La RPC en a observé les répercussions sur la Russie, l'Iran, la Corée du Nord, le Soudan et d'autres États. Elle n'a pas oublié non plus les embargos commerciaux et les sanctions financières que les États-Unis lui ont imposés pendant la guerre froide. Elle sait très bien que des gouvernements exercent des pressions sur la SWIFT afin qu'elle coopère dans l'application des sanctions et font appel à elle pour empêcher des États de faire des paiements. La Chine est consciente que Moscou, Téhéran et d'autres gouvernements souhaitent ardemment créer ou renforcer d'autres systèmes de paiement internationaux qui pourraient atténuer la menace que représentent les sanctions américaines.

La Chine est consciente que Moscou, Téhéran et d'autres gouvernements souhaitent ardemment créer ou renforcer d'autres systèmes de paiement internationaux qui pourraient atténuer la menace que représentent les sanctions américaines.

Un CIPS totalement opérationnel, qui réduit la dépendance de la RPC à l'égard de la SWIFT, offre plusieurs autres avantages. Beijing n'ignore pas que la SWIFT est largement sous la coupe des banques américaines et européennes, dont les systèmes et les réseaux sont réglés pour

traiter les dollars américains (la SWIFT a la réputation de jouer un rôle important dans le maintien de la domination mondiale du dollar). Il est aussi préoccupé par la possibilité que les services de sécurité et de renseignement des États-Unis aient accès au système lorsqu'ils cherchent à retracer des paiements internationaux.

Élargissement du réseau de participants

Le réseau des banques qui utilisent le CIPS s'est développé de façon spectaculaire depuis le lancement du système en octobre 2015. Le nombre des membres adhérents est passé de 19 en octobre 2015 à 31 en février 2018, et celui des sous-adhérents a grimpé de 198 à 681.

Le premier groupe d'adhérents au CIPS comprenait onze banques de la RPC (ICBC, Banque agricole de Chine, Banque de Chine, Banque de construction de Chine, Bank of Communication, China Merchants Bank, Pudong Development Bank, China Minsheng Bank, Industrial Bank, Pingan Bank, Huaxia Bank) et huit banques étrangères (HSBC China, Citibank China, Standard Chartered Bank China, DBS China, Deutsche Bank China, BNP Paribas China, ANZ Bank China, Bank of East Asia). Le premier groupe de sous-adhérents au CIPS comptait 38 banques nationales chinoises et 130 banques étrangères situées en Asie, en Europe, en Océanie et en Afrique.

Les liens vers l'Amérique du Nord ont été étoffés. Alors que seulement sept banques nord-américaines étaient inscrites comme sous-adhérents en 2015, 25 avaient signé à ce titre au début de 2018, dont sept au Canada : ICBC (Canada), BMO, CIBC, Banque nationale du Canada, HSBC (Canada), Banque de Chine (Canada) et CCB (Toronto).

Plusieurs facteurs expliquent l'augmentation spectaculaire du nombre des adhérents et des sous-adhérents au CIPS en 2016 et 2017. Le plus important semble être le protocole d'entente signé par la CIPS Corp. et la SWIFT en mars 2016. Ce protocole d'entente établissait un plan de coopération stratégique entre les deux organismes prévoyant la connexion du CIPS à la communauté des utilisateurs mondiaux de la SWIFT. Résultat, le nombre des adhérents et des sous-adhérents au CIPS a augmenté à mesure que les banques affiliées à la SWIFT

entraient dans le réseau. La SWIFT est une coopérative qui réunit plus de 11 000 institutions financières actives dans plus de 200 pays. Elle soutient déjà plus de 150 systèmes de paiement et de règlement à l'échelle mondiale. Jusqu'ici, plus de 1 700 institutions financières ont réalisé des opérations en RMB en utilisant son réseau. La CIPS Corp. porte un intérêt particulier au réseau de la SWIFT, à son expérience et à son savoir-faire en matière d'établissement de voies sécurisées, efficaces et fiables pour connecter les systèmes de paiement à la communauté des utilisateurs mondiaux.

La SWIFT est active en Chine depuis plus de 30 ans, et près de 400 sociétés et institutions financières chinoises y sont déjà connectées. Elle avait donc tout intérêt à signer un protocole d'entente avec la CIPS, sachant que les autorités chinoises songeaient à la remplacer par un réseau indigène conçu pour l'égaliser, sinon la dépasser, afin de promouvoir l'utilisation internationale du RMB au nom de la sécurité de la Chine. La SWIFT était très préoccupée par les intentions de la Chine à moyen et à long terme : elle craignait que la RPC ne cherche à l'abandonner, à la supplanter ou à la remplacer en plus d'augmenter l'utilisation internationale du RMB et de réduire la dépendance systémique à l'égard du dollar américain. Elle était donc impatiente et soulagée de signer le protocole d'entente avec CIPS Corp.

Pour le moment, la CIPS Corp. semble essayer de procéder en douceur en se positionnant comme l'intermédiaire entre la SWIFT et le China National Advanced Payments System. Le CIPS est modelé sur le Clearing House Interbank Payment System, réseau de paiements en dollars américains qui traite des opérations pour une valeur d'environ 1,5 billion de dollars américains chaque jour. D'après le *Financial Times*, le CIPS commencera par utiliser la SWIFT pour transmettre des messages interbancaires, mais il finira par être en mesure de fonctionner indépendamment. Le nouveau système CIPS permettra aussi à terme aux banques extraterritoriales de traiter des paiements en RMB entre comptes étrangers, en plus de ceux à destination et en provenance de la Chine, mais le déploiement ne fait que commencer pour les banques qui se trouvent sur son territoire. Un journaliste principal du *Financial Times* a cité une « personne au courant des

projets de la Banque populaire de Chine pour le CIPS » qui aurait dit : « Le CIPS commencera peu à peu à utiliser sa propre ligne [de communication] spécialisée. À ce moment-là, il pourrait totalement remplacer la SWIFT⁷⁴. »

À la cérémonie de signature du protocole d'entente entre la CIPS Corp. et la SWIFT, le directeur exécutif de CIPS Corp., Li Wei, a déclaré : « La China International Payment Service Corporation se réjouit à la perspective de profiter de la plateforme et des services de la SWIFT pour fournir un mécanisme efficace et pratique à la communauté financière mondiale. » Li a fait observer que la CIPS travaillait avec la SWIFT pour rendre les normes de messagerie MT, largement utilisées pour les opérations bancaires transfrontalières, compatibles avec les normes ISO20022, utilisées par le CIPS, au moyen d'un plan de conversion, puis a ajouté : « Nous [la CIPS Corp. et la "Chine"] visons à fournir une plateforme inclusive pour saisir les mouvements transfrontaliers de RMB de tous les types de participants, ce qui augmentera considérablement la portée internationale du RMB. »

INNOVATIONS MILITAIRES DE L'ARMÉE
CHINOISE DANS LE SECTEUR DES
NOUVELLES TECHNOLOGIES

La Chine est résolue à développer une nouvelle génération de technologies militaires qui surpassera celles des États-Unis et changera la nature de la guerre en sa faveur. Bien que sa stratégie d'innovation comprenne l'absorption de technologies occidentales, Beijing insiste aussi sur l'innovation et sur des progrès perturbateurs dans les secteurs de l'intelligence artificielle, des systèmes d'armes téléguidés et des armes à énergie dirigée. Le leadership dans le secteur des technologies quantiques donnera à la Chine un avantage dans les opérations de renseignement offensives et dans le chiffrement. Des systèmes d'armes perfectionnés augmenteront ses possibilités sur le plan géopolitique et sur celui du combat.

La Chine pourrait être sur le point de prendre l'initiative de l'innovation technologique dans le domaine militaire. Beijing applique une stratégie de développement axée sur l'innovation pour transformer son économie et moderniser son armée⁷⁵. Au cours du 19^e Congrès du Parti tenu en octobre 2017, Xi Jinping a mentionné que le pays ambitionne de devenir une « superpuissance scientifique et technologique » (科技强国)⁷⁶. Dans de récentes remarques, il a préconisé des découvertes capitales en intelligence artificielle (IA) et souligné les progrès révolutionnaires et rapides réalisés dans les domaines de l'IA et des sciences quantiques⁷⁷. Il est clair que la République populaire de Chine (RPC) considère ces technologies stratégiques comme une partie intégrante de la compétitivité économique et des capacités militaires futures du pays. Beijing cherche activement à stimuler l'innovation dans le domaine militaire, résolu à tirer parti des nouvelles technologies pour renforcer la capacité de combat future du pays⁷⁸. L'Armée populaire de libération (APL) a donné la priorité aux systèmes téléguidés, aux armes à énergie dirigée, à l'IA et aux technologies quantiques. Elle prévoit en outre tirer parti

d'une série de projets scientifiques et technologiques ainsi que d'une stratégie nationale d'intégration militaro-civile (军民融合)⁷⁹.

Beijing cherche activement à stimuler l'innovation dans le domaine militaire, résolu à tirer parti des nouvelles technologies pour renforcer la capacité de combat future du pays.

La stratégie adoptée par la RPC en matière d'innovation dans le secteur des nouvelles technologies et les progrès initiaux qu'elle a réalisés remettent en question notre compréhension des sciences et des technologies de défense chinoises. La campagne d'espionnage industriel « délibérée et parrainée par l'État » de Beijing, qui a eu recours à des moyens licites et illicites pour acquérir des technologies étrangères, a joué un rôle important dans la récente modernisation militaire du pays⁸⁰. L'innovation de la RPC dans ce domaine continue de dépendre fortement de l'« absorption » de technologies étrangères⁸¹. En effet, Tai Ming Cheung a soutenu que « les transferts de connaissances et de technologies extérieures et la capacité croissante de l'industrie de la défense d'absorber ces intrants et de les convertir en extrants localisés sont les éléments qui ont eu le plus d'incidence » sur la récente relance de l'industrie de la défense chinoise⁸². Il serait réducteur de qualifier la Chine de simple copieuse, mais il est clair que la façon dont elle conçoit l'« innovation indigène » a souvent été un oxymoron, étant donné sa stratégie axée sur « l'introduction, la digestion, l'assimilation et la ré-innovation » (IDAR)⁸³. Toutefois, ce paradigme n'explique pas toutes les innovations militaires qui voient le jour à l'heure actuelle en RPC, certaines nouvelles technologies donnant à penser que l'innovation de l'armée chinoise a atteint une phase critique.

La priorité accordée à l'innovation militaire est de plus en plus évidente dans les stratégies et les communiqués officiels. Lors d'une séance d'étude du Bureau politique en août 2014, l'accent a été mis sur l'émergence d'une « nouvelle révolution militaire » catalysée par les progrès rapides dans le secteur des sciences et de la technologie, notamment dans l'IA⁸⁴. À ce moment-là, Xi Jinping a exhorté la Chine

à « stimuler vigoureusement l'innovation militaire » par l'innovation technologique et l'« innovation incessante » en matière de théorie militaire⁸⁵. De même, il était indiqué dans le livre blanc officiel de la défense nationale, *Stratégie militaire de la Chine*, publié au milieu de 2015, que la révolution militaire mondiale « est en train de franchir un nouveau cap » étant donné la sophistication croissante des armements et du matériel précis, à longue portée, intelligents, furtifs et téléguidés⁸⁶. Dans ses remarques subséquentes, Xi Jinping a toujours réitéré l'importance d'une stratégie « axée sur l'innovation » (创新驱动) pour les développements civils et militaires⁸⁷, appelant la Chine à prendre les rênes (制高点) de la future concurrence militaire⁸⁸.

L'importance que Beijing accorde à l'innovation militaire a été accrue et influencée par le lancement de la Troisième stratégie de compensation (第三次“抵消战略”) des États-Unis et les initiatives successives d'innovation dans le domaine de la défense. Des stratégies et des spécialistes bien connus de l'APL ont suivi de près l'évolution de la Troisième stratégie depuis sa mise en place. Pour les analystes de la défense de l'APL, cette initiative vise directement la Chine et représente une menace éventuelle pour elle. Ils condamnent cet effort déstabilisant qui exacerbe les tensions. Selon un spécialiste du Département des études militaires étrangères de l'Académie des sciences militaires de l'APL, l'objectif de la Troisième stratégie est fondamentalement de perfectionner des systèmes d'armes et des technologies perturbatrices qui visent principalement la Russie et la Chine⁸⁹. Il considère que cette tentative des Américains pour « continuellement renforcer leurs capacités d'intervention et de combat » contre un « ennemi imaginaire » est susceptible d'« augmenter le risque d'une crise militaire⁹⁰ ». De même, plusieurs analystes de la défense chinois s'attendent à ce que cette recherche « hégémonique » de technologies perturbatrices « entraîne une nouvelle détérioration du contexte de sécurité mondial⁹¹. » Xiao Tianliang (肖天亮), qui était alors vice-commandant de l'Université de la défense nationale de l'APL, est d'avis que cette nouvelle stratégie de compensation des États-Unis témoigne d'un « afflux de technologies » destiné à maintenir une supériorité stratégique et s'attend à ce que « le premier qui parviendra à réaliser une percée dans le secteur des technologies perturbatrices et à en

posséder [...] aura l'avantage stratégique décisif en matière de développement militaire⁹². » Un chercheur de la nouvelle Force de soutien stratégique de l'APL a souligné que, comme les nouvelles technologies catalysent des changements rapides, « quiconque s'emparera de la tête [...] orientera la transformation de la guerre du futur⁹³. » L'élément déterminant pour remporter une victoire militaire pourrait passer de la supériorité sur le plan de l'information à la supériorité sur le plan de l'intelligence (智能优势), et du domaine de l'information au domaine cognitif⁹⁴.

Au-delà de l'aspect technologique de l'innovation militaire, l'APL passe des hypothèses aux expériences et même, dans certains cas, à la mise en œuvre initiale au moment où elle tente d'accélérer l'innovation militaire⁹⁵. Elle a entrepris d'étudier et d'évaluer les répercussions éventuelles des nouvelles technologies sur la rivalité militaire du futur. Tout en suivant de près les programmes d'innovation militaire des États-Unis et en cherchant à apprendre d'eux, les chercheurs chinois de la défense commencent à formuler leurs propres théories sur les changements éventuels dans la nature des conflits qui pourraient résulter de l'introduction de l'IA et des technologies quantiques sur les champs de bataille de demain. Les stratèges chinois estiment que ces nouvelles technologies transforment la nature des conflits et jouent un rôle de catalyseur, accélérant la course à l'innovation dans le domaine de la défense. Il convient de signaler que des documents faisant autorité, comme l'édition de 2013 de *La Science de la stratégie militaire* publiée par l'Académie des sciences militaires de l'APL, faisaient allusion aux « premiers signes » de la guerre du futur « sans pilote, intangible et silencieuse » (“无人、无形、无声”战争) et à l'évolution vers l'*intelligentisation*⁹⁶. Plus particulièrement, les auteurs ont constaté que les technologies intelligentes, téléguidées, furtives et autres technologies « nouveau concept » (新概念) tendaient toutes à l'intégration, au moment où elles sont en voie de jouer un rôle important sur les champs de bataille de demain. À leur avis, ces tendances nécessitent l'apport de « changements révolutionnaires » aux théories opérationnelles, aux formules opérationnelles et aux formes de guerre du futur, de même qu'à la composition des forces armées⁹⁷. Selon un autre document de l'Académie des sciences militaires, le degré d'« intelligentisation »

des méthodes des opérations d'information devrait « augmenter sans cesse »⁹⁸. Dans l'ensemble, l'APL s'attend à ce que la guerre informatisée (信息化) d'aujourd'hui se transforme en une guerre « intelligentisée » (智能化), dans laquelle l'IA et d'autres nouvelles technologies seront essentielles à la puissance militaire.

(...) les chercheurs chinois de la défense commencent à formuler leurs propres théories sur les changements éventuels dans la nature des conflits qui pourraient résulter de l'introduction de l'IA et des technologies quantiques sur les champs de bataille de demain.

Priorités de l'innovation militaire chinoise

Le présent article donne un aperçu des percées novatrices dignes de mention de la Chine dans plusieurs domaines, dont les systèmes téléguidés, les armes à énergie dirigée, l'intelligence artificielle et les technologies quantiques.

Systemes téléguidés

L'APL déploie beaucoup d'énergie pour accomplir des progrès en robotique militaire et en systèmes téléguidés. Jusqu'ici, elle a mis en service une série de véhicules aériens sans pilote (drones), tout en développant et, dans une certaine mesure, en mettant en service des véhicules sous-marins sans équipage, des véhicules terrestres sans pilote et des véhicules de surface sans équipage⁹⁹. Ainsi, pour les opérations de reconnaissance intégrée et les frappes de précision, sa Force aérienne emploie le GJ-1 (*Gongji-1*, 攻击-1), un drone moyenne altitude, longue endurance (MALE) à peu près comparable au Predator américain, et elle pourrait bientôt mettre en service le GJ-2, son successeur qui est plus près du Reaper sur le plan des capacités. Pour sa part, la Marine de l'APL utilise le BZK-005, principalement pour la surveillance, ainsi que des systèmes plus tactiques comme l'ASN-209, pour les relais de communications et les contre-mesures électromagnétiques. De son côté, l'industrie chinoise de la défense

mène activement des travaux de recherche et de développement sur un éventail de systèmes téléguidés de pointe, dont certains possèdent des capacités de furtivité, de vol en groupe, de vol supersonique ou de vol hypersonique.

Les systèmes téléguidés pourraient être le « fer de lance » des efforts de l'APL pour affirmer et défendre les revendications territoriales de la Chine, en assurant une présence persistante dans les eaux ou les territoires contestés. Ainsi, l'utilisation de véhicules sous-marins et de surface sans équipage dans les mers de Chine orientale et méridionale pourrait donner plus de poids aux revendications territoriales de la Chine, tout en renforçant les capacités de guerre anti-sous-marine. Il est aussi probable que les sous-marins de la prochaine génération tireront parti des systèmes intelligents téléguidés, qui pourraient être de plus en plus présents dans le domaine maritime¹⁰⁰. Comme le secteur privé en Chine mène des travaux de recherche sur l'automobile autonome parallèlement aux activités de développement de véhicules terrestres intelligents sans pilote, les efforts considérables déployés par NORINCO et plusieurs concurrents (de type DARPA) pourraient en accélérer la mise au point^{101 et 102}. L'APL est en bonne voie de mettre en service des systèmes téléguidés de pointe dont les degrés d'autonomie iront croissant, tout en exportant ces systèmes partout dans le monde, assurant ainsi leur transfert à une série d'acteurs étatiques et non étatiques.

Armes à énergie dirigée

Les chercheurs de l'APL travaillent sans relâche sur une série d'armes à énergie dirigée, dont des lasers de forte puissance, des armes micro-ondes de forte puissance (AMFP) et des canons à rail. Leurs progrès dans les AMFP semblent fulgurants, par rapport au bilan résolument mitigé des États-Unis dans ce domaine. En janvier 2017, le sous-directeur du Northwest Institute of Nuclear Technology (西北核技术研究所), Huang Wenhua (黄文华), a reçu le premier Prix du progrès national des sciences et technologies pour ses recherches sur les armes à énergie dirigée¹⁰³. Dans son discours, il a indiqué que le système en question avait d'abord été testé avec succès en novembre 2010 dans le nord-ouest de la Chine, et que son équipe

aurait fait des « percées importantes » depuis¹⁰⁴. Cette AMFP pourrait être destinée dans un premier temps à servir de système antimissile (反导系统), notamment sur des navires¹⁰⁵. Cette capacité de neutralisation par déroutement, prometteuse et efficace, pourrait aussi avoir des applications à titre d'arme antisatellite ou être combinée à une ogive pour triompher des défenses aériennes de l'ennemi.

En février 2018, des images apparues sur Twitter semblaient montrer qu'un canon à rail avait été installé sur un navire de débarquement de type 072III (le Haiyang Shan n° 936) de la Marine de l'APL¹⁰⁶. Si tel est bien le cas, la Marine de l'APL a battu celle des États-Unis en déployant cette nouvelle capacité perturbatrice¹⁰⁷. La Chine et les États-Unis mènent des travaux de recherche et de développement sur les canons à rail depuis plusieurs années, parce qu'ils sont tous les deux conscients de leurs avantages éventuels, notamment leur portée, leur vitesse (qui pourrait être supérieure à Mach 7) et leur coût abordable. Ce récent succès apparent de la Chine repose sur les travaux de longue date de ses chercheurs, sous la direction du contre-amiral Ma Weiming. Des progrès semblables dans les technologies électromagnétiques lui permettent de construire le système de lancement électromagnétique de la Marine de l'APL pour de futurs porte-avions et des systèmes intégrés de propulsion électrique pour de futurs navires de guerre. Ces progrès ont probablement été rendus possibles non seulement par des recherches poussées de longue date, mais aussi par l'acquisition d'une entreprise britannique, Dynex Semiconductor, possédant une expertise et des moyens particuliers dans ces technologies¹⁰⁸, qui seront d'importants catalyseurs des capacités navales de la Chine à l'avenir.

*Ces progrès ont probablement été rendus possibles
(...) par l'acquisition d'une entreprise britannique,
(...) possédant une expertise et des moyens
particuliers dans ces technologies.*

Intelligence artificielle

L'APL cherche à exploiter la révolution de l'IA pour dépasser les États-Unis et, du même coup, à bénéficier d'un avantage militaire décisif face à ses rivaux régionaux. L'état-major interarmées de la Commission militaire centrale lui a ordonné de tirer parti du « potentiel extraordinaire » de l'IA dans la planification, l'aide à la décision et le commandement opérationnel¹⁰⁹. De plus, il s'est prononcé en faveur de l'application des mégadonnées, de l'infonuagique, de l'IA et d'autres technologies de pointe à la mise sur pied d'un système de commandement des opérations interarmées¹¹⁰. Selon le lieutenant-général Liu Guozhi (刘国治), directeur de la Commission des sciences et de la technologie de la Commission militaire centrale, l'IA accélérera le processus de transformation militaire en provoquant des changements fondamentaux dans la programmation des unités militaires, les systèmes opérationnels, les équipements combinés et les modèles de génération de la puissance de combat, entraînant en fin de compte une profonde révolution militaire¹¹¹. Il prévient qu'« il faut profiter des technologies perturbatrices pour changer les paradigmes (弯道超车), parce que ceux qui ne perturbent pas, seront perturbés^{112 et 113}! »

En s'appuyant sur son plan d'informatisation en cours, l'APL cherche à faire progresser l'« intelligentisation » (智能化) dans la prochaine étape de sa modernisation, son objectif étant d'utiliser l'IA comme multiplicateur de force pour ses futures capacités de combat. Les travaux de recherche et de développement de la Chine vont bon train dans une série d'applications militaires de l'IA, dont les systèmes sans pilote autonomes et intelligents; la fusion des données, le traitement des informations et l'analyse des renseignements facilités par l'IA; les jeux de guerre, les simulations et l'entraînement; la défense, l'attaque et le commandement dans la guerre de l'information; le soutien intelligent au processus décisionnel de commandement. L'industrie chinoise de la défense a réalisé des progrès considérables dans le domaine de l'intelligence en essaim, par exemple, et semble susceptible de continuer d'en faire. En juin 2017, la Société chinoise de technologie électronique en a fait la démonstration en mettant à l'essai 119 drones à voilure fixe, battant son record précédent de 67.

Dans une exposition, le Musée militaire de la Chine décrit un système de combat de drones en essaim (无人机蜂群作战系统), des essaims étant utilisés à des fins de reconnaissance, de brouillage et d'assaut (群打击) contre un porte-avions.

Technologies quantiques

Les progrès rapides de la Chine dans les technologies quantiques à double usage pourraient aussi avoir des répercussions militaires et stratégiques à long terme¹¹⁴. Jusqu'ici, il est clair que la Chine devient un chef de file dans la recherche et le développement en cryptographie quantique, tout en se dotant d'une infrastructure nationale de communications quantiques qui pourrait mieux protéger les communications militaires et gouvernementales sensibles contre les capacités de renseignement électromagnétique et de cyberespionnage d'adversaires éventuels¹¹⁵. Le principal physicien quantique du pays, Pan Jianwei (潘建伟), a affirmé que « la Chine est parfaitement capable d'utiliser pleinement les communications quantiques dans une guerre locale. Les travaux de développement de demain s'orienteront vers l'utilisation de satellites relais pour réaliser des communications quantiques et assurer un contrôle qui couvre toute l'armée¹¹⁶. » Le gouvernement chinois bâtit également un Laboratoire national d'informatique quantique (量子信息科学国家实验室) dans la province d'Anhui, qui deviendra le plus grand établissement de recherche quantique au monde^{117 et 118}. Ce nouveau laboratoire national cherchera à faire des percées en informatique quantique et mènerait des recherches « d'utilisation immédiate » pour les forces armées chinoises¹¹⁹.

Les équipes américaines sont toujours en tête en informatique quantique. La Chine y est venue quelque peu tardivement et a néanmoins rapidement commencé à faire des progrès dans cette course pour développer des capacités informatiques particulièrement puissantes susceptibles de casser la plupart des formes existantes de chiffrement. En mars 2017, une équipe de scientifiques chinois de l'Université des sciences et de la technologie de la Chine, du Laboratoire d'informatique quantique CAS-Alibaba, de l'Institut de physique de l'Académie des sciences de Chine et de l'Université de

Zhejiang a réussi à intriquer dix bits quantiques supraconducteurs, une étape importante vers l'informatique quantique du futur, battant ainsi le record de neuf établi par Google^{120 et 121}. L'industrie chinoise de la défense mène aussi divers projets de recherche et de développement en détection et en métrologie quantiques, notamment sur les radars quantiques, qui pourraient éventuellement miner les capacités de furtivité, et sur la navigation quantique, qui pourrait se substituer au GPS. Il reste à voir quelle sera la trajectoire de ces technologies, mais la possibilité qu'elles perturbent l'actuel rapport de force militaire, et même stratégique, doit être prise en considération.

L'avenir de l'innovation militaire chinoise

Beijing semble être conscient de l'occasion formidable que ces nouvelles technologies représentent. Certes, les États-Unis possèdent un avantage militaro-technique incontesté et sont effectivement aux avant-postes de la guerre axée sur l'information, mais les règles du jeu sont en train de devenir beaucoup plus équitables. La Chine mène d'ambitieux mégaprojets dans des domaines dans lesquels elle réalisera des investissements stratégiques à long terme. Les progrès qu'elle a accomplis dans les systèmes téléguidés, les armes à énergie dirigée, l'intelligence artificielle et les technologies quantiques montrent clairement qu'elle aspire à innover de façon vraiment originale (原始), voire « radicale » (源头), et qu'elle a fait les premiers pas en ce sens¹²². Si les dirigeants chinois s'aventurent aux confins de l'innovation militaire, c'est parce qu'ils y voient une chance de surpasser les États-Unis et d'occuper la première place dans le domaine des technologies « stratégiques de première ligne », tout en expérimentant de nouvelles façons de faire la guerre qui dépassent (弯道超车) et changent les paradigmes de la puissance militaire pour bénéficier d'un futur avantage stratégique¹²³.

NOTES

- 1 Nul n'ignore la fascination des élites chinoises envers Washington. Aussi, il n'y a rien d'étonnant à ce que Beijing adopte les stratégies qui ont hissé les États-Unis au rang de grande puissance. À cet égard, le fait que la Marine de l'APL s'intéresse vivement aux écrits d'Alfred Thayer Mahan, important stratège américain du XIX^e siècle, et cherche à devenir une puissance maritime montre à quel point la Chine tire toutes les leçons possibles de l'expérience américaine.
- 2 Le moment Minsky est une chute soudaine du prix des actifs après une longue période de croissance, attribuable à des dettes ou à des pressions liées aux devises.
- 3 Pour d'autres informations et analyses sur cette enquête, voir Liu Limin et Qin Guowei, « Anhui gan xun xueyuan wangluo yisixingtai jianshe diaocha baogao » [Rapport d'enquête sur le travail idéologique en ligne parmi les cadres qui participent aux programmes de formation à Anhui], *Revue du Collège d'administration du Shandong*, décembre 2017, n° 6, p. 120-124.
- 4 Ma Biao, « Zhengzhi chuanbo shiye xia nongmin dui zhuliu yisixingtai de renting » [Identité idéologique des paysans du point de vue des communications politique], *Revue du Collège professionnel du tourisme du Hebei*, juin 2017, vol. 22, n° 2, p. 80-82.
- 5 Cai Zhenchun, « Xin meiti shiyu xia daxuesheng sixiang xinnian jiaoyu chuanguan chutan » [Des projets éducatifs novateurs pour l'idéologie des étudiants universitaires du point de vue des nouveaux médias], *jixu jiaoyu yanjiu [Revue de la formation continue]*, n° 10, 2017, p. 101-103.
- 6 Xu Jinyu et coll., « Yanjiusheng sixiang xianzhuang diaocha yiqi chengyin fenxi » [Statut idéologique des étudiants diplômés et analyse des facteurs sous-jacents], *Gaokao [Revue des examens d'entrée à l'université]*, juin 2017 (deuxième numéro bimensuel), p. 6-7.
- 7 Huo Guangtian, « Xin xingshi xia gaoxiao zhuliu yisixingtai jiaoyu zhuangkuang yanjiu » [Étude de la situation de l'enseignement idéologique général dans les universités dans le nouveau contexte], *Revue de l'Université des sciences et de la technologie de Chongqing*, numéro sur les sciences sociales, n° 3, 2016, p. 112-131.
- 8 Yang Jianwu, « Xin meiti huanjing xia daxuesheng sixiang xinwei xin yangtai yu yindao celue yanjiu » [Étude de la nouvelle vision idéologique des étudiants universitaires dans le contexte des nouveaux médias sociaux et de la proposition politique], *Revue Te Li*, n° 2, 2017, p. 24-32.
- 9 Jin Bo et coll., « Waiyu waimao yuanxiao daxuesheng zhuliu yisixingtai renting yu yinling lujing yanjiu » [Appartenance des étudiants à l'idéologie dominante dans les universités d'affaires étrangères], *xuesheng gongzuo [Travail étudiant]*, n° 25, septembre 2017, p. 171-175.
- 10 Xue Xiang Rong et Guo Xiangrong, « Gaoxiao xuesheng dangyuan yisixingtai anquan xin qingkuang de yingdui celue » [Nouvelle situation de la sécurité idéologique parmi les étudiants universitaires membres du Parti et réponses stratégiques], *Revue de l'Université de Xinyu*, vol. 21, n° 5, 2016, p. 125-127.

- 11 Zou Fangfang, « Minban gaoxiao xuesheng dangyuan sixiang xianzhuang diaocha yu jiaoyu yanjiu » [Étude de l'idéologie des étudiants membres du Parti dans les universités privées et de leur politique d'enseignement], *Information sur les sciences et la technologie*, n° 11, 2013, p. 221-222.
- 12 Texte intégral du discours prononcé par le président Xi à l'ouverture du forum sur « Une ceinture, une route » (en anglais seulement), *Xinhua*, 14 mai 2017; sur Internet : http://www.xinhuanet.com/english/2017-05/14/c_136282982.htm.
- 13 Mot d'ouverture prononcé par Henry A. Kissinger devant le Comité des forces armées du Sénat des États-Unis (en anglais seulement), 25 janvier 2018; sur Internet : https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/Kissinger_01-25-18.pdf, p.6.
- 14 « Chronology of China's Belt and Road Initiative », *Xinhua*, 24 juin 2016; sur Internet : http://www.xinhuanet.com/english/2016-06/24/c_135464233.htm.
- 15 « Vision and Actions on Jointly Building Silk Road Economic Belt and 21st-Century Maritime Silk Road », Commission d'État pour le développement et la réforme, ministère des Affaires étrangères et ministère du Commerce de la RPC, mars 2015; sur Internet : http://en.ndrc.gov.cn/newsrelease/201503/t20150330_669367.html.
- 16 « US Support for the New Silk Road », Département d'État américain; sur Internet : <https://2009-2017.state.gov/p/sca/ci/af/newsilkroad/index.htm>.
- 17 « Socialism with Chinese Characteristics Enters New Era: Xi », *Xinhua*, 18 octobre 2017; sur Internet : http://www.xinhuanet.com/english/2017-10/18/c_136688475.htm.
- 18 « Chinese President Eyes Shared, Win-Win Development for Mankind's Future », *Xinhua*, 19 janvier 2017; sur Internet : http://www.xinhuanet.com/english/2017-01/19/c_135996080.htm.
- 19 « Shixian zhonghua minzu weida fuxing shi haineiwai zhonghua ernü gongtong de meng » [Le grand renouveau de la Chine représente le rêve de tous les Chinois dans le monde], *CPC News*, 6 juin 2014; sur Internet : <http://cpc.people.com.cn/xuexi/n/2015/0717/c397563-27322408.html>.
- 20 « Is China Challenging the United States for Global Leadership? », *The Economist*, 1^{er} avril 2017.
- 21 « Xi Jinping shou ti 'liang ge yindao' you shenyi » [Sens profond des premiers propos de Xi Jinping au sujet des Deux lignes directrices], *Xuexi Zhongguo*, 21 février 2017; sur Internet : <http://www.ccln.gov.cn/hotnews/230779.shtml>; Xi Jinping, « Xi Jinping: zai jinian Liu Huaqing tongzhi danchen 100 zhounian zuotanhui shang de jianghua » [Allocution de Xi Jinping à l'occasion d'une cérémonie commémorant le centième anniversaire de la naissance de Liu Huaqing], *Xinhua*, 28 septembre 2016; sur Internet : http://news.xinhuanet.com/politics/2016-09/28/c_1119642521.htm.
- 22 Xi Jinping, « Secure a Decisive Victory in Building a Moderately Prosperous Society in All Respects and Strive for the Great Success of Socialism with Chinese

Characteristics for a New Era », *XinhuaNet*, 18 octobre 2017; sur Internet : http://www.xinhuanet.com/english/download/Xi_Jinping's_report_at_19th_CPC_National_Congress.pdf.

- 23 Wang Yiwei, « Quanqiu zhili de zhongguo zixin yu zijue » [La confiance et le sens de l'initiative de la Chine en ce qui a trait à la gouvernance mondiale], *People's Daily*, 11 novembre 2016; sur Internet : <http://theory.people.com.cn/n1/2016/1109/c40531-28847772.html>; Mu Ren and Wang Yuexin, « Xi Jinping waijiao lilun he shijian chuangxin » [La théorie de la diplomatie et les mesures innovantes de Xi Jinping], *Theoretical Research*, n° 6 (décembre 2016).
- 24 Cela correspond à l'opinion officielle de l'APL, qui divise les opérations à l'étranger en cinq catégories : 1) exercices combinés; 2) opérations de maintien de la paix; 3) missions de sauvetage et missions humanitaires; 4) lutte contre le terrorisme; 5) escortes et convois. « 军队维护国家海外利益行动法律体系构建 », *National Defense*, 2015.
- 25 Pour obtenir une liste complète, voir « Military Exercises », ministère de la Défense nationale de la RPC, 17 avril 2017; sur Internet : <http://eng.mod.gov.cn/MilitaryExercises/index.htm>.
- 26 « 一带一路沿线战略支点与军事外交建设 », *World Affairs*, 2017. La traduction anglaise de ce programme souvent appelé « One Belt, One Road (OBOR) » a été remplacée officiellement en 2015 par « Belt and Road Initiative (BRI) » pour donner l'impression que la Chine offrait le concept au reste du monde.
- 27 Dennis J. Blasko, « People's Liberation Army and People's Armed Police Ground Exercises with Foreign Forces, 2002-2009 », p. 377, dans *The PLA at Home and Abroad: Assessing the Operational Capabilities of China's Military*, Roy Kamphausen et al. (éd.), Strategic Studies Institute, 2010.
- 28 Blasko, « People's Liberation Army and People's Armed Police Ground Exercises with Foreign Forces, 20022009 », *Ibid.*
- 29 « Military Exercises », ministère de la Défense nationale de la RPC, *Ibid.*
- 30 « Annual Report to Congress: Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2017 », Département américain de la défense, mai 2017; sur Internet : https://www.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2017_China_Military_Power_Report.PDF.17.
- 31 « Contributors to UN Peacekeeping Operations by Country and Post », Nations Unies, 31 janvier 2018; sur Internet : https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/contributions_by_country.pdf.
- 32 « Document: China's Military Strategy », *USNI*, 26 mai 2017; sur Internet : <https://news.usni.org/2015/05/26/document-chinas-military-strategy>.
- 33 « 维和一年，他们收到24封多方发来的感谢信 », *Zhongguo Junwang*, 15 janvier 2018; sur Internet : http://www.81.cn/lkkj/2018-01/15/content_7909130_2.htm.

- 34 Miwa Hirono, « China's Charm Offensive and Peacekeeping: the Lessons of Cambodia - What Now for Sudan? », *International Peacekeeping*, vol. 18 (juin 2011), p. 328 à 343; Marc Lanteigne, « Red and Blue: China's Evolving United Nations Peacekeeping Policies and Soft Power », dans Chiyuki Aoi (éd.), *Asia-Pacific Nations in International Peace Support and Stability Operations*, New York, Palgrave Macmillan, 2014.
- 35 « Chinese troops appear to be operating in Afghanistan, and the Pentagon is OK with it », *Military Times*, 5 mars 2017; sur Internet : <https://www.militarytimes.com/news/pentagon-congress/2017/03/05/chinese-troops-appear-to-be-operating-in-afghanistan-and-the-pentagon-is-ok-with-it/>.
- 36 Huang Panyue, « 27th Chinese naval escort taskforce leaves Gulf of Aden after mission handover », *China Military Online*, 27 décembre 2017; sur Internet : http://eng.chinamil.com.cn/view/2017-12/27/content_7886226.htm.
- 37 « Djibouti base won't be the only one, ex-PLA admiral says », *Asia Times*, 13 février 2018; Bill Gertz, « China building military base in Pakistan », *Washington Times*, 3 janvier 2018.
- 38 Bill Gertz, « China Building Military Base in Pakistan », *Washington Times*, 3 janvier 2018.
- 39 Rajeswari Pillai Rajagopalan, « A New China Military Base in Pakistan? », *The Diplomat*, 9 février 2018.
- 40 Matthew G. Minot-Scheuermann, « Chinese Anti-Piracy and the Global Maritime Commons », *The Diplomat*, 25 février 2016.
- 41 « 中央军委联合参谋部作战局成立海外行动处 », *China Military News*, 31 mars 2016; sur Internet : http://www.81.cn/xwfyx/2016-03/31/content_6986671.htm
- 42 « 专设海外行动处 推动军队走出去 », *On News*, 8 avril 2016; sur Internet : http://hk.on.cc/cn/bkn/cnt/commentary/20160408/bkn-cn-20160408000322592-0408_05411_001_cn.html.
- 43 « Overseas Chinese », *New World Encyclopedia*, mai 2013; sur Internet : http://www.newworldencyclopedia.org/entry/Overseas_Chinese.
- 44 Gabe Collins et Andrew Erickson, « Implications of China's Military Evacuation of Citizens from Libya », *China Brief*, Fondation Jamestown, 11 mars 2011.
- 45 Wang Duanyong, « The Safety of Chinese Citizens Abroad: A Quantitative Interpretation of the Special Notices for Chinese Citizens Abroad », *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 42, n° 1, p. 167 à 198.
- 46 Andrew Erickson et Austin Strange, « Six Years at Sea... and counting: Gulf of Aden Anti-Piracy and China's Maritime Commons Presence », Fondation Jamestown, juin 2015; sur Internet : http://www.andrewerickson.com/wp-content/uploads/2015/11/Erickson-Publication_Anti-Piracy_China_Jamestown-Book_GoA-Mission_6-Years_2015_Final.pdf, p. 33 à 35.

- 47 Erickson et Strange, « Six Years at Sea »; Duanyong Wang, « The Safety of Chinese Citizens Abroad: A Quantitative Interpretation of the ‘Special Notices for Chinese Citizens Abroad’ », *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 42 (janvier 2015), p. 167 à 198.
- 48 Christopher D. Yung, « China’s Expeditionary and Power Project Capabilities Trajectory: Lessons from Recent Expeditionary Operations », U.S.-China Economic and Security Review Commission, 21 janvier 2016; « 揭秘我国撤侨流程：谁来决定撤侨 如何制定路线 », *Sina News*, 30 mars 2015; sur Internet : <http://mil.news.sina.com.cn/2015-03-30/0926826182.html>.
- 49 Michael S. Chase, « The PLA Prepares for Future Non-combatant Evacuation Operations », *China Brief*, Fondation Jamestown, 15 février 2013.
- 50 « Number of civil aircraft in China from 1990 to 2016 », *Statista*, dernière mise à jour 2016; sur Internet : <https://www.statista.com/statistics/278468/number-of-civil-aircraft-in-china/>.
- 51 « Countries with the largest number of overseas Chinese (in millions) », *Statista*, 22 février 2018; sur Internet : <https://www.statista.com/statistics/279530/countries-with-the-largest-number-of-overseas-chinese/>.
- 52 « 中国海军展示大国责任 一周创造三个“首次” », *Huanqiu*, 3 avril 2015; sur Internet : <http://world.huanqiu.com/exclusive/2015-04/6087190.html>.
- 53 « 军事力量海外运用的国家利益分析 », *Theory Research*, 2016.
- 54 Kristen Guinness et Oriana Skylar Mastro, « A Global People’s Liberation Army: Possibilities, Challenges, and Opportunities », *Asia Policy*, n° 22 (juillet 2016), p. 131 à 155.
- 55 « Zhuan she tongzhan gongzuo lingdao xiaozu zhongyang ‘da tongzhan’ siwei shengji » [Petit groupe dirigeant chargé de la stratégie du front uni : un accent accru sur le « grand front uni » du Bureau politique du PCC], *Renminwang*, 31 juillet 2015; sur Internet : <http://cpc.people.com.cn/xuexi/n/2015/0731/c385474-27391395.html>.
- 56 Voir Gerry Groot, « The Expansion of United Front Work Under Xi Jinping », *China Yearbook*, CIW, 2015, et Marcel Angliviel de la Beaumelle, « The United Front Work Department: “Magic Weapon” at Home and Abroad », *China Brief*, vol. 17, n° 11; sur Internet : <https://jamestown.org/program/united-front-work-department-magic-weapon-home-abroad/>.
- 57 « Xinxilan huaren yiyuan Yang Jian: Zuo hao mei yi jian shi, jihui jiu lai zhao ni » [Député néozélandais d’origine chinoise Yang Jian : Si vous faites tout ce qu’il faut, l’occasion se présentera à vous], *Gongren Ribao*, 29 août 2013; sur Internet : <http://character.worker.cn/c/2013/08/29/130829075919750972761.html>.
- 58 Voir Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*, Cambridge University Press et Wilson Press, 2017.

- 59 « Lower Chinese Milk Production Good for NZ, Analyst », Radio NZ, 7 juillet 2017; sur Internet : <http://www.radionz.co.nz/news/country/334643/lower-chinese-milk-production-good-for-nz-analyst>.
- 60 Voir Brady, *op. cit.*
- 61 Anne-Marie Brady, « Magic Weapons: China's Political Influence Activities Under Xi Jinping », Wilson Center, 18 septembre 2017; sur Internet : <https://www.wilsoncenter.org/article/magic-weapons-chinas-political-influence-activities-under-xi-jinping>.
- 62 Voir Anne-Marie Brady, « New Zealand-China Relations: Common Points and Differences », *New Zealand Journal of Asian Studies*, décembre 2008.
- 63 Paul Sinclair, « New Zealand Expands Defence Ties with China », *CSS Strategic Background Paper*, 2014; sur Internet : http://www.victoria.ac.nz/hppi/centres/strategic-studies/documents/18_New-Zealand-Expands-Defence-Ties-with-China.pdf.
- 64 Voir « New Zealand's China Policy: Building a Strategic Comprehensive Partnership », Australia-China Relations Institute, University of Victoria, juillet 2015; sur Internet : <https://www.victoria.ac.nz/chinaresearchcentre/publications/china-papers/ACRI-NZCCRC-New-Zealands-China-Policy-Building-a-comprehensive-strategic-partnership-July-2015.pdf>.
- 65 « World Party Leaders Praise Chinese President Xi's Leadership », China Global Television Network, sur Internet : https://news.cgtn.com/news/7749544e7a637a6333566d54/share_p.html.
- 66 Trésorerie de la Nouvelle-Zélande, *Monthly Economic Indicators*, juillet 2017; sur Internet : <http://www.treasury.govt.nz/economy/mei/archive/pdfs/mei-jun17.pdf>.
- 67 Les lois sur la sécurité de l'État s'inscrivent dans la démarche de Xi Jinping pour transformer la pratique de la sécurité nationale en Chine en fonction de sa « conception globale de la sécurité » et comprennent les suivantes : la *Loi sur le contre-espionnage* (2014), la *Loi sur la sécurité nationale* (2015), la *Loi antiterroriste* (2015), la *Loi sur les organisations non gouvernementales étrangères* (2016) et la *Loi sur la cybersécurité* (2016).
- 68 Article 11 : Les institutions actives dans le domaine du renseignement national recueillent et traitent légalement des renseignements sur les personnes, organisations ou institutions étrangères qui mènent des activités préjudiciables à la sécurité nationale et aux intérêts de la République populaire de Chine, qui financent de telles activités ou qui aident ou incitent des personnes, des organisations ou des institutions chinoises ou étrangères à mener de telles activités, afin de constituer des bases de données consultables pour prévenir, arrêter et punir les comportements susmentionnés.
- 69 Dans un discours prononcé le 15 avril 2014, Xi Jinping a expliqué que sa conception globale de la sécurité définit onze secteurs de sécurité différents : la politique, le territoire, la défense, l'économie, la culture, la société, les sciences, l'information, l'environnement, les ressources et le nucléaire.

- 70 Article 3 : L'État instaure un système de sécurité nationale complet, centralisé et uni, scientifique et extrêmement efficace, dans lequel la division du travail est coordonnée. S'agissant de l'ensemble des activités liées au renseignement national, l'organisme dirigeant central de la sécurité nationale assure la direction de façon unifiée, formule les directives et les politiques applicables, planifie le développement général, instaure des mécanismes complets de coordination, assure la coordination dans divers domaines et se documente sur les enjeux importants avant de prendre des décisions.
- 71 L'affaire Larry Wu-Tai Chin - dirigé par le renseignement chinois de la fin des années 1940 jusqu'à 1985 - pourrait être le seul exemple de situation où l'exfiltration d'un agent pourrait avoir été une possibilité et où l'agent aurait conclu une entente explicite définissant ce qui se passerait après son décès ou son arrestation. Des agents du FBI ont parlé à des journalistes d'un plan d'exfiltration visant un officier de renseignement chinois ou un collaborateur. Cette personne était un prêtre catholique établi à New York qui aurait disparu après l'arrestation et le procès de Chin. D'après les registres de la prison, un officier du MSE a rendu visite à Chin en prison après sa condamnation. Cette nuit-là, Chin s'est suicidé dans sa cellule.
- 72 Les modalités du système de crédit social sont examinées dans l'article de Simon Denyer, « China's plan to organize its society relies on «big data» to rate everyone », *The Washington Post*, 22 octobre 2016.
- 73 L'objectif de la « gouvernance sociale », expression utilisée couramment sous Xi Jinping, n'est pas différent de l'objectif de la « gestion sociale », qui était l'expression en vogue avant 2014. Ce changement de terminologie s'est imposé pour des raisons essentiellement politiques, et non idéologiques.
- 74 Gabriel Wildau, « China launch of renminbi payments system reflects Swift spying concerns », *Financial Times*, 8 octobre 2015.
- 75 « Xi Jinping : le C26 contribue à tous égards à la stratégie de développement axée sur l'innovation, et permet de faire d'importants bonds en avant aux chapitres de la défense nationale et de la construction militaire » [习近平：全面实施创新驱动发展战略 推动国防和军队建设实现新跨越], Xinhua, 13 mars 2016; sur Internet : http://news.xinhuanet.com/politics/2016lh/2016-03/13/c_1118316426.htm. Voir aussi la stratégie officielle sur le développement axé sur l'innovation : « Le Conseil d'État du PCC communique les lignes directrices de la «stratégie nationale de développement axée sur l'innovation» » [中共中央 国务院印发《国家创新驱动发展战略纲要》], Xinhua, 19 mai 2016; sur Internet : http://news.xinhuanet.com/politics/2016-05/19/c_1118898033.htm.
- 76 « Rapport de Xi Jinping au 19^{ème} Congrès national du Parti communiste chinois » [习近平在中国共产党第十九次全国代表大会上的报告], Xinhua, 27 octobre 2017; sur Internet : http://www.china.com.cn/19da/2017-10/27/content_41805113_3.htm.
- 77 « Allocution de Xi Jinping au sommet des chefs d'affaires de l'APEC (texte intégral) » [习近平主席在亚太经合组织工商领导人峰会上的主旨演讲（全文）], Xinhua, 11 novembre 2017; sur Internet : <http://www.fmprc.gov.cn/web/zyxw/t1509676.shtml>.

- 78 Tai Ming Cheung, Thomas Mahnken et Andrew Ross, « Frameworks for Analyzing Chinese Defense and Military Innovation », *Study of Innovation and Technology in China*, 2011; sur Internet : <https://escholarship.org/uc/item/5cr8j76s>.
- 79 « Le treizième «plan quinquennal spécial de fusion militaro-civil dans les domaines de la science et de la technologie» est annoncé aujourd'hui » [《“十三五”科技军民融合发展专项规划》近日印发], Xinhua, 23 août 2017; sur Internet : http://news.xinhuanet.com/politics/2017-08/23/c_1121531750.htm.
- 80 William C. Hannas, James Mulvenon et Anna B. Puglisim, *Chinese Industrial Espionage: Technology Acquisition and Military Modernization*, Routledge, 2013.
- 81 Tai Ming Cheung, « Innovation in China's Defense Technology Base: Foreign Technology and Military Capabilities », *Journal of Strategic Studies*, 11 septembre 2016.
- 82 *Ibid.*
- 83 « Plan national à moyen et à long termes pour le développement de la science et de la technologie » [国家中长期科学和技术发展规划纲要], site Web du gouvernement de la RPC, 9 février 2006; sur Internet : http://www.gov.cn/jrzq/2006-02/09/content_183787.htm.
- 84 « Xi Jinping enjoint à promouvoir assidument l'innovation militaire pour suivre de près la nouvelle tendance évolutive dans le domaine » [习近平:准确把握世界军事发展新趋势 与时俱进大力推进军事创新], Xinhua, 30 août 2014; sur Internet : http://news.xinhuanet.com/politics/2014-08/30/c_1112294869.htm.
- 85 *Ibid.*
- 86 Ministère de la Défense nationale de la RPC [中华人民共和国国防部], *Stratégie militaire de la Chine* [中国的军事战略], 26 mai 2015.
- 87 « Selon Xi Jinping, la construction d'équipement doit satisfaire aux exigences de combat de base » [习近平: 装备建设要坚持作战需求的根本牵引], Xinhua, 4 décembre 2012; sur Internet : http://news.xinhuanet.com/politics/2014-12/04/c_1113525477.htm. Voir aussi « AVIC Studies and Implements Spirit of All Army Armaments Work Conference », *China Aviation News*中国航空新闻网, 15 décembre 2014.
- 88 « Pourquoi Xi Jinping met-il l'accent sur l'innovation militaire? » [习近平主席为何如此强调军事创新?], *PLA Daily*, 14 mars 2016; sur Internet : http://www.81.cn/xuexi/2016-03/14/content_7049121.htm.
- 89 Tong Zhen [童真], « La «Troisième stratégie» des États-Unis mise en exergue » [美第三次“抵消战略”呼之欲出], *PLA Daily*, 16 janvier 2015; sur Internet : http://www.mod.gov.cn/opinion/2015-01/16/content_4565007.htm.
- 90 *Ibid.*
- 91 Hu Shengning [胡延宁], Li Bingyan [李炳彦] et Wang Shengliang [王圣良], *Combat léger : la nouvelle tendance dans la révolution mondiale des affaires militaires* [光战争: 世界军事革命新趋势], PLA Press [解放军出版社], 2015.

- 92 Xiao Tianliang [肖天亮], « Saisir l'initiative de la réforme en plein milieu de la vague de réforme militaire » [顺应军事变革潮流把握改革主动], *PLA Daily*, 5 janvier 2016; sur Internet : http://jz.chinamil.com.cn/n2014/tp/content_6843416.htm.
- 93 Wang Xuecheng [王雪诚], « Les technologies stratégiques de première ligne vont redéfinir l'avenir de la guerre » [战略前沿技术将重塑未来战争形态], *PLA Daily*, 27 octobre 2017; sur Internet : http://news.xinhuanet.com/mil/2017-10/27/c_129727619.htm?utm_content=buffer34e7&utm_medium=social&utm_source=twitter.com&utm_campaign=buffer.
- 94 Zhao Ming [赵明], « Intelligentisation militaire : les compétences et techniques qui vous sont offertes et qui changeront la donne du tout au tout » [军事智能化，这是传给你的“弯道超车”决胜技法], *China Military Online*, 14 novembre 2017; sur Internet : http://www.81.cn/jskj/2017-11/14/content_7823452.htm.
- 95 Thomas G. Mahnken, *Uncovering Ways of War: U.S. Intelligence and Foreign Military Innovation, 1918-1941*, Cornell University Press, 2002.
- 96 Département de recherche stratégique militaire de l'Académie des sciences militaires [军事科学院军事战略研究部] (éd.), *The Science of Military Strategy* [战略学], Military Science Press [军事科学出版社], 2013, p. 97-98.
- 97 *Ibid.*
- 98 Zhang Taodong [张秦洞] (éd.), *Outline for Combat Forces Development* [作战力量建设概论], Military Science Press, 2012, p. 211.
- 99 Pour en savoir plus sur l'utilisation des systèmes téléguidés de l'APL, voir : Elsa Kania, « Chinese Advances in Unmanned Systems and the Military Applications of Artificial Intelligence—the PLA's Trajectory towards Unmanned, "Intelligentized" Warfare », Témoignage devant la U.S.-China Economic and Security Review Commission, 23 février 2017; sur Internet <https://www.uscc.gov/Hearings/hearing-china%E2%80%99s-advanced-weapons-video>.
- 100 Des chercheurs de la China Shipbuilding Industry Corporation l'ont confirmé à plusieurs reprises.
- 101 « On ouvre le centre de recherche et développement de NORINCO axé sur l'élaboration de plateformes téléguidées au sol » [兵器地面无人平台研发中心成立], *Science and Technology Daily*, 28 juin 2014; sur Internet : http://digitalpaper.stdaily.com/http_www.kjrb.com/kjrb/html/2014-06/28/content_267309.htm?div=-1.
- 102 *Ibid.*
- 103 « Yifeng-er Huang Wenhua remporte le premier prix national du progrès en matière de science et de technologie » [宜丰人黄文华获国家科技进步奖一等奖], *Jiangxi Daily*, 17 janvier 2017; sur Internet : <http://jx.people.com.cn/n2/2017/0117/c190181-29605360.html>.

- 104 « Nos armes à micro-ondes antimissiles remportent un prix national » [我微波反导武器获国家级奖], *Sina*, 23 janvier 2017; sur Internet : <http://mil.news.sina.com.cn/china/2017-01-23/doc-ifxzusws0087052.shtml>.
- 105 Huang Wenhua est l'auteur d'un document sur l'utilité des AMFP contre les missiles antinavires.
- 106 Voir les photos publiées par « dafeng cao » : <https://twitter.com/xinfengcao/status/958718863159582726>.
- 107 Pour connaître un point de vue sur l'importance de ce développement, voir : Jeffrey Lin et P.W. Singer, « Looks like China just installed a railgun on a warship, beating the U.S. Navy to the punch », *Popular Science*, 1^{er} février 2018; sur Internet : <https://www.popsci.com/china-navy-railgun-warship>.
- 108 Paul Huang, « By Snatching Up British Company, China Closes Gap on US Naval Supremacy », *Epoch Times*, 15 décembre 2017; sur Internet : https://www.theepochtimes.com/by-snatching-up-british-company-china-closes-gap-on-us-naval-supremacy_2389025.html.
- 109 État-major interarmées de la Commission militaire centrale [中央军委联合参谋部], « Accélérer la création d'un système interarmées d'opérations qui revêt nos caractéristiques militaires : étudier de près les énoncés importants du président Xi en examinant le Centre interarmées de commande de la CMC » [加快构建具有我军特色的联合作战指挥体系——深入学习贯彻习主席视察军委联指中心时的重要讲话], *Seeking Truth*, 15 août 2016; sur Internet : http://www.qstheory.cn/dukan/qs/2016-08/15/c_1119374690.htm.
- 110 *Ibid.*
- 111 « Selon le député au Congrès populaire national Liu Guozhi, l'intelligence artificielle accélérera la transformation militaire » [人大代表刘国治：人工智能将加速军事变革进程].
- 112 Le terme *wandaochaoche* (弯道超车) signifie littéralement (dans le contexte de la conduite) dépasser quelqu'un dans une courbe ou, métaphoriquement, réaliser des progrès rapides en tournant les coins très serrés.
- 113 *Ibid.*
- 114 Voir les publications antérieures et un prochain rapport - mis à la disposition de l'auteur - d'Elsa Kania et de John Costello sur le sujet.
- 115 Elsa Kania et John Costello, « Quantum Technologies, U.S.-China Strategic Competition, and Future Challenges for Cyber Stability », CyCon U.S., 7 novembre 2017. Elsa Kania, « From the Third U.S. Offset to China's First Offset - The Revolutionary Potential of Quantum Technologies », *The Strategy Bridge*, 6 avril 2017; sur Internet : <https://thestrategybridge.org/the-bridge/2017/4/6/from-the-third-us-offset-to-chinas-first-offset>. Elsa Kania et John Costello, « Quantum Leap (Part 1): China's Advances in Quantum Information Science », *China Brief*, 5 décembre 2016; sur Internet : <https://jamestown.org/program/quantum-leap-part-1-chinas-advances-quantum-information-science-elsa-kania-john-costello/>.

- 116 Yu Dawei, « In China, Quantum Communications Comes of Age », *Caixin*, 6 février 2015.
- 117 Stephen Chen, « China building world's biggest quantum research facility », *South China Morning Post*, 11 septembre 2017.
- 118 « L'élaboration à Hefei d'un Centre national de science : de la «conception» à la «feuille de route » » [合肥建设国家科学中心从“设计图”转为“施工图”], *China News Network*, 13 septembre 2017; sur Internet : <http://www.chinanews.com/gn/2017/09-13/8330201.shtml>.
- 119 *Ibid.*
- 120 « Ten superconducting qubits entangled by physicists in China », *Physics World*, avril 2017; sur Internet : <http://physicsworld.com/cws/article/news/2017/apr/13/ten-superconducting-qubits-entangled-by-physicists-in-china>.
- 121 « Le premier ordinateur quantique de Chine voit le jour » [中国首个量子计算机诞生], *Xinhua*, 3 mai 2017; sur Internet : <http://www.chinanews.com/business/2017/05-03/8214872.shtml>.
- 122 Voir, par exemple, l'accent mis sur l'« innovation radicale » dans les activités du Committee of 100 in Radical Innovation.
- 123 « Comment changer de paradigme dans le domaine de la science et de la technologie liées à la défense nationale » [国防科技领域如何实现弯道超车], *PLA Daily*, 30 juin 2016; sur Internet : http://jz.chinamil.com.cn/n2014/tp/content_7126648.htm.

ANNEXE A

ORDRE DU JOUR DE L'ATELIER

REPENSER LA SÉCURITÉ

LA CHINE À L'ÈRE DE LA RIVALITÉ STRATÉGIQUE

ATELIER NON CLASSIFIÉ ORGANISÉ PAR LA LIAISON-RECHERCHE DU SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ (SCRS)

6 MARS 2018, ADMINISTRATION CENTRALE DU SCRS, OTTAWA

PROGRAMME

- 8 h 30 - 8 h 45 Mot d'ouverture : mise en contexte et objectifs de l'atelier
- 8 h 45 - 9 h 30 **Planter le décor**
- Peur et concurrence : comment expliquer l'antagonisme géopolitique actuel entre l'Occident et la Chine?*
- 9 h 30 - 11 h **Module 1** - Politique intérieure : le Politburo chinois et le « grand renouveau de la nation chinoise »
- Un nouveau chapitre : analyse du 19^e Congrès du Parti communiste chinois*
- Évolution du rôle de l'idéologie dans la politique de la Chine*
- Lire la Chine de loin : le régime chinois devient-il plus opaque?*
- 11 h - 11 h 15 Pause
- 11 h 15 - 12 h 15 **Module 2** - Évolution du rôle de Beijing sur l'échiquier mondial
- Une ceinture, une route : quelles sont les ambitions économiques de la Chine?*
- Le rôle des forces armées de la Chine au-delà de ses frontières : conséquences pour la sécurité mondiale*

- 12 h 15 - 13 h 15 Repas du midi
- 13 h 15 - 14 h 45 **Module 3** - Répercussions sur la sécurité du Canada et de l'Occident d'une Chine enhardie
- Le nez partout? La menace de l'ingérence étrangère dans les régimes démocratiques*
- Élargir la surveillance : les nouvelles lois de la Chine sur le renseignement*
- Progrès des mégadonnées et système de crédit social : analyse des conséquences sur la sécurité*
- 14 h 45 - 15 h Pause
- 15 h - 16 h 30 **Module 4** - Le nouveau géant de la technologie et de l'innovation
- Analyse du potentiel d'innovation du pays*
- Innovation et préservation : l'architecture financière internationale propre à Beijing*
- Nouvelles technologies et innovation dans l'armée chinoise*
- 16 h 30 - 17 h 15 **Module 5** - À quoi le Canada peut-il s'attendre de l'ascension de la Chine?
- Entente de libre-échange : comment en concrétiser les promesses et en éviter les pièges*
- 17 h 15 - 17 h 30 Récapitulation de l'atelier
- 17 h 30 Fin de l'atelier

ANNEXE B

LA LIAISON-RECHERCHE AU SCRS

Le renseignement dans un monde en évolution

On dit souvent que le monde évolue de plus en plus rapidement. Analystes, commentateurs, chercheurs et autres - associés ou non à un gouvernement - acceptent peut-être ce cliché, mais la plupart commencent seulement à comprendre les conséquences très réelles de ce concept pourtant abstrait.

La sécurité mondiale, qui englobe les diverses menaces pour la stabilité et la prospérité géopolitiques, régionales et nationales, a profondément changé depuis la chute du communisme. Cet événement a marqué la fin d'un monde bipolaire organisé selon les ambitions des États-Unis et de l'ancienne URSS et les tensions militaires en résultant. Détruisant rapidement la théorie de « fin de l'histoire » des années 1990, les attentats terroristes contre les États-Unis en 2001, ainsi que des actes terroristes subséquents dans d'autres pays, ont depuis modifié ce qu'on entend par sécurité.

La mondialisation, l'évolution rapide de la technologie et la sophistication des moyens d'information et de communication ont eu une incidence sur la nature et le travail des gouvernements, y compris des services de renseignements. En plus des conflits habituels entre États, il existe désormais un large éventail de problèmes de sécurité transnationale découlant de facteurs non étatiques, et parfois même non humains. Ces problèmes vont du terrorisme, des réseaux illégaux et des pandémies à la sécurité énergétique, à la concurrence internationale pour les ressources et à la dégradation mondiale de l'environnement. Les éléments de la sécurité mondiale et nationale sont donc de plus en plus complexes et interdépendants.

Notre travail

C'est pour mieux comprendre ces enjeux actuels et à venir que le SCRS a lancé, en septembre 2008, son programme de liaison-recherche. En faisant régulièrement appel aux connaissances d'experts au moyen d'une démarche multidisciplinaire, axée sur la collaboration, le Service favorise une compréhension contextuelle des questions de sécurité pour le bénéfice de ses propres experts ainsi que celui des chercheurs et des spécialistes avec qui il s'associe. Ses activités visent à établir

une vision à long terme des différentes tendances et des divers problèmes, à mettre en cause ses hypothèses et ses préjugés culturels, ainsi qu'à affiner ses moyens de recherche et d'analyse.

Pour ce faire, nous :

- nous associons activement à des réseaux d'experts de différents secteurs, dont l'administration publique, les groupes de réflexion, les instituts de recherche, les universités, les entreprises privées et les organisations non gouvernementales (ONG), tant au Canada qu'à l'étranger. Si ces réseaux n'existent pas déjà, nous pouvons les créer en collaboration avec différentes organisations;
- stimulons l'étude de la sécurité et du renseignement au Canada, favorisant ainsi une discussion publique éclairée à propos de l'histoire, de la fonction et de l'avenir du renseignement au Canada.

Dans cette optique, le programme de liaison-recherche du Service emprunte de nombreuses avenues. Il soutient, élabore, planifie et anime plusieurs activités, dont des conférences, des séminaires, des études, des exposés et des tables rondes. Il participe aussi activement à l'organisation du Global Futures Forum, un appareil multinational du renseignement et de la sécurité qu'il soutient depuis 2005.

Nous n'adoptons jamais de position officielle sur quelque question, mais les résultats de plusieurs de nos activités sont publiés sur le site Web de Canada.ca (<https://www.canada.ca/fr/service-renseignement-securite.html>). Par la publication des idées émergeant de nos activités, nous souhaitons alimenter le débat et favoriser l'échange d'opinions et de perspectives entre le Service, d'autres organisations et divers penseurs.

